

Anne GAUTHIER-POULET
M2 DELOS

Année universitaire 2010-2011

Etude comparative Alentejo-Beauce « Nouvelle Image pour Nouveaux Agriculteurs » Territoire du Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais



Tuteur Universitaire : Madame ABRIOUX



Tuteur Professionnel : Monsieur BARTOLO



REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier dans un premier temps, l'ensemble de l'équipe pédagogique du Master « Développement Local et Gestion solidaire des Territoires » du Centre d'Etudes Supérieur de Châteauroux, pour avoir assuré la partie théorique de celui-ci.

Je remercie également Madame ABRIOUX, ma tutrice universitaire, pour la présence, l'aide et les conseils concernant les missions évoquées dans ce rapport. Je tiens à la remercier pour sa disponibilité et pour le suivi qu'elle a apporté durant l'intégralité de ce stage.

Je tiens à remercier tout particulièrement et à témoigner ma reconnaissance aux personnes suivantes, pour l'expérience enrichissante et pleine d'intérêt qu'elles m'ont fait vivre durant ces six mois au sein de l'entreprise : AgroPithiviers

Monsieur BARTOLO, Directeur Général de la coopérative AgroPithiviers, pour son accueil et la confiance qu'il m'a accordée dès mon arrivée dans l'entreprise ; pour le temps qu'il m'a consacré tout au long de cette période et pour ses réponses à toutes mes interrogations ; sans oublier sa participation au cheminement de ce rapport.

Madame GLANDUT, chef de projet au Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais, pour m'avoir suivie durant le projet, m'avoir apportée des informations et m'avoir accordée toute sa confiance.

Merci à Messieurs OLIMPIOS SANTOS et AMADO, nos partenaires portugais dans cette étude pour les échanges fructueux et leur coopération professionnelle tout au long de ces six mois.

Merci à l'ensemble des salariés d'AgroPithiviers, qui m'ont accueilli chaleureusement.

Merci à Messieurs Thirouin et Pilloy, directeurs des coopératives de Boisseaux et Puiseaux qui m'ont fait profiter de leurs contacts et réseaux lors de la mise en place des échantillons d'agriculteurs à rencontrer.

Enfin, merci aux différents partenaires et acteurs rencontrés pour l'intérêt qu'ils ont porté à ce projet.

SOMMAIRE

<i>REMERCIEMENTS</i>	1
<i>SOMMAIRE</i>	2
<i>LISTE DES ABREVIATIONS</i>	3
<i>1 Présentation du contexte de stage</i>	8
1.1 Un projet lié à un contexte.....	8
1.2 Une mission aux enjeux multiples.....	11
1.3 Une structure d'accueil au centre du dispositif et des partenaires à différents niveaux 20	
1.4 L'organisation du travail et l'analyse des difficultés.....	23
<i>2 Les agriculteurs et l'agriculture du Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais</i>	30
2.1 Le contexte de l'installation en agriculture	30
2.2 Le rapport à l'exploitation	35
2.3 Les terres : surface agricole et parcelles.....	40
2.4 Les cultures et les types de sol.....	45
2.5 Les moyens : matériels (bâtiments et équipements) et humains (main-d'œuvre)	49
<i>3 Les résultats de l'enquête</i>	53
3.1 La perception du développement durable par les jeunes agriculteurs	53
3.2 L'auto-évaluation de l'activité agricole.....	63
3.3 Les questions émergentes	72
3.4 La perception de l'agriculture par la population	80
<i>CONCLUSION</i>	91
<i>LISTE DES TABLEAUX</i>	96
<i>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES</i>	98
<i>TABLE DES MATIERES</i>	103

LISTE DES ABREVIATIONS

Abréviations	Signification
A	
A19	Autoroute 19
AB	Agriculture Biologique
ACSE	Analyse et Conduite des Systèmes d'Exploitation
AMAP	Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne
AOC	Appellation d'Origine Contrôlée
APLI	Association des Producteurs de Lait
ARES	Association pour la Récupération et le recyclage des Emballages de Semences
B	
BAC	Baccalauréat
BASE	Bretagne Agriculture Sol Environnement
BCAE	Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales
BGC	Beauce Gâtinais Céréales
BEP	Brevet d'Etudes Professionnelles
BTSA	Brevet de Technicien Supérieur Agricole
C	
CAProGA	Coopérative Agricole des Producteurs du Gâtinais
CEE	Communauté Économique Européenne
CER	Centre d'Economie Rural
CFA	Centre de Formation Agricole
CIPAN	Culture Intermédiaire Piège à Nitrate
CNASEA	Centre National pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles
CUMA	Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole
DDAF	Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt
DATAR	Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale
DDT	Direction Départementale des Territoires
E	
EARL	Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
EPI	Etude Prévisionnelle à l'Installation
ESA	Ecole Supérieure d'Agriculture

ETA	Entreprise de Travaux Agricoles
F	
FAO	Food and Agriculture Organisation
FARM	Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde
FDSEA	Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles
FNSEA	Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles
FARRE	Forum de l'Agriculture Raisonnée Respectueuse de l'Environnement
G	
GAL	Groupe d'Action Locale
GAEC	Groupement Agricole d'Exploitation en Commun
GDA	Groupes de développement agricole
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
H	
HCF	Hors Cadre Familial
I	
IAA	Industrie Agro Alimentaire
INRA	Institut national de la recherche agronomique
INVS	Institut de Veille Sanitaire
J	
JA	Jeune Agriculteur
M	
MAE	Mesure Agro-environnementales
MATIF	Marché à terme des Instruments Financiers
MFR	Maison Familiale et Rurale
MSA	Mutualité Sociale Agricole
O	
OGM	Organisme Génétiquement Modifié
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONIC	Office National Interprofessionnel des Céréales
OTEX	Orientation Technico-Economique des Exploitations
P	
PAC	Politique Agricole Commune
PBGP	Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais
PDE	Plan de Développement de l'Exploitation
PME	Petite et Moyenne Entreprise

S	
SAFER	Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural
SAGE	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SAU	Surface Agricole Utile
SCOT	Schéma de Cohérence Territoriale
SDA	Société Distri-Alimentaire
SET	Surfaces Equivalents Topographiques
SICA	Société d'Intérêt Collectif Agricole
U	
USCP	Union de Stockage des Coopératives du Pithiverais
UTH	Unité de Travail Humain

INTRODUCTION

Le devenir du métier d'agriculteur est au centre des préoccupations. Une première coopération transnationale entre le Pithiverais et l'Alentejo a été menée en 2007/2008 à l'initiative du Pithiverais. Elle devait permettre de partager des connaissances. A l'issue de ces échanges, les participants ont désiré réitérer cette collaboration. L'objet de mon stage s'inscrit donc dans cette volonté de poursuivre la coopération pour réfléchir à des problématiques communes au sein d'une même macro-région européenne.

C'est ainsi que le GAL (Groupe d'Action Local) Terras Dentro situé à Alcaçovas (initiateur et chef de file du projet de coopération) a proposé au GAL Beauce et Gâtinais de participer à un nouveau projet de coopération en 2011-2012. Le projet a pour thème « Nouvelle image pour nouveaux agriculteurs ». Cette étude comparée sur la perception/image du métier d'agriculteur sur les deux territoires vise à mieux comprendre les conséquences du contexte de l'évolution de la réglementation sur la reconnaissance et la réalité de l'activité agricole. Elle permettra d'analyser dans quelle mesure et de quelle manière ces évolutions sont susceptibles de favoriser ou non l'installation et l'insertion des agriculteurs à l'avenir.

Aujourd'hui, les terres agricoles diminuent au profit de l'urbanisation toujours plus importante. En France, 66 000 hectares de terres agricoles sont perdus chaque année, victimes de l'urbanisation : un département tous les 10 ans.¹ De même, le nombre d'agriculteurs ne cesse de se réduire. Ils ne sont plus que 4.4% de la population aujourd'hui. Le nombre total d'exploitations agricoles professionnelles sera compris entre 256 000 et 262 000 à l'horizon 2020 contre 326 000 aujourd'hui, estime Laurent Piet, économiste de l'Inra de Rennes.² La question qui s'est alors posée est : y a-t-il encore une place à prendre pour les jeunes agriculteurs ?

L'étude présentée ici apporte des pistes de réflexion sur l'image et la réalité du métier d'agriculteur ainsi que sur sa possible évolution dans les années à venir.

C'est pourquoi un travail sur l'image et la réalité du métier d'agriculteur a été décidé. L'agriculture doit évoluer. L'utilisation de produits phytosanitaires, les techniques de travail des sols et l'organisation de la production doivent nécessairement s'adapter pour répondre aux enjeux futurs. Changement climatique, épuisement des ressources fossiles mais aussi enjeux environnementaux (protection de la biodiversité, lutte contre les pollutions...) et sanitaires imposent un changement de modèle pour tendre vers plus de durabilité. Ceci sans compter qu'une exploitation agricole est aujourd'hui une entreprise à part entière ce qui implique une gestion économique et financière fine.

Le système de culture intensif, fondé sur la recherche de forts rendements et donc consommateur d'intrants, lancé après-guerre, reste le modèle dominant aujourd'hui en France. Pourtant, d'autres voies montrent que d'autres modes de productions sont possibles : l'agriculture intégrée voire raisonnée ou encore biologique.

¹ <http://www.fne.asso.fr/fr/nos-dossiers/Agriculture/>

² <http://www.lest-eclair.fr/article/economie/la-baisse-du-nombre-dexploitations-agricoles-ralentirait-dici-2020>

Comment améliorer l'image de l'agriculteur et de l'activité agricole en milieu rural et milieu urbain pour attirer de nouveaux entrepreneurs vers cette activité ?

Comment aider à l'installation des jeunes agriculteurs et à la « fixation » de leur activité sur le territoire ? Comment sont-ils perçus par la population locale ? Quel est l'avenir pour les JA ? Quelle est leur vision de leur avenir, comment sont-ils perçus et comment croient-ils être perçus par la population locale ?

Dans une première partie nous présentons le contexte du stage, à travers le contexte d'une coopération transnationale, la mission conduite et les étapes de celle-ci.

Dans une seconde partie, nous définissons les populations de l'enquête (agriculteurs et agriculture).

Enfin, en troisième partie nous réalisons une analyse des résultats de l'enquête sur l'image et la réalité du métier d'agriculteur.



1 Présentation du contexte de stage

La mission a été définie par les agriculteurs lors du colloque final de la première coopération avec le Portugal. Mission à laquelle, l'Union des Coopératives Beauce Gâtinais Céréales (BGC), participait. Elle s'est impliquée dans le projet dès le départ de ce partenariat. C'est également l'un des acteurs majeurs agricole du territoire. Aujourd'hui les agriculteurs adhèrent aux coopératives agricoles intervenant en amont ou en aval de leur production (intrants, matériel, transformation, distribution, ...). Les coopératives agricoles occupent donc une place centrale dans le secteur agricole et agro-alimentaire français.³ C'est donc naturellement que le stage s'est déroulé dans la coopérative de Pithiviers.

1.1 Un projet lié à un contexte

1.1.1 Préparation du partenariat

A la fin du premier colloque « blé farine pain » organisé en 2008 à l'initiative du Pithiverais au Moulin de Châtillon sur la communauté de commune des Terres Puiseautines, des pistes et propositions pour alimenter de futurs échanges ont été évoqués par les acteurs (portugais et français).

De nombreux sujets ont été abordés au cours de ce colloque. À l'occasion des ateliers, des visites de terrain et des séances plénières, les participants ont pu faire part de leurs préoccupations, de leurs expériences, de leurs recommandations face à des problématiques identifiées dans les divers domaines de l'agriculture, de la boulangerie, de la meunerie, ...

1.1.1.1 Des thématiques partagées pour une coopération élargie

Parmi les problématiques agricoles, certains thèmes les plus significatifs qui pouvaient faire l'objet de prochains échanges étaient liées à :

- ✂ L'évolution des filières agricoles (la gestion des risques en agriculture : quelles perspectives dans le contexte de la nouvelle PAC, circuits courts et alimentation : Quelles contributions des agriculteurs aux filières alimentaires locales...)
- ✂ Les nouvelles exigences agricoles (les techniques culturales simplifiées : quelle place au sein des nouvelles exigences environnementales)
- ✂ L'avenir de l'agriculture (évolutions du marché du foncier agricole et conséquences sur l'installation en agriculture) mais également :
- ✂ **L'image du métier d'agriculteur chez les jeunes et dans la société**

Comme en témoigne un technicien portugais, la coopération entre les deux territoires ne doit pas se limiter à des échanges scolaires : « Nous pouvons faire des échanges avec les écoles, mais je crois qu'il faut aussi faire des échanges au niveau technique, nous avons beaucoup à apprendre les uns des autres. En France vous êtes plus avancé sur le plan technique et aussi sur le marketing ». D'autre part, comme le souligne M PILOY de l'union BGC : « Aujourd'hui, les agriculteurs sont pris entre deux feux : la réglementation qui oblige à diminuer les intrants et les acheteurs qui sont de plus en plus exigeants. Dans le contexte des nouvelles réglementations qui s'annoncent, pourront-ils maintenir le niveau de qualité exigé ? ».

³ http://www.agroparistech.fr/etudiants/debats/rubrique.php?id_rubrique=63

Les participants français et portugais, notamment les universitaires présents au premier colloque, ont souligné l'importance d'associer la recherche aux pratiques des professionnels et aux savoirs profanes : « Il faudrait se pencher sur les savoir faire locaux, qui constitueraient le moyen de communiquer et d'échanger ».

En fait, il s'agirait de créer des partenariats avec des universités et des organismes de recherche afin de favoriser l'émergence des connaissances. »⁴

La question de l'image et de la réalité du métier d'agriculteur étant d'actualité, c'est donc sur cette problématique que les deux territoires ont décidé de travailler. Le premier colloque ayant eu lieu en France, c'est tout naturellement que les partenaires portugais ont proposé d'organiser ce nouveau colloque au Portugal.

1.1.1.2 Définition des modalités de travail

L'étude globale se déroule de 2010 à 2012 et se décline en 5 actions :

- ✂ Action 1 : Etude comparée « Image et réalité du métier d'agriculteur », pour laquelle j'ai été recrutée
- ✂ Action 2 : Ateliers-forums, mises en débats, contribution à l'étude comparée, auxquels je vais participer
- ✂ Action 3 : Portfolio photos/ DVD bilingue, réalisé par le PBGP avec les JA
- ✂ Action 4 : Retour sur l'étude de l'expérience "La Route du Blé en Beauce"
- ✂ Action 5 : Colloque final en Alentejo, prévu en 2012

Durant les 6 mois de stage le travail à porté sur les actions 1 et 2.

Ce nouveau travail est donc né de la volonté de trouver des réponses au problème grandissant qu'est la perception de l'image de l'agriculture ainsi que du souhait des participants au premier colloque de reproduire leur coopération.

C'est ainsi que le GAL Terra Dentreos a proposé ce nouveau travail.

C'est en 2010 que le projet a débuté en France. De mars à Septembre des entretiens entre les porteurs du projet AgroPithiviers-BGC et le GAL/Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais (PBGP) et les partenaires agricoles potentiels dont les JA (Jeunes Agriculteurs), le GEETA, ou la Chambre agriculture ont eu lieu pour proposer le projet.

En septembre, une concertation a eu lieu entre les partenaires français (AgroPithiviers-BGC, les JA du Pithiverais, le GAL/PBGP) et les partenaires portugais (AJASUL (associations Jeunes Agriculteurs d'Alentejo et le GAL Terras Dentre). Durant cette période le projet de coopération a été finalisé.

Enfin en décembre le GAL Terras Dentre et les AJASUL d'Alentejo ont réalisé la formulation du projet, puis ont déposé une demande de subvention au programme PRODER (LEADER).⁵

Suite à ces échanges il est apparu que pour pouvoir faire avancer ce projet et réaliser la mission, il fallait recruter une personne. L'idée de confier cette mission à un stagiaire est alors née. Une offre de stage a été envoyée dans les écoles d'ingénieurs agricoles du territoire.

De mon côté, j'ai transmis au PBGP mon CV et ma lettre de motivation pour réaliser chez eux mon stage de fin d'études en Master 2 de Développement Local. Ne pouvant

⁴ 1^{er} colloque « blé farine pain » 2007/2008

⁵ <http://www.una-leader.org/> Leader est un programme européen destiné aux zones rurales qui permet en France de soutenir 140 territoires porteurs d'une stratégie de développement organisée autour d'un thème fédérateur.

m'accueillir dans leur structure, ils ont transmis mes documents à AgroPithiviers, coopérative agricole recherchant un stagiaire pour l'étude. J'ai ainsi été contactée pour réaliser l'étude sur le PBGP.

1.1.2 Le contexte de l'étude

1.1.2.1 *Rendre l'agriculture attractive*

L'agriculture a des difficultés à attirer les jeunes sur des métiers dont l'image est dégradée. Cette situation est préoccupante pour les emplois salariés dans les entreprises agricoles et pour les candidats à l'installation.⁶

1.1.2.2 *Le faible niveau d'installation et de transmission des exploitations*

Malgré les politiques d'encouragement mises en œuvre au niveau national, les installations ne permettent pas de remplacer les départs à la retraite.

Les productions bovin-lait, ovines, porcines, avicoles et arboricoles diminuent. Les stratégies d'agrandissement, nécessaires à la viabilité économique des exploitations, fragilisent les dynamiques de filière et l'organisation des productions.

En-deçà d'un seuil critique d'exploitations, les structures agricoles de coopération, d'encadrement technique et économique seront touchées avec des répercussions sur l'emploi et la vitalité des zones rurales. Le soutien à l'installation et à la transmission des exploitations doit viser à assurer la pérennité des filières au niveau régional et le maintien d'un tissu rural.

1.1.2.3 *L'ouverture de l'A19 : concurrence accrue pour la destination des terres*

L'A19 est une autoroute située quasi entièrement dans le département du Loiret (1km environ dans le département de l'Yonne). Sa longueur est de 100 km. Les communes concernées par le projet sont au nombre de 43 communes dans le Loiret et 2 communes dans l'Yonne.

Sur le plan économique, l'A19 représente une opportunité pour le Loiret. Elle placera en effet le département au cœur d'un réseau routier européen et renforcera son attractivité aux yeux des entreprises.

Elle permettra à de nouveaux pôles de se développer ou de se renforcer au nord de l'agglomération orléanaise, dans le Pithiverais, le Montargois et le Beaunois. Mais l'implantation de zones d'activités entraînera la création de secteurs résidentiels, ce qui augmentera ainsi la pression foncière. Aujourd'hui, le Pays BGP accueille + 3,9 % de nouveaux arrivants par an, souvent des personnes plutôt jeunes, venant essentiellement de l'Ile de France.

1.1.2.4 *L'accès au foncier, quel avenir pour les jeunes ?*

La terre échappe aux agriculteurs. Les préoccupations dans le domaine du foncier agricole sont aujourd'hui une question récurrente. Evoquer les menaces de disparition des exploitations, les conséquences de l'agrandissement des surfaces et la difficulté d'installation pour des jeunes sont des questions d'actualité dans les pays.

⁶ Actes du colloque « Terres de blé - Terras de trigo, Terres de pain – Terras de pão » Ondreville-sur-Essonne 5 et 6 juin 2008

Au Portugal de moins en moins de jeunes s'installent malgré la prime à l'installation. Il y a peu de terres disponibles et quand il y en a, le prix est élevé. Le marché de la terre agricole est comparable au marché immobilier. Des propriétés de plusieurs milliers d'hectares appartiennent à des étrangers (espagnols). La terre échappe donc aux agriculteurs mais aussi aux citoyens portugais.⁷

En France, par exemple sur Puisieux, les agriculteurs louent près de 50 % de leurs terres. Dans la région Centre, au niveau du marché foncier et de la SAFER, nous pouvons observer certaines tendances. En effet, la spéculation des industriels ou des non-agriculteurs est plus importante qu'auparavant. Ceux-ci achètent des propriétés à des prix bien au dessus des prix des terres agricoles.

Les terres agricoles sur les territoires⁸

	Ha irrigué		Ha non irrigué	
	France	Portugal	France	Portugal
Valeur du foncier	6 500 à 7 500 €	10 000 à 15 000 €	5 000 à 6 000 €	
Chiffre d'affaire moyen	1 544 €		1 092 €	
Loyer	150 à 200 €	500 €	150 à 200 €	50 à 60 €

1.1.2.5 L'identité et la diversité agricole au sein de la mondialisation

Les agriculteurs sont peut-être les derniers garants de cette forme de diversité, de part le réalisme et le bon sens qui les caractérisent en général et tout simplement par leur capacité à rester « les pieds sur terre ». Nous parlons ici de gens qui vivent de leur territoire et sur leur territoire. L'agriculture est une activité non délocalisable.

Beaucoup de questions se posent sur l'agriculture. Pourquoi y a-t-il moins de reprises des exploitations ? Y a-t-il trop de charges de travail ? Pas assez de revenus ? Quelle est l'image de la profession agricole auprès des jeunes et de la société en général ? Chercher des réponses à ces questions a constitué la mission.

1.2 Une mission aux enjeux multiples

1.2.1 Problématique

1.2.1.1 La mission

Le travail consistait à réaliser une comparaison de l'activité et de l'image de l'agriculture sur deux territoires agricoles, la Beauce et l'Alentejo.

Dans les deux régions, les agriculteurs sont soumis à de fortes injonctions en matière de rôle :

- ✂ social et sociétal : l'agriculteur comme « gardien » des champs, du paysage et de l'environnement et « fixateur » de population en milieu rural ;

⁷ Actes du colloque « Terres de blé - Terras de trigo, Terres de pain – Terras de pão » Ondreville-sur-Essonne 5 et 6 juin 2008

⁸ Actes du colloque « Terres de blé - Terras de trigo, Terres de pain – Terras de pão » Ondreville-sur-Essonne 5 et 6 juin 2008

✂ territorial et environnemental : l'agriculteur comme « l'ami du territoire » ; en respectant les contraintes légales sur les techniques culturales et l'utilisation de produits chimiques mais aussi les cahiers des charges présentés par les acheteurs de produits agricoles.

La question est de savoir comment y répondre en faisant face au triple défi qu'est :

- ✂ l'insertion et de la reconnaissance de leur métier dans la société,
- ✂ des stratégies mises en œuvre pour s'adapter aux exigences croissantes imposées par les normes phytosanitaires,
- ✂ les contraintes des cahiers des charges et des difficultés récurrentes à vendre leurs produits au-dessus du coût de production (question de la marge et de la vente à perte).

Il s'agit donc de produire une étude comparative de l'activité agricole existante qui permette une connaissance de cette activité et des agriculteurs des territoires des deux GAL, le travail devait porter sur l'image, la réalité l'avenir du métier.

1.2.1.2 Les enjeux

Considéré comme un secteur réellement « à part » dans l'économie française, l'agriculture soulève beaucoup de doutes quant à son devenir.

Dans tous les cas, le grand public considère majoritairement que l'emploi agricole offre peu d'opportunités de carrière, et que les emplois y diminueront dans les années à venir.

Les métiers agricoles sont ressentis comme peu ouverts à la population non agricole. Sachant que pour le plus grand nombre, un employeur agricole recrutera plus facilement une personne issue de ce milieu. Car celle-ci sera plus encline à y travailler, y étant plus réceptive qu'une autre personne.

L'agriculture a une image ambiguë. C'est un secteur évoluant dans un environnement difficile, et qui apparaît continuellement en crise (vache folle, ...). De ce fait, la société n'arrive pas à en avoir une image claire.

L'emploi agricole n'est pas attractif. D'une part, parce qu'ils pâtissent de l'image ambiguë de l'agriculture, et d'autre part, ils ont l'image difficile du travail pénible.

Cette étude comparée sur la perception-image du métier d'agriculteur sur les deux territoires vise donc à mieux comprendre les conséquences du contexte de l'évolution de la réglementation sur la reconnaissance et la réalité de l'activité agricole.

Quatre objectifs spécifiques ressortent :

- ✂ Caractériser et comparer l'activité agricole des territoires étudiés du point de vue social, environnemental et économique.
- ✂ Déterminer la perception du développement durable par les agriculteurs
- ✂ Définir l'auto-évaluation de l'activité agricole
- ✂ Analyser comparativement l'opinion des jeunes ruraux et de la population urbaine sur l'activité agricole.

Entre image d'Epinal, vision passéiste et à connotation péjorative, les agriculteurs souffrent des clichés véhiculés par les médias et souvent bien ancrés dans l'imaginaire collectif. En réalité, l'agriculteur du 21ème siècle n'a pas plus grand-chose à voir avec ses aïeux. Entre mythe et réalité, qu'est ce qu'être agriculteur aujourd'hui ?⁹

⁹ Par Michel Barnier, ministre de l'Agriculture et de la Pêche. 25/02/2008 | Mise à jour : 10:36, Le Figaro

Quelle est aujourd'hui l'image du monde agricole et la réalité du métier d'agriculteur.

Cette étude doit permettre d'analyser dans quelle mesure et de quelle manière ces évolutions sont susceptibles de favoriser ou non l'installation et l'insertion des agriculteurs à l'avenir.

Les questions qui se posent alors sont :

- Comment améliorer l'image de l'agriculteur et de l'activité agricole en milieu rural et milieu urbain pour attirer de nouveaux entrepreneurs vers cette activité ?
- Comment aider à l'installation des jeunes agriculteurs et à la « fixation » de leur activité sur le territoire ?

L'objectif du travail d'enquêtes est d'être accessible, utile et partagé par tous.

1.2.2 L'organisation de la mission

1.2.2.1 Les axes de travail

Le travail s'est décliné autour de 4 axes :

- ✂ L'analyse de documents (sources en France),

L'enquête exploratoire auprès des personnes ressources, dont la finalité était de formaliser des outils d'enquête (partenaires).

- ✂ La réalisation des enquêtes (entretiens et questionnaires) auprès des agriculteurs, des élèves du secondaire en milieu rural et urbain et de la population du Pithiverais,
- ✂ L'analyse des informations recueillies,
- ✂ La production de documents supports pour l'animation d'ateliers locaux avec les jeunes agriculteurs du Pithiverais.

1.2.2.2 Les étapes

Pour mener la mission, 3 étapes de travail ont été définies, dont le tableau ci-dessous présente la synthèse.

	Période 1 : Caractérisation du territoire	Période 2 : Travail de terrain	Période 3 : Synthèse des données
Période	8 mars/ 20 avril	4 avril/ 24 juin	24 juin/ 6 août
Outils	Recherches documentaires, territoire, formation agricole, textes de lois	Création des outils d'enquêtes Echanges par mail régulier	Analyse des données quantitatives et qualitatives Rédaction des premières conclusions

1.2.2.3 Une mission dense

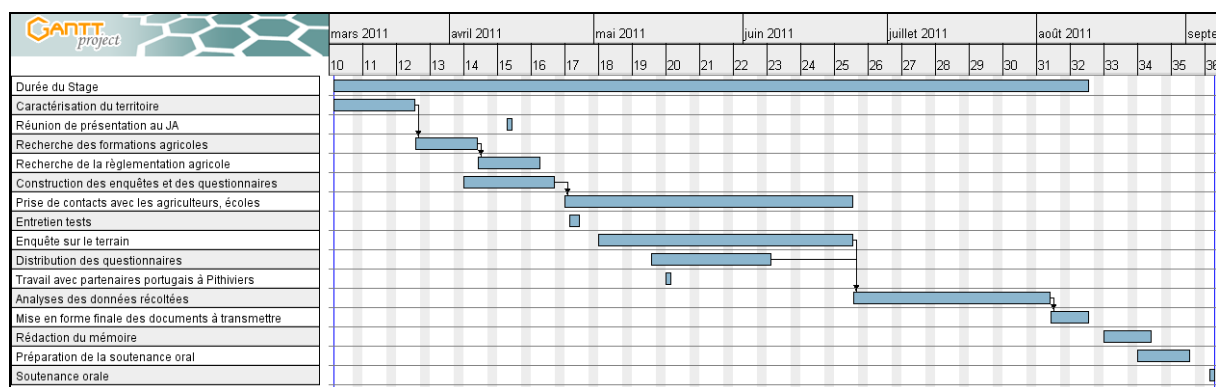
La mission s'est traduite par plusieurs opérations à mener sur une période limitée de 6 mois. Cela s'est traduit notamment par des :

- ✂ Des recherches documentaires,
- ✂ Des créations de documents,
- ✂ Des enquêtes sur le terrain,
- ✂ Des dépouillements,
- ✂ Des analyses et synthèses.

La contrainte du temps a pu être surmontée par l'organisation du travail. Pour cela, des démarches ont été mise en place et plus particulièrement :

- ✂ La définition d'objectifs à atteindre à travers la mise en place d'un calendrier,
- ✂ Des échanges réguliers avec les différents partenaires : portugais, français, agricoles, pour valider les travaux.
- ✂ Des séances de travaux avec Monsieur Bartolo, mon tuteur et Madame Glandut.
- ✂ Un programme d'action précis sur la durée du stage réalisé pour prévoir le temps impartis à chaque action. Pour cela un diagramme de Gantt a été effectué.

Figure 1-1 : Diagramme de Gantt



Celui-ci a été modifié en fonction des aléas. Enfin, chaque interrogation, incompréhension, suggestion de ma part était notées Cela permettait lors des rencontres avec les partenaires que le travail soit productif et réponde à mes besoins. Durant le stage j'ai ainsi pu rencontrer 4 fois mon professeur tuteur Madame Abrioux, nous avons également eu des conversations téléphoniques, des échanges par mails.

1.2.3 Une mission de coopération transnationale

Le projet vise à proposer une comparaison de deux territoires. Il faut maintenant présenter les caractéristiques de ces territoires.

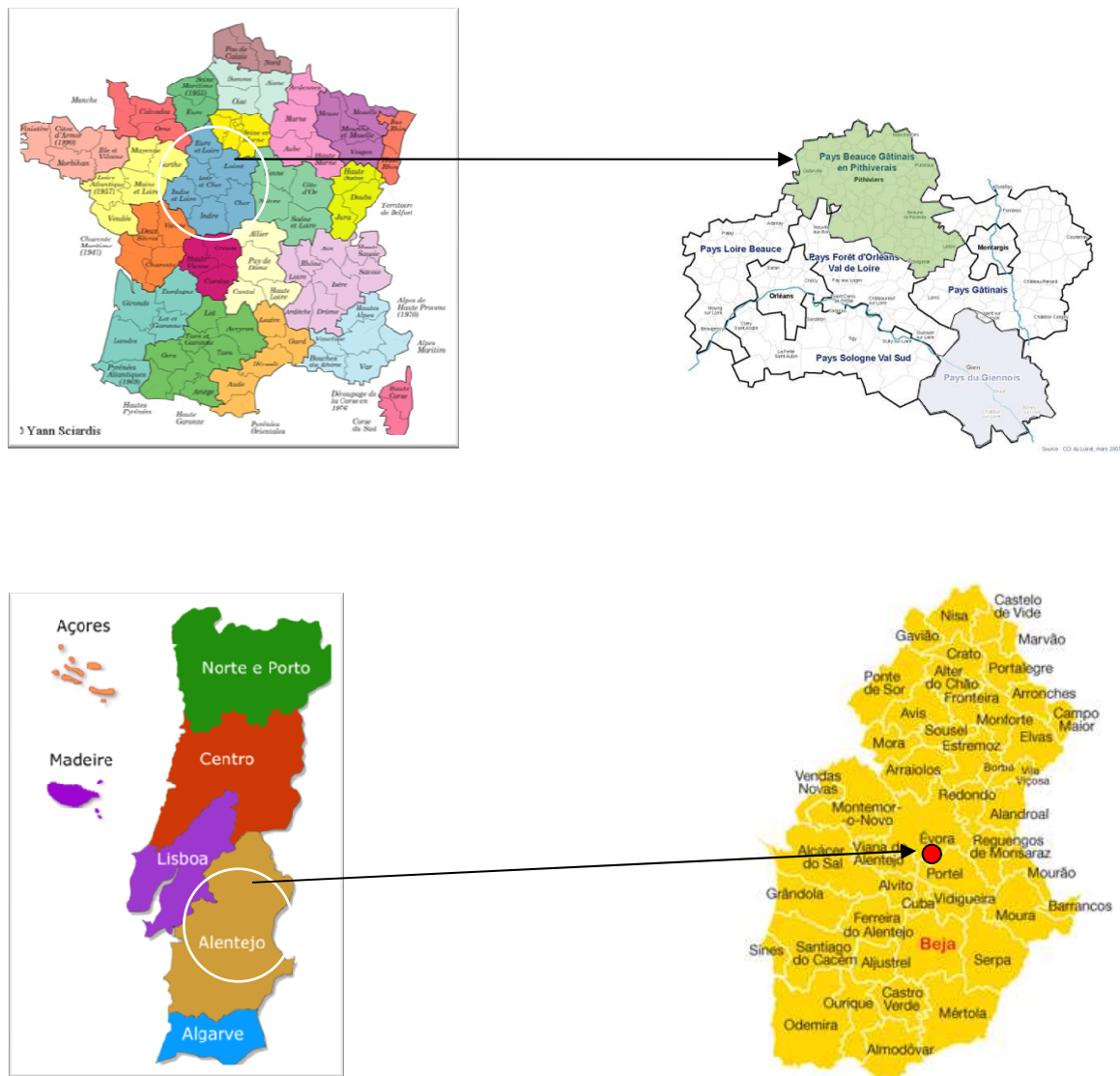


Figure 1-2 : Localisation des territoires d'action de Pithiverais et de l'Alentejo

1.2.3.1 L'Alentejo



Le Portugal compte 7 régions dont 5 sur le continent et 2 régions insulaires autonomes. L'Alentejo est la province la moins peuplée du Portugal, à peine six pour cent de la population totale. Elle est aussi la plus méconnue du pays. Cette région comprend une grande partie de la moitié Sud de cet état. Le territoire du GAL Terras Dentro regroupe 27 632 personnes sur un de secteur : 2.373,00 Km²

☞ Une production céréalière

La production de blé représente 89 % de la production agricole régionale. 40 % de la production totale de céréales du Portugal est réalisé par l'Alentejo. Mais elle produit également de l'orge, de l'avoine ainsi que des oléagineux.

Pour ce qui est des autres cultures, une bonne partie de la production portugaise de tabac brut, de sucre, de plantes fourragères et d'huile d'olive se concentre aussi en Alentejo, les légumes occupent également une place importante.

En ce qui concerne le secteur animal, à l'inverse des autres régions, l'Alentejo montre une spécialisation régionale marquée dans le secteur de la viande. On trouve dans cette région, 27 % de la production portugaise de bovins viande et plus de la moitié de la production portugaise d'ovins, alors que la production de volailles est très faible.

L'Alentejo se distingue des autres régions par sa spécialisation dans des produits bénéficiant d'un soutien élevé de la PAC.

☞ Un avenir incertain

L'ensemble de la profession agricole dépeint un tableau plutôt sombre de la situation au Portugal. Selon les agriculteurs présents au premier colloque, quels que soient les gouvernements, de gauche ou de droite, la réalité est là : depuis plusieurs années la population assiste à une destruction de l'agriculture portugaise.

Dans la nouvelle PAC, les agriculteurs vont perdre plus de 50 % des aides actuelles que ce soit au niveau de la production ou des mesures agro-environnementales.

Il s'agit donc d'une politique qui n'aide pas les agriculteurs et qui dans l'Alentejo conduit à la désertification. En effet, l'agriculture au-delà de la production, a un rôle indirect sur l'occupation du territoire et sur l'emploi. Elle est en lien avec beaucoup d'autres activités que se soient les services ou l'industrie.

Quel est l'avenir de l'Alentejo ? Il y a un taux de chômage important, les jeunes partent, la population vieillit. Il apparaît un risque de désertification humaine en termes d'emploi agricole. Il faut donc voir l'agriculture dans sa globalité et non pas uniquement sur le plan de la production.¹⁰

Le Portugal importe 60 % de ses besoins en céréales. Que faire ? Les décideurs politiques en matière d'agriculture méconnaissent leur propre pays. Les productions comme le vin ou l'huile d'olive sont soutenues car elles sont faciles à travailler du fait du marché et de la renommée du produit. En revanche, pour l'ensemble du territoire et plus particulièrement pour les zones les plus pauvres, il n'y a pas de politiques en lien avec l'alimentation de la population.

Les forêts de chênes-lièges en ont fait le premier producteur mondial de liège avec plus de 15 milliards de bouchons par an. On y trouve 72 % des 736 000 hectares de plantations de chêne-liège du Portugal. Il existe en Alentejo un dicton populaire qui dit ceci : "Qui pense à ses petits-enfants plante un chêne-liège."¹¹

¹⁰ Actes du colloque « Terres de blé - Terres de trigo, Terres de pain – Terras de pão » Ondreville-sur-Essonne 5 et 6 juin 2008

¹¹ http://ec.europa.eu/agriculture/publi/reports/portugal/workdoc_fr.pdf

Figure 1-3 : Carte de l'Alentejo



1.2.3.2 Le Pithiverais



Le Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais (PBG) représente 1/3 du département du Loiret soit 1 322 km². Son territoire est vaste (96 communes sur 6 cantons composent le Pays). En 2008, le Pays comptait 67 137 habitants. Le territoire se compose de régions naturelles différentes. Celles-ci sont la Beauce, centrée sur la production de céréales, le Gâtinais, qui présente une certaine diversification avec la présence d'élevage et l'Orléanais, tourné vers le maraîchage et la sylviculture.¹²

Figure 1-4 : Carte des communautés de communes du Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais



Ce territoire est constitué d'un maillage de bourgs ruraux avec 75% de communes rurales comptant moins de 500 habitants, avec une intercommunalité forte. En effet, il existe une relative parité entre le rural et l'urbain.

➤ Un ensemble varié, du rural à l'urbain

La population de la zone d'emploi est de 59 924 habitants selon le dernier recensement daté de 2006, soit 2,4 % de la population régionale. La ville de Pithiviers compte 8 839 habitants. Cette taille modeste place Pithiviers au 18ème rang des pôles urbains de la région

¹² http://www.pays-du-pithiverais.fr/decouvrez-le-pays_fr_01_02.html

Centre. La densité de population est moyenne (50 habitants au km², contre 64 en région Centre). Elle se répartit de façon équilibrée entre les communes rurales de petite taille, les bourgs ruraux ou périurbains plus peuplés, et les villes.

➤ **Des communes rurales de plus en plus liées aux pôles urbains**

La croissance démographique est liée à la proximité de l'Île-de-France. Elle est essentiellement le fait des petites communes rurales, en voie de rurbanisation (Phénomène de peuplement des villages en périphérie d'une grande ville par les personnes qui y travaillent).

La catégorie des communes de moins de 2 000 habitants, qui regroupe 63 % de la population, est à l'origine de la totalité du solde positif de la zone d'emploi. Parallèlement, l'agglomération de Pithiviers connaît un léger déclin démographique sur la période 1999-2006, avec un taux d'évolution annuelle de -0,3 % au niveau de l'unité urbaine. La population de la zone d'emploi pithiveraise est plutôt jeune.¹³

➤ **Le monde agricole base du territoire**

L'activité agricole occupe 80% de la surface du territoire, avec une faible diminution des terres cultivées au cours des 20 dernières années.

En revanche, nous observons une diminution des exploitations. En 2008, il y avait environ 800 exploitations agricoles sur le Pithiverais contre 1 300 en 2000 et 2 750 exploitants en 1979.

En 2009, le Loiret comptait 2 900 exploitations professionnelles, en baisse tendancielle de 1,6 % par an, la plus faible de la région. Aujourd'hui, la moitié des exploitations professionnelles du Loiret cultive les trois quart de la SAU. (Surface Agricole Utile)

On constate le même phénomène au niveau de la région Centre, puisqu'elle comptait 25 500 exploitations agricoles en 2007, soit une exploitation sur cinq de moins qu'en 2000, date du recensement agricole précédent. Le nombre d'exploitations de plus de 200 hectares augmente de 28 %, alors que 34 % de celles de moins de 100 hectares disparaissent¹⁴. Ainsi, comme en Alentejo, le nombre d'installations diminue.

Toutefois, l'agriculture reste une source d'emplois importante pour le territoire, avec 1 500 emplois directs, soit 6 à 7 % de l'emploi total du territoire, auxquels il faut ajouter les emplois induits par les entreprises agroalimentaires et les autres activités para-agricoles. Ce sont au total 3 250 emplois qui sont générés par ce secteur. Il représente de ce fait le socle de l'économie du territoire.

On peut en partie expliquer la disparité des tailles d'exploitation, des productions,... par l'hétérogénéité de la qualité des sols. Pour s'adapter, les agriculteurs ont outre les céréales, introduits les betteraves, les oignons et les pommes de terre.

La production régionale est diversifiée mais à dominante végétale, ce qui correspond à notre étude. En région Centre, les deux tiers des exploitations sont spécialisées en production végétales et produisent 71 % de la richesse agricole régionale.

Dans ce secteur, les céréales totalisent 86 % de la valeur ajoutée. Seulement 17 % des exploitations sont mixtes, associant plusieurs types de cultures ou d'élevages. Certaines

¹³ Diagnostic SCOT démographie

¹⁴ http://www.insee.fr/fr/insee_regions/centre/faitsetchiffres/reg-dep/theme10.pdf

exploitations ont fait le choix de se qualifier « agriculture raisonnée » ou « agriculture biologique ».

La région est cependant reconnue pour d'autres productions plus spécialisées notamment pour la production de légumes de plein champs en Beauce (oignons, céleris, petits pois...).¹⁵ Dans le domaine de l'élevage, si les moutons étaient un élevage traditionnel, ils ont quasiment disparus, remplacés par l'élevage avicole, moins consommateurs de main-d'œuvre et dont la filière est organisée différemment.¹⁶

Nous avons évoqué l'importance du bassin d'emplois dans le secteur para-agricole, notamment des secteurs d'aval coopératifs ou privés. Ainsi le Pithiverais accueille encore trois coopératives céréalières « Beauce Gâtinais Céréales ». Leur force réside dans la qualité des blés et des orges. Leurs débouchés sont assurés par des filières comme la meunerie ou la malterie.

La zone héberge également le siège de la coopérative Beauce Champagne Oignon, l'un des plus importants groupe de production d'oignons en France. On peut également citer la présence des groupes Soufflet pour les céréales, Vermandoise Industrie pour la betterave (sucrerie de Pithiviers) ou encore Doux avec l'abattoir de volailles de Boyne. Le Loiret accueille 5 coopératives céréalières et 14 négociants soit 1 700 000 t de céréales produites par an.¹⁷

Si l'agriculture de la zone doit faire face à des enjeux importants pour les années à venir notamment d'un point de vue environnemental (gestion de la nappe de Beauce), les agriculteurs ont toujours montré dans cette zone leurs fortes capacités d'adaptation et d'innovation illustrées par de belles réussites.

Citons d'abord le salon « Innovagri » qui se tient tous les deux ans à Outarville et qui rassemble des milliers d'agriculteurs pour découvrir les dernières nouveautés nationales et internationales dans le domaine du machinisme et de l'agrofourmiture.

On note aussi la diversification et la gestion de l'énergie de la SIDESUP (déshydrations de luzerne.). Pour une présentation plus détaillée du territoire, voire l'annexe 1. (Cf. Annexe 1 : Présentation du territoire du Pithiverais)

Les territoires d'études

	Population	Superficie
PBGP	67 137	1 322 km ²
Terra Dentros	27 632	2.373,00 km ²

Le Pithiverais et l'Alentejo ont un point commun : la production de céréales. Toutefois, l'Alentejo présente une faiblesse majeure.

Il s'agit de la désertification de ses campagnes par les jeunes agriculteurs. C'est ce qui a constitué le point de départ de la mission.

Pour la société française, l'agriculteur est souvent perçu comme un « pollueur ». Pour la société portugaise, l'agriculteur est plutôt vu comme un « parasite », un consommateur de subventions...¹⁸

¹⁵ http://www.regioncentre.fr/jahia/webdav/site/portail/shared/agriculture/docs/sdaf_rc.pdf

¹⁶ Diagnostic SCOT agriculture

¹⁷ <http://www.loiret.chambagri.fr/index.php?id=875>

¹⁸ Actes du colloque « Terres de blé - Terras de trigo, Terres de pain – Terras de pão » Ondreville-sur-Essonne 5 et 6 juin 2008

1.3 Une structure d'accueil au centre du dispositif et des partenaires à différents niveaux

La coopérative est la structure d'accueil de mon stage et Monsieur Bartolo, son directeur, joue un rôle actif dans la définition et le suivi de la mission. Il convient de rappeler plus précisément le rôle et l'importance des coopératives en France, avant de présenter les caractéristiques de la coopérative AgroPithiviers.

1.3.1 Les coopératives agricoles

Les coopératives agricoles sont nées de la volonté des agriculteurs de pérenniser leurs entreprises. Le monde agricole est en perpétuelle évolution et l'adaptation aux nouveaux enjeux passe par des réflexions communes, ainsi que par la mise en commun de moyens.

Les premiers regroupements avaient pour but de négocier plus facilement les achats d'intrants, et de se positionner sur des marchés importants en proposant des volumes de produits compétitifs. Ces entreprises sont donc nées d'un souhait d'association et de partage des ressources et compétences. L'homme est alors au cœur du fonctionnement de ce type de structure où la voix de chacun peut se faire entendre.

Le travail qui a été demandé suite au colloque avec le Portugal répond au besoin d'évolution des agriculteurs. En effet, le fossé se creuse entre l'image et la réalité du métier d'agriculteur, ce qui a des conséquences directes, comme nous le verrons, au niveau économique. La coopérative agricole de Pithiviers étant très impliquée au niveau local, elle a été la structure d'accueil de mon stage.



Photographie 1-1 : AgroPithiviers

La coopérative agricole de Pithiviers, depuis sa création a subi une double évolution. AgroPithiviers, grâce à de multiples extensions géographiques mais également grâce à de nombreuses extensions d'activités a su devenir un acteur incontournable du territoire. Son rôle est aujourd'hui primordial dans la commercialisation des productions agricoles.

La coopérative agricole de Pithiviers, dans laquelle le stage s'est déroulé a été créée le 18 décembre 1933 par la reprise de deux magasins de négociants. De part la fusion et les regroupements, son aire d'influence couvre actuellement l'arrondissement de Pithiviers ainsi que les cantons limitrophes.

En 1968, la coopérative fusionne avec celle de Beaune-la-Rolande. C'est également à cette période en 1966, que la coopérative décide d'élargir son champ d'activités à

l'approvisionnement des agriculteurs par la vente d'engrais, de semences et de produits phytosanitaires.

Sur une période de 10 ans, de 1974 à 1984, de nouveaux silos sont construits. L'objectif est d'augmenter la capacité de stockage de la coopérative de 38 000 tonnes, passant ainsi de 25 000 à 63 000 tonnes. En 1984 et 1987, la coopérative reprend des négociants du secteur comme les entreprises Brechemier à Loury ou Legois à Pithiviers. Cela permet à la coopérative d'augmenter sa collecte de 50 000 tonnes.

Les années 1980 connaissent une surproduction nationale constante. En 1990, la coopérative de Pithiviers et d'autres coopératives s'associent au sein d'un GIE (Groupement d'Intérêt Economique) appelé le GIE Beauce Gâtinais. Celui-ci regroupe en effet les coopératives de Pithiviers, Puiseaux, Château Landon, Egreville, CAPROGA la Meunière (Coopérative Agricole des Producteurs du Gâtinais) ainsi que la Sucrerie de Corbeille. Cette structure offre aux coopératives un poids plus important dans les négociations de prix pour l'achat des agrofournitures.

En 2000, les coopératives de Pithiviers, Puiseaux, Boisseaux SIDESUP et l'Union SDA (Société de Distribution-Agro-alimentaire) Artenay regroupées au sein de l'USCP (Union de Stockage des Coopératives du Pithiverais) acquièrent le silo d'Engenville d'une capacité de 60 000 tonnes. Ce silo permet d'assurer une traçabilité au niveau des expéditions par trains complets. Ce silo constitue aujourd'hui le socle de l'Union commerciale Beauce Gâtinais Céréales créée entre les 4 coopératives du Loiret le 14 mai 2001.

En 2009 une nouvelle étape s'écrit. La coopérative fusionne avec la SICA (Société d'intérêt collectif agricole) ce qui lui permet d'étendre à nouveau son aire d'influence sur le territoire.

Aujourd'hui, la coopérative de Pithiviers est le troisième collecteur coopératif du Loiret et se situe à la 53ème place au niveau national.

Le rôle de la coopérative est de collecter, d'assembler, et de commercialiser les produits. L'entreprise emploie 52 salariés. Les fournisseurs de la coopérative sont les agriculteurs, soit 600 sur une surface moyenne par livreur de 105 ha. Un Conseil d'Administration est élu par les agriculteurs et participe aux choix stratégiques de l'entreprise.

Le principal débouché de la coopérative est l'alimentation humaine. Le blé tendre est utilisé pour la fabrication de pains et baguettes artisanales, le colza et le tournesol servent à faire de l'huile. Les blés spéciaux sont utilisés pour la viennoiserie industrielle et le blé dur pour la fabrication de pâtes alimentaires. La clientèle de ces produits est principalement française et européenne. Elle vend aussi dans le monde entier comme en Asie et en Afrique.

➤ **AgroPithiviers en Chiffres (2008)**

Nombre de livreurs	600
Chiffre d'Affaire	40 000 000 €
Collecte	220 000 T
Nombre de silos	16
Capitaux propres	9 800 000 €

Figure 1-5 : Données chiffrées en année de récolte moyenne

Donner un pouvoir économique durable aux producteurs, promouvoir la qualité des produits, permettre l'adaptation permanente aux marchés et aux exigences des consommateurs, telles sont aujourd'hui les missions de la coopérative. La forte implication de la coopérative de Pithiviers sur le territoire s'est traduite par la mise à disposition de ses ressources pour la mission « Nouvelle Image pour Nouveaux Agriculteurs ». Elle montre ainsi qu'elle souhaite être un acteur majeur dans l'évolution du monde agricole.

1.3.2 Les autres structures impliquées dans le projet

Les Partenaires de ce projet ont été nombreux. Nous pouvons ainsi distinguer deux niveaux de partenariats :

☞ Les partenaires acteurs :

- Le Portugal : université d'Evora et GAL terra Dentros
- La France : Coopérative agricole de Pithiviers et GAL Beauce et Gâtinais

☞ Les partenaires sollicités :

- Le syndicat des Jeunes Agriculteurs du Loiret pour l'enquête portant sur la perception du développement durable. Il nous a également transmis la liste de ses adhérents. Une réunion d'information auprès des JA de Neuville-Outarville a été programmée le 13 avril pour leur présenter le projet, son état d'avancement et la déclinaison des guides d'entretiens. Un premier contact a ainsi pu être établi. Cela a permis de créer un lien direct entre nous pour ensuite faciliter les échanges dans le cadre des entretiens. (*Cf. Annexe 1 : Article paru dans le Loiret Agricole et Rural*)
- La Chambre d'Agriculture du Loiret comme le GEETA nous a renseignés sur le parcours à l'installation des jeunes agriculteurs. Pour cela une rencontre a eu lieu avec l'animatrice du pôle installation ainsi qu'un JA du territoire.
- Les deux autres coopératives ont également collaborées en transmettant des listings d'agriculteurs
- Les lycées, pour la distribution des questionnaires



Le Portugal a développé des partenariats identiques au notre comme avec l'association des jeunes agriculteurs (AJASUL en Alentejo),

1.3.3 Les interlocuteurs et leur rôle respectifs

Parmi les quatre partenaires acteurs des décisions identifiées ci-dessus correspondaient à 5 interlocuteurs principaux avec lesquels j'ai du échanger régulièrement dans le cadre de la réalisation du projet. Voici sous forme de tableau les principaux partenaires de la mission.

Les partenaires du projet

	Partenaires Acteurs		Partenaires Sollicités		
Institution	Université d'Evora	GAL Terra Dentros	Coopérative AgroPithiviers	GAL Beauce et Gâtinais	Université d'Orléans
Interlocuteur	Marcos Olímpio SANTOS	Joaquim AMADO	Michel BARTOLO	Armelle GLANDUT	Florence ABRIOUX
Fonction	Coordinateur scientifique de l'étude comparée, Sociologue, Chercheur	Coordinateur de l'équipe technique du projet	Directeur Général, Maître de stage	Chef de projet Europe, NATURA 2000, Culture, ESS, GAL Beauce et Gâtinais, Pays Beauce Gâtinais	Tuteur universitaire, Maître de conférences en sociologie,
Rôle	Echanges pour propositions et validations des données à répertorier.		Suivi du rapport de mission, Employeur, Validation des décisions, conseil	Suivi du rapport de mission, Conseil, Appui du projet, ainsi que dans les étapes	Conseil technique pour l'analyse de terrain, suivi de la synthèse du rapport académique
Outils	Mails, 1 réunion du le Pithiverais		Mail, rendez-vous	Mail, rendez-vous, téléphone	Mail, rendez-vous, téléphone
Fréquence	Plusieurs fois par semaine en fonction des besoins		Fonction des besoins	1 fois par semaine	Fonction de l'avancé des étapes et du rapport

Le tableau montre une difficulté majeure de la mission, celle de fonctionner avec autant d'acteurs qui interviennent tous dans les décisions à des niveaux différents et dans des délais aussi courts. Mon rôle a été d'essayer de concilier les conseils, les objectifs de tous et de rendre compte à chacun tout en évitant de perdre de temps.

1.4 L'organisation du travail et l'analyse des difficultés

1.4.1 Action 1 : l'étude comparée

Cette action est la plus importante car elle impliquait de réaliser plusieurs tâches différentes dans le même temps. Elle a représenté la majeure partie du stage. Nous allons développer les différents travaux menés durant cette période, en commençant par les démarches relevant d'une recherche documentaire, puis par le travail de terrain.

1.4.1.1 Caractérisation du territoire

Pour réaliser l'étude comparée, un travail de recherche mais aussi de terrain a été nécessaire.

L'objectif était de recueillir et de mettre en forme des informations disponibles sur le territoire du Pithiverais afin de le caractériser et de le comparer avec le territoire de l'Alentejo.

L'objectif était la réalisation d'une « revue de la littérature ».

La finalité étant la comparaison, il a fallu définir des indicateurs de comparaison. Par exemple, pour caractériser :

- ✂ le territoire (démographie, emplois...)
- ✂ les agriculteurs (taille du territoire, classification des sols, nombre d'agriculteurs, nombre d'associations d'agriculteurs et leur qualification, âge des agriculteurs, niveaux d'éducation des agriculteurs, taille moyenne des exploitations, types de cultures, présence d'animaux d'élevage...).

Nous avons pu avoir accès aux documents fournis par le PBGP comme le Schéma de Cohérence et d'Orientation Territorial (SCOT) des volets économie, environnement, transports, habitat ...ou le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE).

Pour les informations agricoles, le Diagnostic partagé d'Alliance Conseil (association d'organismes para-agricoles qui réfléchissent en commun sur les problématiques actuelles) m'a été utile. Les supports de la coopérative et du GEETA de Pithiviers m'ont également permis de mieux cerner le contexte. De même que les données de l'association « Cultivons l'avenir du Pithiverais ».

Comme nous étions en avance sur nos partenaires portugais, nous avons travaillé à la définition des critères ; ceux-ci ont été validés par ces derniers.

Pour cela, nous avons consulté différents types de documents. (Documents administratifs, rapports, études, réalisées dans les dernières années)

La principale difficulté rencontrée dans la réalisation de cette tâche consistait à réaliser une synthèse efficace à partir de documents multiples, parfois longs. Pour la surmonter, il était important de faire valider des indicateurs par les partenaires. J'ai également produit des résumés. J'ai effectué beaucoup de recherches car je ne connaissais pas ou peu ce territoire à mon arrivée.

Cette tâche a permis la production d'un document de synthèse, (*cf. Annexe 2*)

1.4.1.2 Comparaison des offre de formation agricole

L'objectif était de recenser les différentes formations agricoles, initiales ou continues, dispensées localement. Cet objectif répondait à une double finalité : d'une part comparer avec les formations de notre alter-ego portugais, d'autre part être en mesure de présenter aux agriculteurs voire à la population les différentes formations.

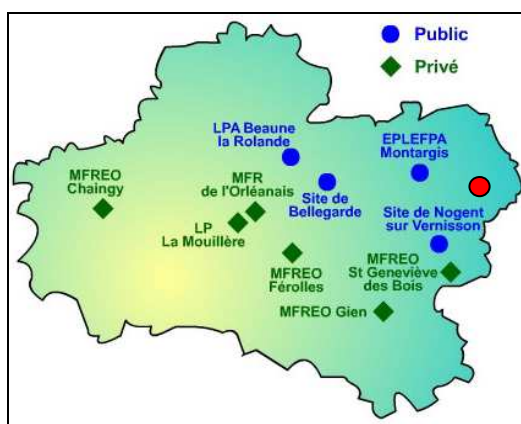
Cette deuxième finalité vise à contrer le fait qu'à peine un tiers des français évalue correctement le taux d'insertion professionnelle liés aux formations agricoles. A l'issue d'une formation agricole, il dépasse 85% et il est de 95% dans l'enseignement supérieur. « Des niveaux bien supérieurs à ceux de l'enseignement général ». ¹⁹

La principale difficulté inhérente à la réalisation de cette partie consistait à mieux cerner le territoire concerné. J'ai choisi de m'intéresser à l'ensemble des lycées agricoles du PBGP (LPA de Beaune la Rolande, CFA de Bellegarde), mais également au lycée agricole du Chesnoy parce qu'il se appartient au même regroupement. J'ai également intégré la Maison Familiale Rurale (MFR) de Vrigny²⁰ présente sur le territoire du PBGP qui dispense un enseignement agricole.

¹⁹ Une image en décalage avec la réalité du marché (sondage), Publié le jeudi 19 février 2009 - 18h57

²⁰ Une Maison familiale rurale (MFR) est un centre de formation, sous statut associatif et sous contrat avec l'Etat ou les Régions, qui a pour objectifs la formation par alternance et l'éducation des jeunes et des adultes ainsi que leur insertion sociale et professionnelle.

Figure 1-6 : Les établissements publics et privés en Loiret (45)



Une fois les lieux d'enseignements définis, j'ai consulté sur Internet les formations proposées.

Concernant la formation continue, j'ai procédé différemment. J'ai pris contact avec les JA45 et avec la personne chargée du point info de la Chambre d'agriculture. Ils m'ont informé sur le parcours à l'installation, ses étapes, ses formations à destinations des agriculteurs. Ces recherches m'ont permis de réaliser un dossier (*Cf. Annexe 3 et 4*)

1.4.1.3 Le cadre juridique et législatif

Dans un premier temps, la traduction de la commande du Portugal nous a entraînés à réaliser des recherches strictement juridiques comme les formes de sociétés. Un recadrage ultérieur a permis de recenser les orientations européennes, déclinées au niveau national et local.

1.4.1.4 Entretiens auprès des agriculteurs et questionnaires

➤ Les enquêtes

Elles ont pour double objectifs de travailler sur la perception de l'image et de la réalité du métier d'agriculteur ; concrétisé par la réalisation d'un dossier d'analyse.

Pour cela, nous avons mis en place un listing des agriculteurs à enquêter, consultable en *annexe 6*. Nous avons également construit des guides d'enquêtes avec nos partenaires. Pour réaliser ces entretiens, des contacts ont été pris avec les agriculteurs par téléphone.

Durant ce contact, la mission était présentée ainsi que son objectif. Il y a eu très peu de refus. La veille de chaque rendez-vous un mail de confirmation était envoyé aux agriculteurs. Celui-ci était accompagné d'un questionnaire sur la présentation de l'exploitation. Il devait permettre de caractériser les agriculteurs et leurs exploitations sur le territoire. (*Cf. Annexe 7 : Présentation des exploitations*)

Sur le Pithiverais, 3 entretiens tests ont été réalisés pour pouvoir ajuster les questions. Les entretiens ont débuté le 28 avril. Le mois de mai y a entièrement été consacré. En général, des rendez-vous étaient pris tous les deux jours pour avoir le temps de traiter les données au fur et à mesure. Ainsi la gestion de la charge de travail était possible. Au 31 mai, les entretiens sur la perception du développement durable et l'auto évaluation de l'activité agricole étaient terminés. En revanche seulement 5 entretiens avaient été menés sur les contraintes et les potentiels de l'agriculture.

Les approches sur le territoire (Cf. Annexes 8, 9, 10 : Guide des enquêtes)

Les approches	Contraintes/ potentiels de l'agriculture	Auto évaluation de l'activité agricole	Perception sur le développement durable
Population cible	Agriculteurs / JA membres d'organisations para- agricoles	15 agriculteurs / 15 JA	15 JA45/ 15 JA de coopératives
Objectif	Définir les préoccupations actuelles des agriculteurs face à l'évolution de l'agriculture	Connaître l'opinion des agriculteurs sur l'évaluation de leur exploitation. Définir pourquoi les agriculteurs font ce métier	Connaître l'implication des JA par rapport au développement durable. Y a-t-il des préoccupations de l'environnement au sein de l'exploitation agricole
Technique retenue	Entretien	Entretien	Entretien
Echantillonnage	30 personnes	30 personnes	30 personnes
Critères	JA 45/ Agriculteurs pluriactifs	JA 45 – JA de coopérative/ agriculteurs	JA 45 – JA de coopérative
Modalité de diffusion	Face à face	Face à face	Face à face
Durée	20 - 30 minutes	20 - 30 minutes	20 - 30 minutes

La principale difficulté a été de réaliser tous les entretiens dans les délais impartis. Pour palier à cela, plusieurs rendez-vous ont été pris. Par ailleurs, le retour d'informations de la part du Portugal concernant les trames a parfois été long au départ. Certaines questions des enquêtes sont spécifiques au Portugal (emplois des personnes...). La finalité étant la comparaison avec le territoire de l'Alentejo. Cette tâche a permis la réalisation d'un document d'analyse.

➤ **Les questionnaires à destination de la population et des étudiants**

L'objectif de cette action était double. Il visait à recueillir l'image agricole auprès de la population et des jeunes et les sensibiliser au monde agricole. L'objectif était la réalisation d'un dossier présentant les résultats. Pour cela nous avons réalisé des questionnaires.

La principale difficulté a été de transmettre les questionnaires sur le territoire. La mission de départ consistait à créer le questionnaire. Ensuite, il fallait coordonner le travail de groupes d'étudiants (groupes d'élèves ingénieur en 4^{ème} année à l'ESA (Ecole Supérieure d'Agriculture) d'Angers et/ou groupes d'élèves en BTSA (Brevet de Technicien Supérieur d'Agriculture)) devant mener les enquêtes quantitatives auprès de la population et des étudiants. Malheureusement, les écoles n'ont pas pu participer au projet, ce qui nous a obligés à réaliser l'intégralité du travail.

Les questionnaires : Cf. annexe 11, 12

	Enseignement général	Enseignement professionnel	Enseignement agricole	Maison familiale	Population
Distribution	Duhamel Dumonceau	Jean de la Taille	Le Chesnoy + + +	Vrigny	Pithiverais
Implication	+ + +	+ +	CFA Bellegarde - - -	+	+ +
Echantillonnage	80 personnes				50 personnes

Il avait été prévu de distribuer 80 questionnaires aux étudiants et 50 à la population du Pithiverais. Au total, ce sont 90 questionnaires scolaires et 47 populations que nous avons récupéré.

La finalité étant la comparaison, nous avons définis des indicateurs (perception de l'agriculture ; utile au territoire, entretien du paysage...). Pour cela des questionnaires ont été rédigés.

Pour réaliser le travail d'analyse des enquêtes et des questionnaires, nous avons travaillé à partir de l'analyse qualitative et quantitative des données.

➤ **Le quantitatif**

Le logiciel Sphinx est l'outil qui nous a aidés à la réalisation des questionnaires, la saisie des réponses, les traitements quantitatifs des données ainsi qu'à la réalisation de tableaux et graphiques de l'enquête.

Nous avons effectué une première analyse des données question par question, dite « tris à plat », pour faire ressortir les grandes tendances. Les données pertinentes ont été croisées afin d'approfondir l'analyse.

➤ **Le qualitatif**

Chaque réponse à une question ouverte a été retranscrite. Le contenu de ce discours a été hiérarchisé.

Cette première action doit conduire à la mise en place d'ateliers d'échanges, de réflexion sur les thèmes abordés avec les agriculteurs du Pithiverais.

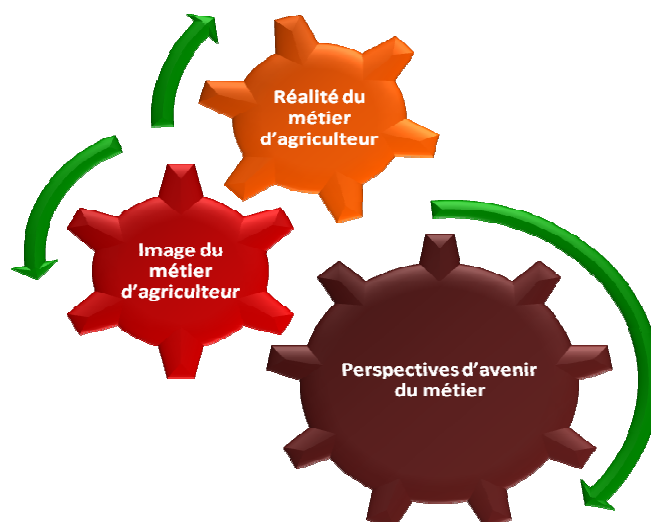
1.4.2 Action 2 : les ateliers forums

Ils sont au nombre de deux. Sur le Pithiverais, l'atelier forum aura lieu les 29 et 30 septembre. Le 29 sera consacré à la mise en débat des premières conclusions des enquêtes.

Le 30 permettra d'effectuer un « retour de la Route du Blé » en concertation avec les partenaires français et portugais. Une visite d'exploitation sera prévue pour le 30. Lors de ces deux jours, nos partenaires portugais seront présents. Cela nous permettra également, au vu des différents échanges réalisés de préparer l'atelier forum du mois d'octobre en Alentejo.

Ces ateliers pourraient se décliner à travers 3 approches :

- ☞ Réalité du métier d'agriculteur
- ☞ Image du métier d'agriculteur
- ☞ Perspectives d'avenir du métier



Les thèmes d'échanges des ateliers :

	France	Portugal
Réalité du métier d'agriculteur	Vision à court, moyen long terme difficile Moins d'installation et de reprise/ jeunes ? Y a t-il trop de charges de travail ? Pas assez de revenus Concurrence du foncier	Taux de chômage important, les jeunes partent, la population vieillie. Il apparaît un très gros risque de désertification humaine. Il faut donc voir l'agriculture dans sa globalité et non pas uniquement sur le plan de la production.
Image du métier d'agriculteur	Pour la société française, l'agriculteur est souvent perçu comme un pollueur L'agriculteur, comme gardien du paysage Urbain/ ruraux Méconnaissance du métier par la population locale	Pour la société portugaise, l'agriculteur est vu comme un « parasite », un consommateur de subventions
Perspectives d'avenir du métier	Développement des nouvelles technologies Diversification et nouveaux débouchés Regroupement dans des structures Agrandissement Développement de nouvelles formes d'agriculture	Il n'y a plus de reprises d'exploitations. Plusieurs raisons peuvent l'expliquer, une charge de travail trop importante, un revenu trop faible.

Il est convenu de travailler sur 5 problématiques issues de l'analyse des données. Nous avons prévu de réaliser 5 temps d'échanges : 3 le matin et 2 l'après midi sur les thèmes :

- ☞ S'installer en agriculture
- ☞ L'avenir de l'agriculture et les formations
- ☞ L'environnement et l'agriculture

☞ L'image et la réalité du métier

☞ La communication, la valorisation et la promotion du métier

Chaque thème sera animé par un intervenant. Les agriculteurs auront à leurs dispositions une fiche retraçant la problématique, comme présentée ci-dessous :

Recto-Verso



Nous allons à présent nous concentrer sur l'analyse des enquêtes menées sur le territoire du Pithiverais. Analyse devant permettre par la suite la comparaison avec le territoire de l'Alentejo.

2 Les agriculteurs et l'agriculture du Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais

L'objectif de cette deuxième partie est de présenter les caractéristiques des agriculteurs et du territoire pour en tirer les premiers éléments d'analyse. Elle est fondée sur l'exploitation des données quantitatives et qualitatives tirées des entretiens réalisés auprès des deux populations (échantillon A=JA, B= agriculteurs).

Il s'agit de mettre en perspective les caractéristiques de l'échantillon au regard des données départementale (âge, formation, type d'exploitation...). Cette partie est organisée en 5 temps : l'installation, le rapport à l'exploitation, les terres, les cultures et les moyens matériels.

Nous verrons que ces données objectives renvoient aux principaux problèmes de l'agriculture.

2.1 Le contexte de l'installation en agriculture

2.1.1 L'âge des agriculteurs interrogés

En région Centre, $\frac{1}{4}$ des exploitations sont gérées par des agriculteurs de moins de 40 ans.²¹

Dans les deux échantillons, soit 60 agriculteurs interrogés, près de la moitié est âgée de 25 à 35 ans. Cette situation concorde avec l'évolution observée à l'échelle nationale : 6 282 jeunes ont décidé de devenir agriculteur et de s'installer en 2008, soit 5 % d'augmentation en trois ans.²²

Près de la moitié des JA interrogées se situent dans la tranche d'âge des 25 / 35 ans, viennent ensuite les 36-45. L'autre échantillon se rapproche davantage de la réalité régionale : 1/3 des agriculteurs ont entre 25 et 35 ans, 16 % ont plus de 46 ans.

De fait, l'échantillon A ne concerne que les JA ce qui explique une moyenne d'âge plus jeune²³ ; il s'agit d'un effet d'échantillon.

Figure 2-1: Age des personnes interrogées

	Echantillon A		Echantillon B	
	Nb.cit	Fréq.	Nb.cit	Fréq.
-de 25 ans	4	13,3%	6	20,0%
25/35 ans	14	46,7%	10	33,3%
36/45 ans	12	40,0%	9	30,0%
46/55 ans	0	0,0%	3	10,0%
+ de 55 ans	0	0,0%	2	6,6%
TOTAL	30	100%	30	100,0%

²¹ http://www.regioncentre.fr/jahia/webdav/site/portail/shared/CESR/Rapports%20et%20communications/Economie,%20emploi/Rapportrep_risedentreprise.pdf

²² http://lentreprise.lexpress.fr/etapes-creation-entreprise/s-installer-comme-agriculteur-en-2010_19401.html

²³ Autrefois, l'âge maximum pour être JA était 35 ans, mais le gouvernement a reculé cet âge à 40 ans. Le but est d'augmenter le nombre d'installations en prolongeant la durée des aides.

Nous pouvons également observer que parmi les agriculteurs consultés en Pithiverais les moins de 25 ans sont peu présents. Ces derniers s'installent peu. Cela s'explique par le coût financier important : 200 000 euros en moyenne, ou par parce qu'ils travaillent pour autrui avant de créer leur exploitation, que ce soit comme salarié agricole ou dans un autre secteur.

Par exemple, l'on sait que 27 % des agriculteurs ont exercé un autre emploi avant de s'installer. Par ailleurs, le niveau d'étude moyen a augmenté, ce qui recule d'autant l'âge de l'installation. Enfin, les besoins sont considérables pour espérer exploiter avec de bonnes chances d'en tirer un revenu convenable.

Cette réalité est parfaitement confirmée à l'échelle de la région Centre : entre 2000 et 2007, la région a perdu 3 839 jeunes actifs.

Figure 2-2 : Chefs d'exploitation et co-exploitants par tranche d'âge

	2007 (1)		2000 (2)	
	Centre	(en %)	Centre	(en %)
Moins de 40 ans	5 916	19 %	9 455	24 %
De 40 à 49 ans	8 622	28 %	10 769	28 %
De 50 à 59 ans	10 277	33 %	10 408	27 %
De 60 ans ou plus	6 062	20 %	8 200	21 %
Total	30 877	100 %	38 832	100 %

(1) : enquête structure.

(2) : recensement agricole 2000.

Source : SSP, enquête structure des exploitations 2007, recensement agricole 2000

En conséquence, nous assistons à un vieillissement de la population des chefs d'exploitations et coexploitants : 53 % d'entre eux sont âgés de plus de 50 ans en 2007 en région Centre.²⁴

En outre, le nombre des chefs d'exploitations ou de coexploitants a diminué de 7 955 actifs.²⁵

2.1.2 Les parcours scolaires suivis et les diplômes

93% des agriculteurs interrogés ont suivi un parcours initial de formation jusqu'au baccalauréat (scientifique, technologique, professionnel). Mais les parcours sont divers et permettent de se qualifier en fonction des besoins de chacun.

²⁴ Insee Centre

²⁵ http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=21&ref_id=agrtc1023

Figure 2-3 : Formation des personnes interrogées
sur la perception du développement durable

	Echantillon A	Echantillon B	
Formation	Nb.cit	Nb.cit	
BEP	2	1	Etudes Secondaires
Bac Professionnel	10	13	
Bac Agricole	13	9	
Bac Général	5	3	
BTSA Agricole	6	6	Etudes Supérieures
BTSA ACSE	10	9	
Licence	0	2	
Master	0	1	
Ecole d'Ingénieur	2	0	
Ecole de Commerce	1	1	
TOTAL	49	45	

Nb : le total des répondants dépassent les 60 personnes parce que les interviewés avaient la possibilité de cocher plusieurs cases (études secondaires, études supérieures).

Dans l'échantillon A la plupart ont obtenu un bac agricole, alors que dans l'échantillon B ils sont plus nombreux à avoir un bac professionnel.

Dans les deux échantillons la majorité a poursuivi des études supérieures notamment un BTSA (31 sur 60). 4 ont suivi une école de commerce ou d'ingénieur agricole ; ils ont toutes travaillé à l'extérieur avant de s'installer.

Aujourd'hui, la région Centre est largement dotée en établissements de formation initiale, tant par la voie classique que par l'apprentissage.²⁶ d'ailleurs, la plupart du temps les études ont été suivies dans les lycées agricoles du Chesnoy à Montargis et de Chateaudun en Eure et Loir.

La formation continue permet de se tenir informé des évolutions de l'agriculture. Il existe des formations sur l'environnement (écophyto), sur des logiciels de gestion de parcelles, sur l'agriculture,... Elles sont mises en place par les organismes agricoles du territoire comme la Chambre d'Agriculture, le Centre d'Economie Rurale...

Certaines formations sont obligatoires (par exemple le certiphyto). Ce qui explique que tous les interviewés aient suivi des modules de formations continues.

2.1.3 Le contexte de l'installation

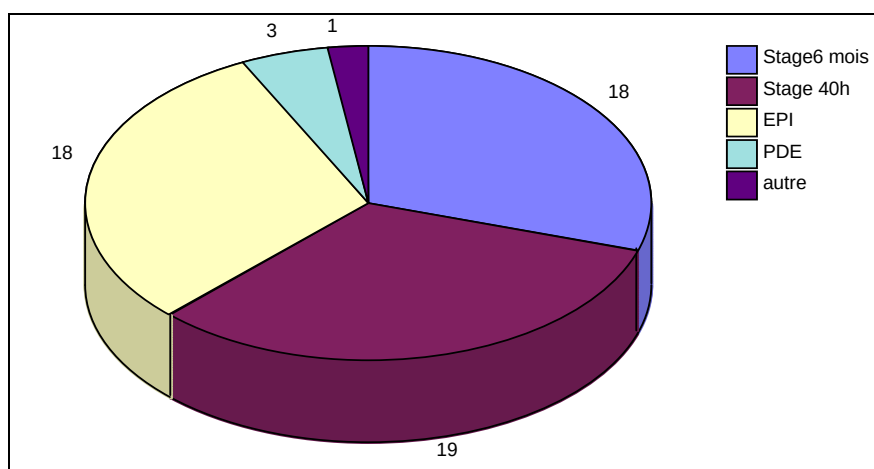
Pour s'installer en agriculture, les agriculteurs effectuent le plus souvent un parcours à l'installation (plus de 77 % des agriculteurs de l'échantillon B²⁷), en lien avec la Chambre d'Agriculture. Pour cela, il faut passer par le « Point Info Installation ».

Lorsqu'il a été demandé si les agriculteurs avaient suivi ou non un parcours à l'installation, 23 personnes sur 30 ont répondu « oui ».

²⁶ <http://www.centre.educagri.fr/etablisements/loiret-45.html>

²⁷ La question n'a été posée qu'au agriculteurs de cet échantillon

Figure 2-4 : Parcours d'installation des agriculteurs dans le cadre de l'auto-évaluation de l'activité agricole



Nb : cette question n'a été posée qu'aux 30 agriculteurs de l'échantillon B. Le total de 65 réponses s'explique par un parcours en plusieurs étapes : les agriculteurs pouvaient sélectionner plusieurs réponses.

La plupart des agriculteurs (18) ont suivi un stage de 6 mois et réalisé l'Etude Prévisionnelle à l'Installation (EPI).

19 ont effectué le stage 40h, parcours qui était obligatoire pour pouvoir s'installer.

3 ont suivi le PDE, qui a remplacé le parcours précédent.

Le schéma ci-dessous présente les étapes actuelles du parcours à l'installation²⁸.

Figure 2-5 : Parcours à l'installation



Les 7 personnes qui n'ont pas effectuées ces formations sont :

☞ Salariées et non installées chez leurs parents, (2 jours sur la ferme et 3 jours chez un autre agriculteur),

²⁸ Ce parcours est obligatoire uniquement pour les agriculteurs désirant s'installer avec les aides

☞ Ouvriers agricoles,

☞ Installées avant la mise en place du parcours à l'installation : besoin de la superficie minimale d'installation (SMI) fixant par petite région les surfaces en deçà desquelles les installations ne doivent plus être encouragées. Elle a été définie à l'origine comme la surface d'une exploitation de polyculture élevage sur laquelle un jeune ménage pouvait disposer d'un revenu minimum.

2.1.4 La date de l'installation en agriculture

L'installation en agriculture varie énormément selon le contexte (familiales, financières, opportunité de reprise...).

Figure 2-6 : ancienneté de l'installation sur l'exploitation agricole des jeunes

	Nb. cit.	Fréq.
- 1 an	1	3,3%
1/5ans	12	40,0%
6/15ans	10	33,3%
16/25ans	3	10,0%
26/35ans	4	13,3%
+35ans	0	0,0%
TOTAL OBS.	30	100%

Nb : Les résultats portent sur l'échantillon B.

Pour 12 personnes, l'installation date de 1 à 5 ans et 10 se sont installés il y a 6 à 15 ans.

Figure 2-7 : Installation en agriculture en fonction de l'âge

	- 1 an	1/5ans	6/15ans	16/25 ans	26/35 ans	TOTAL
- de 25ans	1	5	0	0	0	6
25/40	0	7	10	0	0	17
41/55	0	1	0	2	2	5
+55	0	0	0	0	2	2
TOTAL	1	13	10	2	4	30

Ce tableau met en évidence que :

☞ **Les moins de 25 ans** ont pour la plupart, (5 sur 6) créé leurs exploitations il y a 1 à 5 ans.

☞ **Les 25/40 ans** sont plus partagés, 7 se sont installés il y a 1 à 5 ans et 10 il y a 6 à 15 ans.

Quelle que soit la tranche d'âge, avant d'être agriculteur les candidats travaillent à l'extérieur. Certains travaillent pour des exploitations agricoles : « *J'étais salarié agricole car je n'étais pas d'une famille d'agriculteurs, je ne pensais pas forcément à m'installer.* » (Entretien n°7 : auto-évaluation)

2.2 Le rapport à l'exploitation

2.2.1 Le choix du métier

Les agriculteurs s'installent pour diverses raisons. L'installation peut être volontaire et réfléchie ou au contraire opportuniste et non planifiée.

Figure 2-8 : Raisons de s'installer en agriculture

	Nb. cit.	Fréq.
Exploitation familiale	19	46,3%
volonté personnelle	18	43,9%
Autre	1	2,4%
opportunité	3	7,3%
TOTAL CIT.	41	100%

Nb : résultats obtenus à partir de l'échantillon B

Deux principales raisons conduisent les agriculteurs à s'installer :

☞ **La reprise d'une exploitation familiale** : 19 agriculteurs de notre échantillon sont concernés. La reprise peut être volontaire (17) : « Depuis que je suis petit je suis sur la ferme. J'ai toujours connu cela et cela m'a toujours plu. Je suivais dans les champs. » (Entretien n°1 auto-évaluation), ou sous influence familiale (2) : « Je savais que je m'installerais un jour, c'est ce que voulais sans le dire vraiment. J'ai travaillé à l'extérieur et puis il y a eu l'occasion, et la proposition de retour sur la ferme familiale alors je suis revenu, et je ne changerai de métier pour rien au monde maintenant ». (Entretien n°2 auto-évaluation).

☞ **Une volonté personnelle** : 18 agriculteurs ont décidé de s'installer en agriculture.

Mais il arrive que des agriculteurs s'installent parce que l'occasion se présente. (5 ont évoqué cette raison).

En effet, tous les agriculteurs ne sont pas issus du milieu agricole. Dans ce cas, il faut trouver une exploitation à céder et ensuite pouvoir la reprendre. Cela a été possible pour une personne.

« J'ai toujours su que je voulais être agriculteur mais je n'étais pas du milieu, donc difficile pour moi de m'installer. J'ai travaillé ailleurs et puis un jour un agriculteur a voulu céder sa ferme, et à un jeune. Ainsi, grâce à lui je suis devenu agriculteur » (Entretien n°3 auto-évaluation).

Aujourd'hui le métier d'agriculteur est choisi. S'installer en agriculture est devenu un projet de vie.

2.2.2 Les atouts du métier

Pourquoi devenir agriculteur ? L'agriculture est également un métier de liberté. la question des atouts du métier a été posée aux agriculteurs des deux échantillons et les résultats sont assez proches.

Figure 2-9 : Atouts du métier

	Perception du développement durable		Auto-évaluation de l'activité agricole	
	Nb.cit	Fréq.	Nb.cit	Fréq.
Liberté de travail	20	17,9 %	21	18,6%
Etre son propre patron	25	22,3%	18	15,9%
Travailler dehors	22	19,6%	17	15,0%
Avoir des activités diverses	19	17,0%	24	21,2%
Travailler le sol	9	8,0%	9	8,0%
Avoir une activité de production	6	5,4%	10	8,8%
Suivre les cultures	2	1,8%	2	1,8%
Avoir des contacts avec les autres	8	7,1%	7	6,2%
Faire de l'élevage	1	0,9%	1	0,9%
Faire de l'agronomie	0	0,0%	4	3,5%
TOTAL	112	100%	113	100%

Nb : les agriculteurs avaient la possibilité de cocher plusieurs modalités.

Pour eux, leur métier d'agriculteur dispose d'un grand nombre d'atouts. Les trois premiers les plus souvent cités sont :

☞ **Etre son propre patron et avoir un travail polyvalent** : pour 72 % des agriculteurs interrogés.

« Le métier d'agriculteur, c'est plein de métiers réunis. On ne fait jamais la même chose. Si un jour on n'a pas envie de faire un travail, on peut en faire un autre, c'est tellement varié, le travail des champs, la mécanique, le suivi des cultures... » (Entretien n° 10 : perception du développement durable)

☞ **Etre libre** : pour 68 % des agriculteurs.

« Mon métier me permet de ne dépendre de personne, sauf de moi-même. Je suis mon propre patron, si je ne fais ou ne finis pas un travail, je peux le faire le lendemain. Mais personne n'est là pour me diriger. Je m'organise comme je veux ». (Entretien n° 26 : auto-évaluation)

Ce métier permet d'être autonome, de pouvoir décider et s'organiser sans contrainte ou pression des supérieurs. La sensation de liberté est toutefois diminuée aujourd'hui par le poids des contraintes réglementaires et administratives agricoles comme nous le verrons dans la partie suivante.

☞ **Travailler en extérieur** : pour 65 % des agriculteurs
 « Nous travaillons dehors toute l'année, nous ne sommes pas enfermé dans un bureau. »
 (Entretien n° 10 : perception du développement durable)

Le métier offre la possibilité de combiner la passion du savoir-faire à un projet de vie. Par exemple, dans l'entretien n°8 de l'échantillon A, la personne l'exprime de cette manière : « je suis passionné par mon métier il y a toujours des choses nouvelles ».

2.2.3 La mono ou la pluriactivité

Actuellement, il reste encore en Pithiverais un grand nombre de petites exploitations où les agriculteurs ont développé une double activité : 1/3 des agriculteurs sont doubles actifs.

Cela se traduit par la vente à la ferme, le salariat sur d'autres exploitations... En effet, la surface exploitée ne permet pas à l'agriculteur de dégager un revenu suffisant pour vivre, et le complément peut être trouvé à l'extérieur. Toutefois, certains agriculteurs développent des activités de niche sur leurs exploitations afin de rester mono-actif tout en diversifiant leurs sources de revenus.

Figure 2-10 : Pluri activité en fonction de l'âge

	Oui	non	TOTAL
- de 25ans	3	3	6
25/40	4	13	17
41/55	0	5	5
+55	1	1	2
TOTAL	8	22	30

Les agriculteurs pluriactifs sont principalement des jeunes de moins de 25 ans. Certains sont salariés sur l'exploitation de leurs parents d'autres, sur une autre exploitation.

Figure 2-11 : Part de l'activité extérieure pour les agriculteurs pluriactifs

	Nb. cit.	Fréq.
1/4	2	25,0%
1/3	2	25,0%
1/2	2	25,0%
autre	1	12,5%
4/5	1	12,5%
TOTAL CIT.	8	100%

Pour la plupart, l'activité extérieure est une activité secondaire (6 sur 8). Ils consacrent au moins plus de la moitié de leur temps à l'exploitation. Ils sont pour moitié ouvrier agricole ou pour l'autre moitié employés dans le secteur agricole (Arvalis, coopérative, concessionnaire).

2.2.4 L'implication de la famille

L'aide de la famille est fréquente, en particulier au départ. Nous verrons dans quels cas sa présence est requise.

En général et pour 49 des personnes rencontrées, les parents sont impliqués. Il s'agit d'exploitations agricoles familiales, où les enfants ont la possibilité de s'installer avec leurs parents. Le plus souvent ce sont des EARL ou des GAEC, ce qui permet ensuite de transmettre la structure. Il peut également s'agir de parents en retraite encore présents sur l'exploitation pour les travaux agricoles.

2-12 : Nature de l'aide des parents sur l'exploitation

	Nb.cit	Nb.cit
	Père	Mère
Moisson	2	8
Semis	2	0
Toutes les activités	29	7
Administratif	0	7
Activités diverses	3	14
TOTAL	36	36

Nb : la question a été posée aux deux échantillons, mais seules 49 personnes étaient concernées par l'aide familiale. Cette aide pouvait être paternelle, maternelle ou les deux.

Les parents aident aux activités de l'exploitation agricole dans la même proportion. Nous pouvons noter deux activités principales auxquelles participent la famille :

☞ **Le père** : intervient pour « toutes les activités », pour 29 personnes interrogées sur 49 (moisson, semis, épandages, travaux du sol...)

☞ **La mère** : accomplit les « activités diverses », pour 14 agriculteurs sur 49. Cela se traduit par les transports d'un lieu à l'autre, l'intendance de l'exploitation...

Nous pouvons signaler que 7 agriculteurs sont uniquement aidés par leur mère pour la gestion administrative de l'exploitation.

« Ma mère réalise surtout la partie administrative de l'exploitation. Et puis aussi elle vient nous chercher, nous emmène, nous ramène dans les champs, elle va chercher les pièces, tout le travail qu'il y a derrière et qu'on voit pas forcément ». (Entretien n° 24° : Auto évaluation)

Il existe deux cas de figure où les parents du JA sont présents et actifs :

☞ **Parents et enfants (JA) en société** : il existe une structure juridique dans laquelle les membres de la famille sont associés.

« Mon père travaille avec moi parce qu'il n'est pas en retraite, je ne sais pas comment je ferais sans lui ». (Entretien n° 10 : Perception du développement durable)

☞ **JA installé comme agriculteur** : les parents étaient agriculteurs ou ont une autre exploitation. Ils aident lors des travaux.

« Moi, j'ai mon exploitation et mes parents ont la leur. Mais quand il y a la moisson, le semis, les gros travaux, on travaille ensemble, on s'aide ».(Entretien n°20 : Auto évaluation)

Après avoir fait la connaissance avec les agriculteurs consultés en Pithiverais, nous allons maintenant définir quelles sont les caractéristiques de leurs exploitations agricoles.

Synthèse :

Les agriculteurs rencontrés étaient âgés de moins de 25 ans à plus de 55ans.

Le statut JA, précédemment possible jusqu'à 35 ans a été prolongé jusqu'à 40 ans dans le but d'augmenter le nombre d'installations bénéficiaires des aides.

La plupart des agriculteurs travaillent à l'extérieur avant de s'installer. La reprise d'une exploitation est difficile et coûteuse.

Ce sont souvent des exploitations familiales et les parents restent longtemps très présents. Les jeunes expriment une forte volonté de s'installer. C'est un choix de vie.

En général, les agriculteurs ont suivi un parcours de formation initiale jusqu'au bac puis un BTSA (souvent ACSE). Ce diplôme, assez généraliste, prépare à tous les métiers de la gestion d'une entreprise agricole, ainsi que du conseil et des services à l'agriculture.

Les principaux atouts du métier sont : la liberté, être son propre patron, travailler dehors et diversifier les activités.

2.3 Les terres : surface agricole et parcelles

Dans cette partie nous évoquerons tout d'abord les types d'agriculture mis en place sur les exploitations, leur taille ainsi que celle des parcelles. Ensuite, nous rappellerons le statut des structures (propriété ou location). Puis nous aborderons la question de la pression foncière, avant de terminer par la présentation de la répartition des parcelles.

2.3.1 Les types d'agriculture du territoire

L'activité des agriculteurs peut avoir une incidence sur la perception de l'avenir de la profession. Il est de ce fait important de connaître l'activité des personnes interrogées. Cela permettra en outre de situer l'échantillon par rapport aux activités dominantes dans le département.

Figure 2-13 : Types d'agriculture pratiquée

	Nb. Cit	Fréq.
Grandes cultures	50	55,6%
Polyculture-élevage	7	7,7%
Biologique	1	1,1%
Raisonnée	5	5,6%
Pomme de terre	11	12,2%
Légumes, oignons	14	15,6%
Diversification	2	2,2%
TOTAL	90	100%

Nb : Les résultats portent sur les deux échantillons ; les agriculteurs pouvaient cocher plusieurs réponses, par exemple, certains agriculteurs peuvent être céréaliers et labellisés « agriculture raisonnée » ou « agriculture biologique ». D'autres sont céréaliers tout en diversifiant leur activité par la diversification.

Sur le territoire du Pays, les exploitations sont en :

☞ **Grandes cultures pour 83 % (50 sur 60)**

Les céréales sont les productions dominantes du territoire. Sur les deux échantillons, seul 3 agriculteurs ne cultivent pas de betteraves. Les deux premiers ont moins de 50 ha. L'un est installé depuis moins de 1 an. Le second est éleveur, ses terres sont en prairies. Le troisième a plus de 250 ha et s'est diversifié dans la production d'œillettes.

→ **En « agriculture raisonnée » pour 5 exploitations : dans le Loiret, au dernier trimestre 2009**, le nombre d'exploitations qualifiées « agriculture raisonnée » était de 59 dont 40 en grandes cultures, 19 en légumes, 10 en fruits, 5 en volailles et 3 en ovins (une exploitation qualifiée pouvant avoir plusieurs activités).²⁹ Afin de donner une impulsion à ce dispositif, une aide incitative à l'agriculture raisonnée a été mise en place en 2006, pour 3 ans et dans la limite de 3 000 € par dossier. Cette qualification se veut d'être le juste milieu entre une agriculture biologique refusant les pesticides, mais contraignante et exigeante pour l'exploitant, et une agriculture intensive, critiquée pour son impact environnemental. Elle est un compromis entre les objectifs économiques des producteurs, les attentes des consommateurs et le respect de l'environnement.

²⁹ Rapport de licence Mater

→ **2 exploitations en « diversification »** : vente directe. Cela se traduit vente directe à la ferme³⁰ et par la culture de légumes vendu à Rungis.³¹

→ **Une seule exploitation est en « Agriculture biologique »**. Il n'en existe que 2 sur l'ensemble du territoire étudié. L'agriculture biologique privilégie la diversification des cultures.³²

Le Loiret compte 62 exploitations labélisées Agriculture biologique ou en conversion. Cela représente 0,6 % de la SAU soit 2 352 ha.³³ Après le département de l'Eure et Loir qui totalise 30 exploitations labellisées ou en cours, le Loiret est le département de la région Centre ayant le moins d'exploitations en « bio ».

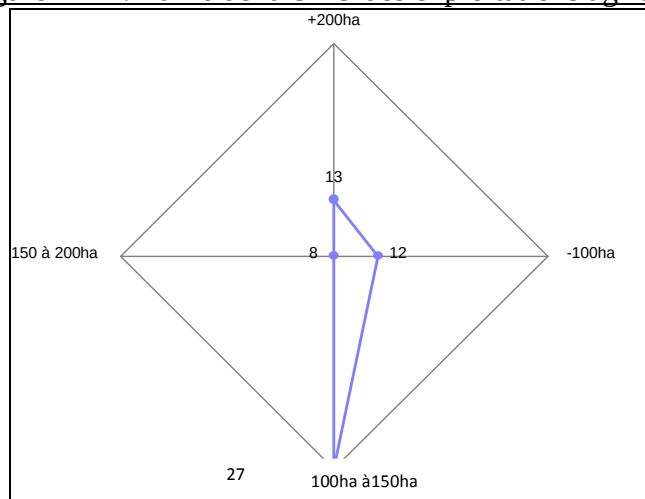
En effet, en région Centre le mode de production biologique représente 0,7 % de la SAU cultivée. Elle se situe au 12^{ème} rang national pour le nombre de fermes et au 15^{ème} rang pour les surfaces consacrées à l'agriculture biologique.

Les deux tiers des exploitations sont spécialisées en production végétales et produisent 71 % de la richesse agricole régionale. Dans ce secteur, les céréales totalisent 86 % de la valeur ajoutée. Seulement 17 % des exploitations sont mixtes, associant plusieurs types de cultures ou d'élevages. La région est cependant reconnue pour d'autres productions plus spécialisées notamment pour la production de légumes de plein champs en Beauce (oignons, céleris, petits pois...).³⁴ Les productions biologiques et raisonnées sont aujourd'hui encore peu développées dans la région et encore moins dans le département.

2.3.2 La Surface Agricole Utile (SAU)

Les exploitations agricoles ont des surfaces variables selon les secteurs. Nous essaierons ici de définir les caractéristiques de la SAU du Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais (PBGp).

Figure 2-14 : Taille de la SAU des exploitations agricoles



Nb : la question a été posée aux deux échantillons.

³⁰ « Asperges 2,5ha; fraises 2HA; framboises 1HA ». Entretien n°50 : présentation de l'exploitation

³¹ « Céleris 1,5HA; citrouille 1HA Entretien n°19 » : présentation de l'exploitation

³² « Blé 26HA; orge 30HA; betterave 20HA; luzerne 15HA; miscanthus 2HA; lentille 1HA; mélange céréales pois 1HA; haricot 1HA; Sarrasin 1HA; moutarde 2HA » Entretien n°44 : présentation exploitation

³³ <http://www.bio-centre.org/>

³⁴ http://www.regioncentre.fr/jahia/webdav/site/portail/shared/agriculture/docs/sdaf_rc.pdf

Les exploitations agricoles des deux échantillons sont majoritairement de taille moyenne, ce qui reflète bien la situation départementale. Près de la moitié des exploitations des échantillons (27 sur 60) ont une surface comprise entre 100 ha et 150 ha. La moyenne départementale est d'environ 111 ha³⁵.

12 exploitants cultivent moins de 100 ha et à l'autre extrémité, 13 ont plus de 200 ha. Signalons que la moitié des exploitants professionnels du Loiret cultivent les trois quarts de la SAU.

L'agrandissement des exploitations professionnelles se poursuit. Leur surface moyenne reste cependant légèrement inférieure aux 119 hectares de la moyenne régionale. Les agrandissements proviennent le plus souvent de reprises d'exploitations plus petites qui disparaissent.

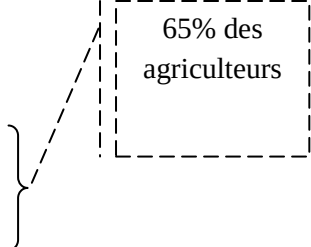
La région Centre ne comptait plus que 25 500 exploitations agricoles en 2007 : une exploitation sur cinq ayant disparu depuis le recensement agricole de 2000. La concentration de l'activité se poursuit : le nombre d'exploitations de plus de 200 hectares augmentent de 28 %, alors que 34 % de celles de moins de 100 hectares disparaissent.³⁶

2.3.3 La taille des parcelles

Sur le territoire d'étude, les parcelles sont de taille variable. Nous définirons ici pourquoi les agriculteurs disposent de surfaces aussi différentes.

Figure 2-15 : Taille moyenne des parcelles des exploitations agricoles³⁷

	Nb.cit	Fréq.	% cumulés décroissants
Moins de 4 ha	2	3,3	100%
4 ha à 6 ha	10	16,7	96,70%
6 ha à 8 ha	6	10,0	80%
8 ha à 10 ha	3	5,0	70%
10 ha à 12 ha	15	25,0	65%
12 ha à 14 ha	1	1,7	40,0%
14 ha et plus	23	38,3	38,3%
TOTAL	60	100%	100%



Nb : la question a été posée aux deux échantillons.

➤ **plus du tiers des agriculteurs** cultivent des parcelles dont la surface moyenne est supérieure à 14 ha (23 agriculteurs sur 60). Il faut noter que la plus grande parcelle est de 60 ha.

³⁵ <http://www.loiret.chambagri.fr/index.php?id=875>

³⁶ http://www.insee.fr/fr/insee_regions/centre/faitschiffres/reg-dep/theme10.pdf

³⁷ Minimum : 3ha, Maximun : 60 ha, Moyenne : 14ha, Ecart-type : 11,40 ha

Mais cela cache une grande diversité de SAU. En effet, **21 agriculteurs disposent de parcelles moyennes de moins de 10 ha**. Ils sont même 10 à travailler des parcelles de moins de 6 ha.

Ce contraste s'explique par la diversité du territoire :

- ☞ de la Beauce exclusivement céréalière où prédominent les grandes parcelles
- ☞ du Gâtinais, qui accueille à la fois de culture et d'élevage, ce qui a maintenu une structure agraire plus petite.

Par ailleurs, la différence de taille des parcelles, est le résultat de remembrements successifs, le dernier en date ayant été réalisé pour la création de la portion d'autoroute A19 Courtenay- Artenay. Mais une partie n'a pas été remembrée, ce qui se traduit par la persistance de petites parcelles encore visibles sur le territoire, principalement en Gâtinais.

2.3.4 Le statut de la Surface Agricole Utile (SAU) : propriété ou location

Le foncier agricole est l'outil de travail des agriculteurs. Le statut des terres peut être de 3 types :

- ☞ Propriété
- ☞ Propriété/location
- ☞ Location

Figure 2-16 : Surface Agricole Utile des exploitations du territoire d'étude

	Nb.cit	Fréq.
Propriété	2	3,3%
Location	26	43,3%
Propriété/ Location	32	53,3%
TOTAL	60	100%

Nb : la question a été posée aux deux échantillons.

53% des agriculteurs sont en situation mixtes. Ils sont propriétaires d'une partie des terres et loue l'autre. Il n'est en revanche pas possible de préciser le détail de la répartition, la question portant uniquement sur la propriété ou la location.

Si les terres sont en location, il existe deux cas :

☞ Dans le premier, les parents - ou tout autre membre de la famille - sont propriétaires. Les terres restent propriété familiale et seront la plupart du temps transmises à l'exploitant.

☞ Dans le second, les parcelles appartiennent à des propriétaires extérieurs à la famille. Dès lors, cela a une incidence lourde sur l'avenir car il n'est pas certain que les agriculteurs puissent toujours cultiver ces champs. Par exemple sur Puiseaux, les agriculteurs louent près de 50 % de leurs terres.

2.3.5 La pression foncière

La terre échappe aux agriculteurs. Les préoccupations dans le domaine du foncier agricole sont aujourd'hui une question récurrente. Evoquer les menaces de disparition des exploitations, les conséquences de l'agrandissement des surfaces et la difficulté d'installation pour des jeunes sont des questions d'actualité dans les territoires ruraux.

55% des agriculteurs estiment que la pression foncière est importante. Cela s'explique notamment par la reprise de cessions dans un contexte de prix très élevés. En Beauce, l'achat du foncier est de 5 000 à 6 000 Euros par hectare de terre libre et de bonne qualité. Le fermage est de 150 à 200 Euros par hectare et par an.

L'arrivée de nouvelles populations urbaines contribue aussi à l'augmentation du prix du foncier, voire elle engendre des conflits d'usage.

Au niveau départemental, la construction neuve devrait consommer, selon l'hypothèse retenue, entre 300 et 400 hectares de terrains à bâtir chaque année. Hormis le secteur de Montargis / Courtenay (-3 %), la consommation foncière moyenne est globalement supérieure à la moyenne départementale : +14 % à Artenay ; +20 % à Pithiviers et +32 % à Beaune-la-Rolande. Sur ce dernier territoire, on enregistre la plus forte consommation foncière par logement (1 372 m² par logement neuf). Cela s'explique par la conjugaison de deux phénomènes :

- ✂ L'activité de la construction neuve est essentiellement tournée vers la maison individuelle (69 %),
- ✂ La taille moyenne des parcelles destinées à la construction individuelle pure est plus importante que la moyenne départementale (1 511 m² contre 1 396 m² en moyenne départementale).³⁸

Dans la région Centre, au niveau du marché foncier et de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER), nous pouvons observer certaines tendances. En effet, la concurrence des industriels ou des non-agriculteurs est plus importante qu'auparavant. Ceux-ci achètent des propriétés à des prix bien au dessus des prix des terres agricoles.

En moyenne départementale, la consommation foncière par logement entre 2002 et 2007 a été de 1 036 m² par logement. La consommation foncière par logement neuf est en moyenne de moins de 200 m² à Montargis ou encore 300 m² Orléans contre plus de 3 000 m² dans certaines communes plus rurales.

Le « grignotage » des terres agricoles en zone d'habitation est bien réel mais reste contrôlé par la mise en place de PLU et de cartes communales. La limitation des zones constructibles et de l'augmentation des populations par les communes en est le gardien. De plus, l'emprise sur les sols de nouvelles habitations est une menace très relative : les lotissements qui deviennent constructibles ont des surfaces maximales de 2 ha.³⁹

Ces données confirment la réalité et le poids de la pression foncière ressentie par les agriculteurs.

2.3.6 Les communes sur lesquelles les parcelles se situent

Les exploitations agricoles disposent en générales d'îlots de cultures, pouvant se répartir sur plusieurs communes.

La plupart des agriculteurs des deux échantillons disposent de parcelles agricoles réparties sur 1 à 5 communes. Ce nombre assez faible s'explique par les remembrements successifs.

³⁸ http://www.adil45.org/fileadmin/Sites/ADIL_45/obs_de_l_hab/les_disponibilites_foncières_des_communes_desservies_par_l_A19.pdf

³⁹ SCOT Agriculture

2.4 Les cultures et les types de sol

Les assolements des exploitations agricoles dépendent des types de sol des parcelles, de leur qualité agronomiques. Ceux-ci sont différents d'une structure à l'autre.

2.4.1 Les types de sol

Il apparaît que 7 agriculteurs ont coché plusieurs profils agronomiques.

Figure 2-17 : Types de terres présents sur le territoire d'étude

	Nb.cit	Fréq.
Argilo-calcaire	36	56,3%
Limono-argileux/ Argilo-limoneux	13	20,3%
Limoneux	4	6,3%
Argileux	6	9,4%
Sableux	2	3,1%
Sablo-Argileux	3	4,7%
TOTAL	64	100%

Nb : la question a été posée aux deux échantillons. Les agriculteurs pouvaient cocher plusieurs réponses.

Les terres sont de plusieurs types :

☞ **Argilo-calcaire** : soit 56,3 % (36 sur un total de 60) . Ceux-ci peuvent être superficiels, moyens, ou profonds.

☞ **Argilo-limoneux/limono-argileux** : superficiel ou moyen. 20 % de l'échantillon (13 sur le total de 60). Selon la dénomination, les sols disposent de plus ou moins d'argile ou de limon.

Le type de sol argileux, dominant chez les agriculteurs, permettent la retenue d'eau et évitent le dessèchement trop rapide des cultures. Mais ils présentent également des contraintes : la pénétration de l'eau lors des pluies violentes, surtout en été lorsque le sol est bien sec, peut poser problèmes. Il est alors difficile de travailler ce sol. Son réchauffement est long à la sortie de l'hiver, d'où des risques en cas de gel, augmentés par la forte teneur en eau.

En fonction des exploitations, (7 agriculteurs), il arrive que les terres se composent de plusieurs profils agronomiques.⁴⁰ Cela entraîne pour eux une adaptation des pratiques culturales en fonction de la période. En effet, les sols ne permettent pas de toujours d'entrer sur la culture au même moment.

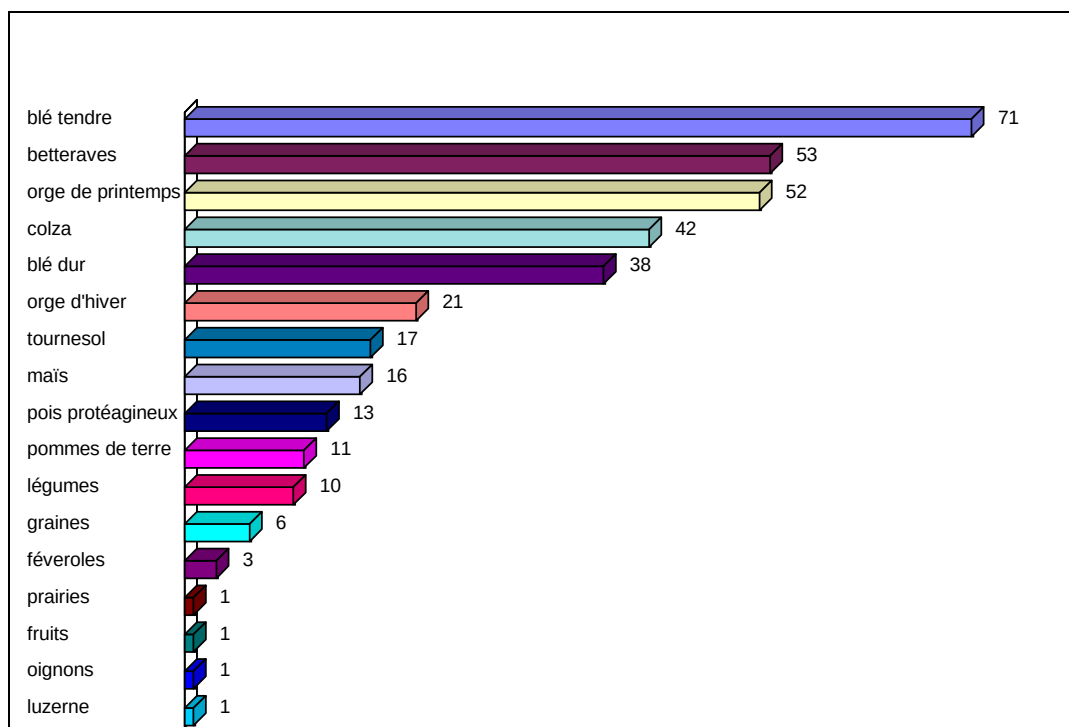
⁴⁰ Argileux et argilo-calcaire, limono-argileux profond et argilo calcaire superficiel, argilo-calcaire et limono-argileux, argilo-limoneux et argilo-calcaire, argilo-calcaire et limon, argilo-calcaire mince et limon battant, argilo- calcaire et sable et argile

2.4.2 Les productions du territoire

☞ Les cultures végétales du territoire

Le territoire de part ses sols riches et la présence de l'irrigation accueille un grand nombre de cultures. Elles sont très variées à l'Ouest du Pithiverais. A l'Est, nous trouvons d'avantage d'élevage.

Figure 2-18 : Productions agricoles du territoire



Nb : la question a été posée aux deux échantillons. Les agriculteurs pouvaient cocher plusieurs réponses.

Les cultures sont nombreuses. Les principales sont :

☞ Le blé pour 109 agriculteurs. Cette production se décline en :

- Blé tendre pour 71 agriculteurs : cultivé pour la farine panifiable,
- Blé dur pour 38 agriculteurs : cultivé pour les semoules et les pâtes alimentaires.

☞ La betterave pour 60 agriculteurs. Elle se traduit par l'obtention de quotas betteraviers par exploitation. Cette production a, grâce à sa rentabilité supérieure aux autres cultures, permis au territoire de maintenir des exploitations agricoles de tailles moyenne allant de 110 à 120 ha.

☞ L'orge pour 73 agriculteurs :

- L'orge de printemps pour 52 agriculteurs : cette production bénéficie du marché qu'est la fabrication de la bière. Les coopératives agricoles travaillent avec par exemple avec l'entreprise Heineken.
- L'orge d'hiver pour 21 agriculteurs

Le territoire s'est spécialisé dans les cultures de qualité à destination humaine. Si la production agricole dominante de la Beauce reste le blé, bien adaptée au climat et au sol, elle côtoie d'autres cultures.

Les sols sains et profonds produisent des tubercules précoces de qualité supérieure. Grâce à la spécificité des sols de Beauce, légers, à réchauffement rapide et à une irrigation maîtrisée, les agriculteurs sont capables de produire des légumes comme les haricots verts ou épinards ce qui offre une alternative à la culture du blé.

Le Loiret détient la plus importante surface betteravière de la région. Cette culture a bénéficié des progrès réalisés sur les rendements.

La betterave sucrière et le maïs sont des cultures nécessitant une grande quantité d'eau. Ce sont des cultures tardives. Le quota d'eau varie peu. C'est pourquoi les agriculteurs doivent être vigilants sur l'utilisation de cette ressource pour rendre son application optimum.

Le maïs autrefois très présent sur le territoire a vu ses effectifs diminuer. Cela s'explique par des sécheresses successives, une augmentation de la chaleur. C'est pourquoi les agriculteurs préfèrent le diminuer au profit de cultures moins dépendantes de l'eau comme le colza.

Les céréales, oléagineux et betteraves couvrent 79 % de la SAU. Le poids économique des cultures spécialisées (légumes, horticulture, arboriculture et viticulture) s'avère important et assure 30 % de la valeur des productions agricoles en permettant le maintien d'un certain nombre d'emplois salariés.⁴¹

☞ L'élevage pratiqué sur le territoire

Sur le territoire, 9 agriculteurs ont de l'élevage, principalement à l'Est du territoire. Ceci est en accord avec la situation départementale. En effet, le Loiret est à 67 % couvert par les céréales.

Les exploitations se situent principalement sur les secteurs de Nibelle et Beaune la Rolande. En effet, les terres sont de moindres qualités, d'où la présence d'élevages par le passé qui ont perduré.

Les élevages sont principalement composés d'ateliers de :

☞ **Hors sols** : poulets, dindes, porcs : 7 (poulets et dindes de chairs ou non), (organisme Doux), vente directe, truies biologique.

L'aviculture est le secteur animal le plus important du Loiret ; elle représente 41 % de la valeur des productions animales.⁴²

☞ **Vaches laitières** : 3 (Ateliers de Prim'Holshtein) Le nombre d'atelier est faible mais cache souvent un regroupement de plusieurs élevages qui ont mis en commun leurs moyens de production afin d'optimiser les coûteuses nouvelles installations.

☞ **Ovins, caprins** : 1, fromage, vente viande

Les productions bovines-lait, ovines, porcines, avicoles et arboricoles atteignent des seuils critiques en nombre d'exploitations. Les stratégies d'agrandissement, nécessaires à la viabilité économique des exploitations, fragilisent les dynamiques de filière et l'organisation des productions.

⁴¹ http://www.ddsv45.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/Fiche_45_cle8219d8-1.pdf

⁴² http://www.ddsv45.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/Fiche_45_cle8219d8-1.pdf

2.4.3 Le drainage et l'irrigation des cultures

En Pithiverais, les cultures peuvent être drainées et/ou irriguées. Cela a ensuite un impact direct sur la production.

☞ Le drainage

Sur le secteur de l'étude 33 agriculteurs n'ont pas de terres drainées. Les terres sont dites « séchantes ».

☞ L'irrigation

En Beauce, l'irrigation est un atout. Sur les 60 agriculteurs rencontrés, 52 irriguent. La nappe de Beauce, la plus grande d'Europe, permet aux agriculteurs de bénéficier d'un quota d'eau important. Mais, ce quota est différent en fonction du lieu où se trouve la structure agricole. Il varie selon que l'exploitation se situe au milieu ou en bout de la nappe. Un coefficient est mis en place en fonction du débit des rivières proches.

Figure 2-19 : Surface irriguée par les agriculteurs

	Nb. Cit	Fréq.
Moins de 40 ha	4	7,7%
De 40 ha à 80 ha	10	19,2%
De 80 ha à 120 ha	14	27,0%
De 120 ha à 160	13	25,0%
De 160 ha à 200 ha	5	9,6%
De 200 ha à 240 ha	2	3,8%
240 ha et plus	4	7,7%
TOTAL	52	100,0%

Nb : la question a été posée aux deux échantillons

Sur le secteur du Pithiverais :

- 27% des agriculteurs consultés irriguent 80 à 160 ha,
- 25% des agriculteurs consultés irriguent 120 à 160 ha.

Ceci est représentatif des exploitations de taille moyenne. Cela permet d'obtenir des rendements, de la qualité et d'assurer une production constante.

Les agriculteurs qui n'irriguent pas ont pour moitié (4 sur 8) moins de 100 ha. Le matériel d'irrigation étant coûteux, ils font le choix de ne pas irriguer.

Le volume maximal prélevable pour l'irrigation à partir de la nappe de Beauce doit être respecté. Il est fixé par le Schéma directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne et Seine-Normandie à 420 millions de m³ pour le bassin. Les volumes de références individuels des irrigants sont ajustés depuis 2010 en étant multipliés par un coefficient d'ajustement égal à 0,80.

Pour le Loiret, le volume de référence ajusté est de 178,4 millions de m³. Il est réparti entre les 1 500 irrigants de la nappe de Beauce selon les critères validés en 1999.

Figure 2-20 : Irrigation en fonction de la taille de SAU des agriculteurs

	Oui	non	TOTAL
-100ha	8	4	12
100à 150ha	24	3	27
150 à 200ha	7	1	8
+200ha	13	0	13
TOTAL	52	8	60

Nb : la question porte sur les deux échantillons

Les agriculteurs disposent pour le plus grand nombre de matériels d'irrigation performant, notamment des enrouleurs et des rampes. **(Voir la partie sur les matériels agricoles).**

2.5 Les moyens : matériels (bâtiments et équipements) et humains (main-d'œuvre)

Nous présenterons ici les caractéristiques des moyens matériels et humains dont disposent les agriculteurs de nos deux échantillons pour travailler au quotidien.

2.5.1 Les bâtiments

Les agriculteurs habitent-ils dans l'exploitation ou bien préfèrent-ils maintenir une distance entre l'activité professionnelle et le domicile privé, en les séparant physiquement ?

Les bâtiments se déclinent en deux catégories :

☞ **Le lieu de vie** : 62 % soit 37 agriculteurs sur 60 habitent sur le siège de l'exploitation.

Concernant les 23 agriculteurs qui n'habitent pas sur l'exploitation, les parents occupent souvent cette habitation. Seuls 3 agriculteurs ont choisi volontairement d'habiter en dehors de l'exploitation.

Ce constat n'est pas surprenant, il est à mettre en relation avec le fait que beaucoup d'agriculteurs sont passionnés par leur métier qui a une vocation alimentaire et y consacrent beaucoup de temps⁴³. Dans le même temps, nous pouvons anticiper les risques que cela peut signifier : difficulté à se détacher du travail, difficulté à développer des liens sociaux, risque d'isolement.

☞ **Un outil de travail à ne pas négliger** : les bâtiments permettent de ranger le matériel (protection contre les intempéries, entretien...), de stocker la production dans des conditions optimales. Leur entretien est indispensable pour maintenir le matériel en bon état.

Figure 2-21 : Caractéristiques des bâtiments

	Location	Propriété	TOTAL
En bon état	27	22	49
Suffisants	18	11	29
Insuffisants	9	9	18
Vétustes	4	5	9
TOTAL	58	47	

Nb : la question porte sur les deux échantillons. Les agriculteurs pouvaient cocher plusieurs réponses.

⁴³ Cf. partie sur les atouts du métier

70% des agriculteurs interrogés déclarent disposer de bâtiments en bon état et 47% pensent qu'ils sont suffisants. Les agriculteurs ne sont pas toujours propriétaires de leurs bâtiments : 60% en louent au moins une partie. Mais, certains ont néanmoins des structures insuffisantes et vétustes. En effet, certains bâtiments peuvent être trop petits pour le volume de matériels. Ce sont parfois des bâtiments anciens, aujourd'hui inadaptés au matériel (ouvertures trop étroites pour entrer avec le matériel). De même, les hauteurs peuvent être insuffisantes pour accueillir des cellules de stockages.

2.5.2 Le matériel agricole

Les agriculteurs doivent investir pour disposer de matériels performants. Ils capitalisent dans leur outil de travail en investissant dans du matériel performant. Toutefois, cela ne répond pas toujours à leurs besoins de main-d'œuvre lors des pics de travaux.

Figure 2-22 : Caractéristiques des matériels

	Nb. Cit
Anciens	5
En bon état	41
Fonctionnels	14
Suffisants	47
Insuffisants	5
TOTAL	112

Nb : la question porte sur les deux échantillons. Les agriculteurs pouvaient cocher plusieurs réponses.

70% des agriculteurs déclarent posséder du matériel en bon état. De même 82% affirment que leurs matériels sont suffisants. Cela semble confirmer que les agriculteurs ne souffrent pas d'équipements défectueux ou de sous équipements.

	Nb. Cit
Propriété	56
Copropriété	42
Autre (ETA)	34
CUMA	26
TOTAL	158

Nb : la question porte sur les deux échantillons. Les agriculteurs pouvaient cocher plusieurs réponses.

Les agriculteurs investissent dans du matériel de qualité, performant, ce qui présente un coût d'achat élevé. Les personnes qui travaillent avec des organismes ont recours à :

- ☞ **La copropriété** : la plupart du temps réalisée entre voisins, le matériel est acheté à deux ou trois.

☞ **L'ETA** : Certains font faire une partie des travaux des champs sur la campagne complète. De plus, ce système permet de bénéficier de la main d'œuvre de l'entrepreneur lors de chantiers où plusieurs personnes sont nécessaires (moisson). C'est une solution qui peut être envisagée lors du départ à la retraite des parents. Par exemple, appel lors de l'arrachage des betteraves - l'investissement dans l'outil étant élevée - mais aussi pour la moisson.

☞ **La CUMA** : À l'origine, les CUMA ont été créés dans les régions d'élevage où les agriculteurs avaient besoin d'aides. Le but est de :

- réduire les charges de mécanisation, ce qui permet d'améliorer son revenu, d'investir dans du cheptel, des bâtiments, d'améliorer ses conditions de travail ;
- disposer d'un matériel performant qui serait inaccessible individuellement ;
- organiser différemment ses chantiers, limiter la pénibilité du travail et gagner du temps ;
- mettre en place des projets innovants, contribuer à la protection de l'environnement et à l'entretien de l'espace, à la diversification (production d'énergies renouvelables, ...), le risque étant moins élevé à plusieurs.⁴⁴

Plus courante sur les secteurs de Beaune-la-Rolande, Bellegarde et Puisieux (élevage et terres de moindres qualités). Les exploitations étant de petites tailles, le groupement a été nécessaire. Dans les cantons de Pithiviers et Outarville, les agriculteurs sont moins regroupés en CUMA (les principales sont destinées à l'irrigation).

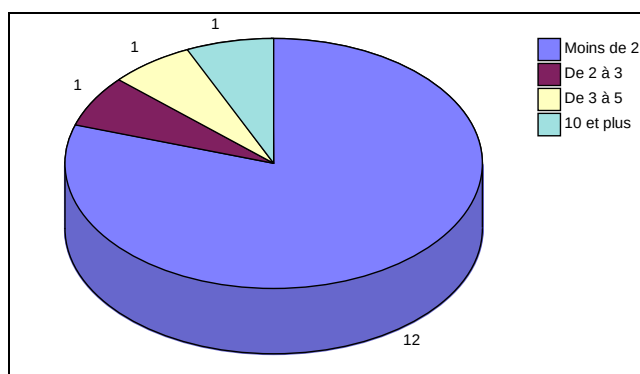


Toutefois, le niveau de propriété reste encore important (56 possèdent personnellement du matériel), l'avantage étant d'en disposer à volonté pour les travaux.

2.5.3 Les Unités de Travail Humain (UTH) et le salariat

Le nombre d'UTH varie entre 1 et 3, mais le plus souvent les agriculteurs travaillent seuls (60%).

Figure 2-23 : Présence de salariés sur les exploitations agricoles



Nb : 12 personnes ont des salariés

⁴⁴ http://www.deveniragriculteur.fr/index.php?option=com_content&task=view&id=60&Itemid=41

Les agriculteurs préfèrent en général travailler seul. Cette tendance se confirme par le fait qu'ils recourent peu aux salariés (75%). Comme nous l'avons vu précédemment, il s'agit d'exploitations de petites tailles. S'ils en embauchent c'est souvent pour diminuer la charge de travail. Ces salariés sont plutôt :

☞ **Des saisonniers** : récoltent des oignons, moisson, maraîchage pour 5 agriculteurs,

☞ **Des permanents** qui aident au bon fonctionnement de l'exploitation pour 5 agriculteurs,

☞ **Des employés, embauchés quelques heures par semaine** qui réalisent de petits travaux comme l'électricité ou la maçonnerie. (Temps partiel lundi, jeudi après-midi et vendredi, salarié 4 h par semaine le samedi pour les travaux de maçonnerie, électricité..., 1/4 de temps) pour 1 agriculteur

☞ **Un Etudiant** en BTSA alternance pour 1 autre

« Nous, on a 1 salarié à temps plein et 1 à 5 temporaires du 1^{er} septembre au 1^{er} février pour les céleris ». (Entretien n° 39 : présentation de l'exploitation)

Synthèse :

La taille moyenne des exploitations est comprise entre 100ha et 120 ha.

Les terres sont à dominante argilo-calcaire. Le fort taux d'argile peut entraîner des difficultés lors des travaux agricoles.

Les structures agricoles sont de types « grandes cultures » à dominantes céréalières (blé tendre, blé dur, orge de printemps) et de betteraves.

La diversification est une caractéristique, comme la culture de pommes de terres, d'oignons, de légumes (pleins champs, portes graines, semences).

La présence d'élevage est faible et localisée en Gâtinais (partie Est du territoire).

L'irrigation est importante et rendue possible par la présence de la nappe de Beauce.

Les agriculteurs font peu appel au salariat.

Le matériel est en général acheté en propriété. Certains travaux sont effectués par ETA (arrachage des betteraves)

La pression foncière est d'avantage ressentie par les agriculteurs.

3 Les résultats de l'enquête

3.1 La perception du développement durable par les jeunes agriculteurs

Le développement durable est un enjeu majeur pour la société pour l'avenir et donc pour l'agriculture. Il impose aux agriculteurs une problématique environnementale. Par ailleurs, il représente un levier économique important.

Nous présenterons tout d'abord le degré d'implication des agriculteurs face aux questions du développement durable, puis nous déclinons les actions mises en œuvre pour y répondre. Nous étudierons ensuite son impact sur la productivité et la rentabilité de l'exploitation. Enfin, nous essaierons de cerner l'image que les agriculteurs du territoire ont de leur propre métier.

3.1.1 Le degré d'implication des agriculteurs

3.1.1.1 *Un positionnement sur une échelle*

Aujourd'hui, l'environnement est au cœur des débats en France et en particuliers dans les territoires ruraux à forte activité agricole.

Figure 3-1 : Echelle d'intérêt face à l'environnement

	Nb.cit	Fréq.
1 "aucun intérêt"	1	3,3%
2	1	3,3%
3 "intérêt moyen"	15	50,0%
4	10	33,3%
5 "très grand intérêt"	3	10,0%
TOTAL	30	100%

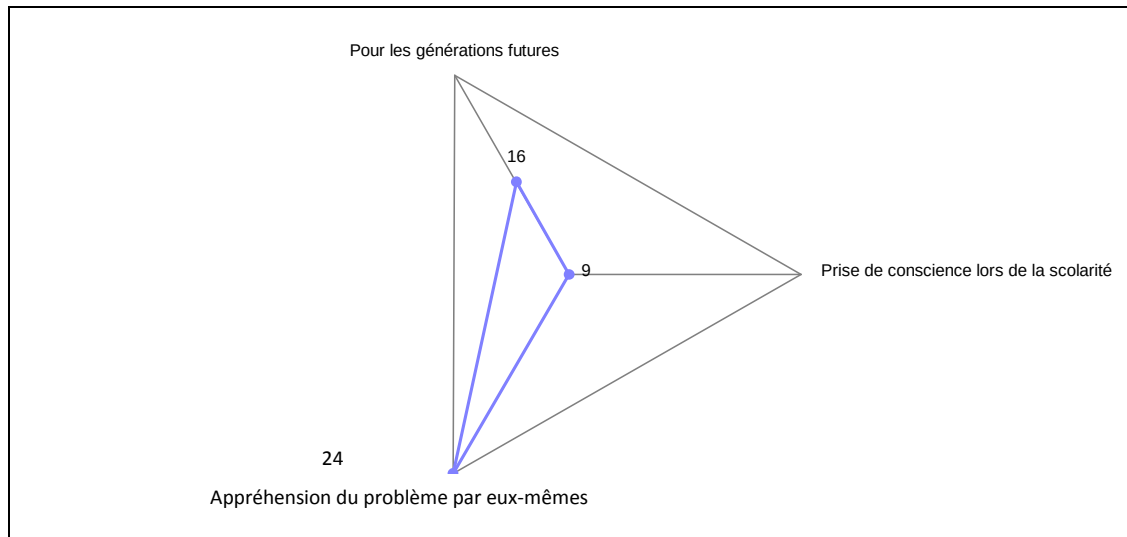
Sur les 30 personnes rencontrées, 29 s'interrogent sur l'impact que peut avoir l'agriculture sur l'environnement.

Les agriculteurs qui ne s'y intéressent que peu ou pas du tout sont minoritaires. Toutefois, l'intérêt est mitigé, les réponses sont polarisées autour de 3 « intérêt moyen ». 3 agriculteurs se sentent fortement concernés par la question de l'environnement.

3.1.1.2 Pourquoi être concerné par les questions environnementales

Plusieurs raisons amènent les agriculteurs à s'intéresser aux questions du développement durable.

Figure 3-2 : Raisons d'implication face à l'environnement



Nb : question à réponses multiples, les agriculteurs pouvaient cocher plusieurs critères.

L'implication varie en fonction de trois critères :

☞ **Une prise de conscience personnelle (24 personnes)** : les agriculteurs, à travers la vie de tous les jours, ont pris du recul sur leurs façons de travailler. Avec l'expérience, ils travaillent en mettant en pratique des actions pour l'environnement. Près de la moitié (6 sur 14) ont appris eux-même à travers les problèmes de l'exploitation (produits phytosanitaires...). Ils adaptent leurs pratiques et réalisent des formations en fonction de l'évolution de l'agriculture.

Le souci des générations futures (16 personnes) : les agriculteurs désirent pouvoir transmettre un patrimoine en bon état aux générations futures. St Exupéry a dit : "on n'hérite pas la terre de nos ancêtres, on l'emprunte à nos enfants" ?

Il s'agit d'assurer la viabilité de l'outil de production, au niveau de la société, de préserver l'environnement et de répondre aux attentes des citoyens. Il faut concilier les deux, afin de vivre aujourd'hui du travail de la terre, et permettre aux générations futures d'en vivre. Ce n'est pas un état statique, c'est un axe directeur dans lequel on cherche à orienter les progrès.

Il y a toujours des techniques à mieux maîtriser ou d'autres à remettre en question. Il faut pouvoir rendre la nature dans l'état où elle a été donnée, pour permettre aux générations futures de continuer à vivre de la terre.

Il y a également un sentiment de culpabilité chez certains sur les méthodes employées jusqu'à maintenant. Comme le dit cet agriculteur :

« On veut laisser quelque chose de viable aux générations futures. En 50 ans, on a fait plus de mal qu'en 1 siècle. On veut pouvoir participer, avoir fait quelque chose de pas trop négatif. » (Entretien n°8 : perception du développement durable)

☞ **Les études scolaires (9 personnes):** à l'école, l'environnement, la nature, l'écologie sont de plus en plus abordés. Les agriculteurs sont sensibilisés très tôt aux problématiques environnementales. 4 disent être impliqués moyennement dans le développement durable. Selon eux, ces questions ne les concernent pas beaucoup. Ils sont agriculteurs et produisent avant tout.

« L'écologie, c'est important, il faut faire attention. On en parle beaucoup à l'école, il faut allier la productivité et le respect de l'environnement. » (Entretien n°26 : perception du développement durable).

« La terre est notre outil de travail. Si nous n'en prenons pas soin il n'y aura plus rien, on ne pourra plus rien en faire dans quelques années, c'est sûr. Avant j'entendais parler de l'environnement et de l'agriculture mais de loin, par les médias, la télé. Mais je n'en ai jamais autant entendu parler que maintenant. Je fais souvent des formations avec le GEETA, pour m'améliorer sur la technique et les aspects environnementaux sont toujours évoqués. » (Entretien n° 11 : perception du développement durable)

Durant de nombreuses années, il a été demandé aux agriculteurs de produire de la quantité. Actuellement, la question de la qualité alimentaire est mise en avant par les consommateurs. Une part non négligeable des agriculteurs désirent transmettre un outil de travail de qualité (foncier), non dégradé à leurs enfants, aux générations suivantes.

3.1.2 Les actions mises en place sur les exploitations

Pour répondre aux attentes du développement durable les agriculteurs mettent en place des actions. Cela se traduit par des actions en lien avec le respect de la réglementation en vigueur, parfois aussi par une volonté personnelle.

Pour se tenir informé de l'évolution des politiques environnementales, plusieurs canaux d'informations sont à leur disposition.

3.1.2.1 Préoccupations et pratiques environnementales

Les actions mises en place sur les exploitations sont nombreuses. Elles peuvent être obligatoires ou volontaires.

Figure 3-3 : Actions mises en place sur les exploitations agricoles

	Nb. cit.	Fréq.
Diminution des produits phytosanitaires	24	23,8%
mise en place de CIPAN	22	21,8%
diminution de l'irrigation	21	20,8%
attention aux moments de réalisation et conditions d'intervention	19	18,8%
culture simplifiée, sous couvert	10	9,9%
biodiversité	4	4,0%
plantation de haies	1	1,0%
TOTAL CIT.	101	100%

Nb : question à réponses multiples, les agriculteurs pouvaient cocher plusieurs critères.

☞ Des actions rendues obligatoires

Introduite par la réforme de la PAC de 1992, la question environnementale est de plus en plus intégrée dans le fonctionnement de la politique agricole européenne. La réforme de 2003 a rendu obligatoire pour tous les agriculteurs une mesure jusque-là volontaire pour les États membres : la conditionnalité des aides.⁴⁵ Michel Barnier a présenté au Conseil des ministres du 10 septembre 2008 une communication sur le plan pour la réduction des produits phytosanitaires.

☞ **Diminution des produits phytosanitaires**

Comme nous l'avons vu, la plupart des agriculteurs (24 sur 30) travaillent à réduire l'utilisation des produits phytosanitaires. Différentes actions le permettent :

→ recevoir des bulletins d'informations concernant la propagation des insectes nuisibles dans les champs, consulter les alertes sur les maladies, etc. Ces alertes sont transmises par les Chambre d'Agriculture (GEETA, GDA).

→ solliciter l'appui des conseillers techniques des coopératives agricoles, Chambre d'Agriculture.

→ mettre en place des pièges dans les champs contre les insectes. Il s'agit de compter le nombre d'insectes pris sur une période définie. Les agriculteurs n'interviennent que si certains seuils sont dépassés.

*« Nous essayons de raisonner les intrants, on reçoit des alertes contre les insectes, les maladies, mais ce n'est pas parce que chez les autres on l'a vu, qu'il faut forcément intervenir chez nous. Il faut aller voir, mettre des pièges, des témoins et intervenir au bon moment. »
« J'essaie de diminuer les doses de phytos, c'est bon ni pour l'environnement ni pour la santé. C'est pour ça qu'il y a les protections aujourd'hui pour les traitements. »* (Entretien n°35 : perception du développement durable)

→ épandre les effluents d'élevage sur les cultures : cela permet d'enrichir le sol sans avoir recours aux engrais chimiques. Les apports organiques ne sont pas que des déchets.

Ils ont une valeur agronomique pour les apports en azote, potasse et phosphore. Ils améliorent la structure du sol, le taux de matière organique et la vie biologique des sols. Mais, ici aussi, la réglementation est présente. Il est interdit d'épandre des effluents sur sols non cultivés, sur cultures intermédiaires pièges à nitrates, sur jachères implantées et sur couverts, ainsi que sur légumineuses, sauf luzerne et prairies d'association légumineuses-graminées.⁴⁶

« Nous essayons de gérer au mieux les effluents d'élevage, nous épandons et essayons de diminuer les doses de produits phytosanitaires, on travaille avec l'hygrométrie pour les adjuvants. » (Entretien n°14 : perception du développement durable)

☞ **Les CIPAN**

22 agriculteurs mettent en place des CIPAN.

Les CIPAN sont issues de la directive européenne nitrates du 12 décembre 1991 dont l'objectif est de réduire la pollution des eaux par les nitrates.

Dans le Loiret, le quatrième programme d'action a été arrêté le 07 juillet 2009, pour une durée de 4 ans. Les CIPAN permettent d'éviter la fuite des nitrates et de préserver les eaux souterraines.⁴⁷ C'est ce que l'on appelle un engrais vert.

⁴⁵ <http://agriculture.gouv.fr/70-respect-de-l-environnement-et>

⁴⁶ <http://www.lesillon.info/technique/article/date/26/11/2010/effluents-delevage-priorite-a-la-qualite-depandage.php>

⁴⁷ http://213.246.37.46/ca45/dyn/dossiers_file/105Le_SCA_vous_informe_n13.pdf

☞ La diminution de l'irrigation

L'irrigation est un enjeu important pour les années à venir. Le territoire de l'étude est gros consommateur d'eau. 21 agriculteurs essaient de réduire leur consommation en eau.

Comme nous avons pu le voir précédemment, chaque agriculteur dispose d'un quota d'eau qui ne doit pas être dépassé. Tous ceux qui bénéficient d'aides PAC doivent détenir un récépissé de la déclaration ou de l'arrêté d'autorisation de prélèvement d'eau destinée à l'irrigation, ainsi qu'un moyen d'évaluation des volumes prélevés comme un compteur volumétrique.

Selon l'un des agriculteur : *« il faut forcément penser à l'environnement, déjà parce que c'est obligatoire de faire des choses dans ce sens, il y a l'éco conditionnalité, les pouvoirs publics, c'est embêtant, mais il faut le faire. Avec le certiphyto, on se rajoute en plus des formations. »* (Entretien n°10 : perception du développement durable)

☞ Des actions volontaires

Quelques agriculteurs ont choisi de mettre en place volontairement des actions en faveur de l'environnement. Cela se traduit par la qualification « agriculture raisonnée » (5), « agriculture biologique » (1), ou l'adhésion à un réseau (BASE). Mais cela reste très marginal.

« Il faut faire attention à l'emploi des produits. On est qualifié agriculture raisonnée depuis plusieurs années, on fait attention, c'est une histoire de santé publique. On essaie de traiter le moins possible. » (Entretien n° 34 : auto-évaluation)

☞ Les pratiques culturales simplifiées

Elles permettent de moins travailler le sol en profondeur. Les résidus de récoltes restent en surface et limitent l'érosion. Cette pratique vise à mieux préserver, améliorer et utiliser les ressources naturelles.

« Sur la ferme, nous pratiquons le « non labour ». Nous sommes attentifs à l'érosion, nous mesurons la fertilisation azotée par des reliquats d'azote, des jubils, on utilise aussi le GPN. On fait des interventions phytosanitaires justifiées. Mais oui, c'est surtout sur le travail du sol que l'on fait attention on fait des couvertures. »(Entretien n°10 : perception du développement durable)

☞ Le recyclage des emballages

Les coopératives agricoles et les agriculteurs travaillent avec l'association ADIVALOR, pour le recyclage des emballages. Cette société⁴⁸ a pour mission d'organiser et de gérer l'élimination des déchets de l'agrofourmure.⁴⁹

Le 27 février 2009, ADIVALOR et l'association ARES (Association pour la Récupération et le Recyclage des Emballages de Semences) ont signé une convention pour la prise en charge des « big bags » de semences et de plants de pommes de terre. Les 3 coopératives agricoles de Pithiviers-Boisseaux-Puiseaux en sont signataires.⁵⁰

« Sur la ferme, les emballages sont recyclés par l'association ADIVALOR. » (Entretien n°1 : perception du développement durable).

⁴⁸ Créée à l'initiative de l'Industrie de la Protection des plantes, des distributeurs et des professionnels agricoles

⁴⁹ <http://www.adivalor.fr/>

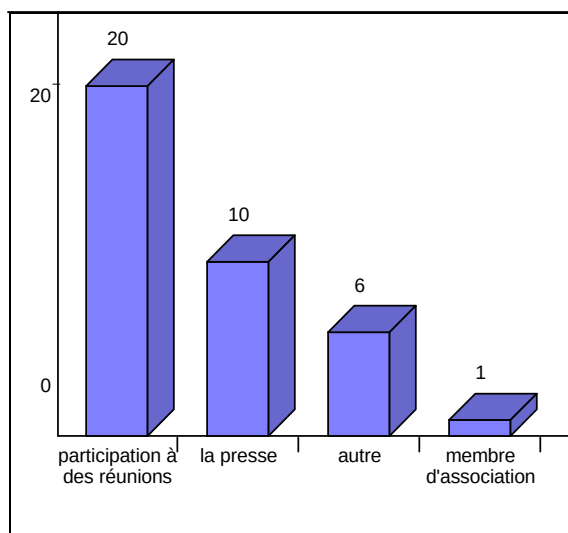
⁵⁰ http://www.adivalor.fr/filiere/membres_filiere.html

Aujourd'hui, la plupart des actions mises en place en faveur de l'environnement sont issues de la réglementation. Les agriculteurs sont obligés de répondre aux cahiers des charges en vigueur.

3.1.3 La recherche d'informations

L'agriculture évolue. Pour se tenir informés de la réglementation, des nouvelles pratiques agricoles de l'actualité, les agriculteurs disposent de différents outils.

Figure 3-4 : Moyens d'informations



Nb : question à réponses multiples, les agriculteurs pouvaient cocher plusieurs critères.

Les outils mis à la disposition des agriculteurs sont :

☞ **Les formations** : 20 agriculteurs sur 30 y participent. Elles sont mises en place par les organismes agricoles du territoire. (coopératives, Chambre d'Agriculture ou Centre d'Economie Rurale). Cela peut être des visites d'exploitations agricoles, d'essais de nouvelles variétés...

« Avec la coopérative, la Chambre d'Agriculture, nous effectuons des formations. Elles permettent de se tenir informés des évolutions en terme de respect de l'environnement mais aussi de se mettre à jour, de ne pas faire n'importe quoi dans les champs. Et puis il y a plein de sorte de formations, pour tous les besoins, pas que environnement ». (Entretien n°5 : perception du développement durable)

☞ **La presse agricole et les média numérique** : 10 agriculteurs sur 30 les consultent (journaux agricoles, Internet). Cela offrent des exemples, des nouveautés sur des thèmes comme la mécanisation, les pratiques culturales.... Les agriculteurs se renseignent par ces biais sur l'évolution des techniques de commercialisations, sur les outils d'aide à la décision.

« Je me renseigne beaucoup des nouveautés grâce à Internet. C'est un outils performant, avec des supports. Internet est une ouverture d'esprit, on peut trouver des idées différentes, des pratiques et les adapter sur son exploitation ». (Entretien n°46 : perception du développement durable)

☞ **Adhérer à un réseau** : un agriculteur a choisi qui permet de se tenir informé sur des pratiques de culture où l'agronomie est privilégiée. Il vise à préserver les qualités agronomiques des sols et à protéger l'environnement tout en ayant une démarche économiquement viable.⁵¹

3.1.4 L'impact perçu de la productivité et de la rentabilité de l'exploitation

Les pratiques agricoles affectent la rentabilité et la productivité de l'exploitation. Ces deux éléments sont liés mais ils varient d'une exploitation à l'autre.

Figure 3-5 : Impact des actions sur la productivité

	Nb. cit.	Fréq.
1 peu d'influence	17	56,7%
2	6	20,0%
3 affecte moyen	5	16,7%
4	1	3,3%
5 affecte grandement	1	3,3%
TOTAL OBS.	30	100%

Moyenne = 1,77 Ecart-type = 1,07

La majorité des agriculteurs pense que les pratiques liées au développement durable affectent peu la productivité de l'exploitation (17 personnes sur 30). 5 pensent que l'impact est moyen et un que l'impact est négatif.

Figure 3-6 : Impact des actions sur la rentabilité

	Nb. cit.	Fréq.
1 peu d'influence	12	40,0%
2	8	26,7%
3 affecte moyen	7	23,3%
4	2	6,7%
5 affecte grandement	1	3,3%
TOTAL OBS.	30	100%

La tendance est que la rentabilité se trouve peu affectée par les actions des agriculteurs. Il y aurait, en outre, un effet de « balance » entre les deux indicateurs.

« Le niveau de rentabilité et de productivité dépendent des objectifs des exploitations et pour nous, cela n'influe pas trop sur l'exploitation, je pense. C'est selon les pratiques. » (Entretien n° 11 : perception du développement durable)

Pour certains, la mise en place d'actions entraîne un coût supplémentaire, mais il serait compensé par la suite et au final, il y aurait un gain.

« Nous, on met moins de produits phytosanitaires sur les cultures. Du coup, oui, on gagne moins parce que il y a moins de productivité. Mais on le retrouve sur les charges qui diminuent donc on gagne sur un autre poste ». (Entretien n°35 : perception du développement durable)

⁵¹ <http://www.asso-base.fr/-Le-reseau-BASE->

3.1.5 Les principales préoccupations des agriculteurs

Nous allons à présent définir sous forme de typologie les différentes représentations des actions en faveur de l'environnement. L'analyse de contenu des entretiens fait apparaître trois registres dominants, la contrainte, le juste milieu et le volontariat.

3.1.5.1 Le registre des Obligations

Le registre de la contrainte est dominant chez les agriculteurs. Nous l'avons déjà perçu en analysant la question de l'intérêt et des actions en faveur de l'environnement.

Il existe différents niveaux de décisions : Europe (PAC), Etat (Grenelle de l'Environnement), Région, Département. Il en résulte que le corpus réglementaire est important. Les agriculteurs doivent surveiller les ordonnances en permanence et s'y conformer. Comme nous avons pu le voir précédemment, la plupart des actions mises en place par les agriculteurs découlent d'obligations.

✂ Les pratiques pour éviter les interventions

Les exploitants mettent en place les actions obligatoires ; celles qui sont facultatives ne sont souvent pas réalisées ou le seront plus tard. Ils ont tendance à réaliser ce qui peut générer des bénéfices et à reporter - ou à éviter - ce qui ne dégage pas de marge. Ainsi, peu d'aire de lavage et de remplissage de pulvérisateurs sont encore créées. En revanche tous disposent d'un local phytosanitaire rendu obligatoire : *« On a le projet de faire une aire de lavage remplissage mais on attend les financements, et puis pour les SET pour l'instant les bordures de bois ça suffit. »* (Entretien n°10 : perception du développement durable)

Les agriculteurs, s'ils sont d'accord sur l'intérêt de mettre en œuvre des dispositifs en faveur de l'environnement, le sont, à condition que tous y soient soumis. De même, il serait pertinent que la population participe à l'effort environnemental. Pour l'un des agriculteurs : *« Pourquoi on le fait si les autres ne le font pas ? Je veux bien construire une aire de lavage, mais si les autres restent comme avant à laver ou rincer aux champs alors pourquoi pas moi ? Il faut que tout le monde soit au même niveau ! »* (Entretien n°45 : perception du développement durable)

Il semble que les agriculteurs montrent un intérêt moyen à la question de l'environnement, ce qui conforte les déclarations sur l'intérêt pour l'environnement observés plus haut : on en parle, c'est important, c'est d'actualité MAIS la pratique est moins évidente ; le gain est surtout économique. La tendance est au contournement des obligations dès que possible. Il s'agit souvent de contraintes plutôt que de volontés. Les agriculteurs sont avant tout des chefs d'entreprises.

3.1.5.2 Le registre de la politique du « juste milieu »

Ces agriculteurs sont conscients des problèmes environnementaux et s'y intéressent, mais dans certaines limites. Ils mettent en place des actions en faveur du développement durable mais principalement dans un but économique ; ils souhaitent transmettre un patrimoine exploitable par les générations futures tout en restant dans un système productif.

✂ Pour une agriculture conventionnelle

Pour un groupe d'agriculteurs du Pithiverais sensibles à l'environnement, mais qui restent néanmoins attachés à l'agriculture « conventionnelle », les marchés « de niche » sont

un axe à maintenir sur le territoire. Ainsi, les légumes, les oignons, la betterave et même les chènes truffiers sont présent sur le secteur du Pithiverais.

Selon eux, il est encore possible d'améliorer l'agriculture conventionnelle avant de « convertir toutes les exploitations à l'agriculture biologique ». Cela se traduit par la diminution des produits phytosanitaires ou l'amélioration des pratiques agricoles. Pour un agriculteur : *« Pour moi, on peut encore faire des améliorations, en agriculture conventionnelle, sans passer en bio. On peut s'améliorer sans le bio. »* Il faut faire confiance au monde agricole actuel qui a depuis toujours su adapter ses pratiques.

« Le bio sera ne dépassera pas 5 ou 10% de la production. Il y a une clientèle pour ça, mais tous ne l'attendent pas. Souvent, pas mal de gens des villes sont à fond dans le « bio » mais ne connaissent pas la campagne. D'autres sont plus réalistes et voient que le bio n'est pas possible pour nourrir tout le monde. » (Entretien n°38 : auto-évaluation)

Ils jugent que l'agriculture biologique ne pourra pas nourrir la planète en 2050. De même, ils ne pensent pas que cette culture se développera à plus de 10% de la production française. Elle est un marché de niche pour des consommateurs particuliers à savoir le plus souvent les « bobo ».

L'agriculture « biologique » se développe. Mais pourra-t-elle nourrir la planète, qui en 2050 comptera 9 milliards d'individus ? Pour certains (7), ce secteur n'est qu'un marché de niche qui répond aux attentes de certains consommateurs. Lorsque les prix agricoles sont élevés, le « bio » est oublié mais il revient à l'esprit dans le cas contraire.

Le Directeur général de la FAO, M. Jacques Diouf, a déclaré que la FAO n'avait aucune raison de croire que l'agriculture biologique puisse remplacer les systèmes agricoles traditionnels pour garantir la sécurité alimentaire mondiale.

M. Diouf commentait des informations parues indiquant que la FAO approuvait l'agriculture biologique en tant que solution à la faim dans le monde. « Nous devons recourir à l'agriculture biologique et l'encourager », a déclaré M. Diouf. « Elle produit des aliments sains et nutritifs et représente une source croissante de revenus, pour les pays développés comme pour les pays en développement. Mais il n'est pas possible de nourrir aujourd'hui six milliards de personnes, et neuf milliards en 2050, sans une utilisation judicieuse d'engrais chimiques ».⁵²

3.1.5.3 Le registre des convaincus

Une faible part des agriculteurs est fortement impliquée dans les questions du développement durable. Sur le territoire seul 2 ont montré une volonté active dans ce domaine. Le premier a intégré le réseau BASE déjà évoqué et le second est en conversion agriculture biologique.

Pour lui, *« j'ai une partie en « bio ». J'essaie de réduire l'impact de la pollution, en diminuant les produits phytos par exemple, faisant des faux semis... »*. (Entretien n°44 : perception du développement durable)

Sur le territoire les coopératives agricoles sont impliquées dans des actions volontaires en faveur du développement durable. Ainsi, un projet de méthanisation est actuellement à l'étude.

⁵² <http://www.fao.org/newsroom/fr/news/2007/1000726/index.html>

☞ Les gestes du quotidien

La question des problèmes quotidiens de l'agriculture est primordiale. Cette thématique a un impact direct sur l'image que la population peut avoir de l'agriculture.

Les agriculteurs doivent aller vérifier les parcelles irriguées, pour changer, pour réparer les arroseurs plusieurs fois par jours. De même, la mise en place des outils doit être réfléchi : un enrouleur trop près de la route peut l'arroser. Cela contribue à donner une image des agriculteurs non attentifs de son environnement. Les agriculteurs doivent surveiller leurs cultures suivre l'arrivée, l'évolution et/ou la propagation des ravageurs et/ ou des maladies.

Synthèse :

En général, les jeunes agriculteurs se sentent moyennement impliqués par les enjeux locaux du développement durable.

Les agriculteurs mettent en place des actions pour plusieurs raisons : apprentissage à l'école, prise de conscience personnelle ou pour les générations futures.

Les canaux d'informations des agriculteurs sont les médias dont la presse (locale, régionale, nationale, spécialisée), l'Internet et les formations agricoles, proposés par les organismes para agricoles.

La plupart des actions mises en place sont obligatoires (réglementations agricoles). Le but est davantage économique qu'environnemental.

La préoccupation de la transmission de l'exploitation apparaît. La question de l'agriculture « biologique » fait débat. Certains agriculteurs pensent cependant qu'il est possible de produire mieux en améliorant l'agriculture « conventionnelle ».

3.2 L'auto-évaluation de l'activité agricole

Les agriculteurs doivent sans cesse se remettre en question : projection de l'exploitation, image répercutée à la population... Dans ce contexte de mutation, ils sont obligés d'effectuer un travail d'auto-évaluation de leur système de production.

Le monde rural a changé depuis 60 ans ; il change encore, sinon plus, de façon graduelle mais certaine. Cet espace, qui a toujours eu sa part d'invention et de mouvement, a néanmoins la réputation d'être stable et de résister aux variations. Cette image populaire correspond-elle à la réalité ?

Les changements peuvent être mesurés dans trois grandes mutations :

- ✂ les modes de production ;
- ✂ la dynamique démographique ;
- ✂ les organisations sociales, culturelles et de loisirs.

Les agriculteurs occupent une majeure partie de l'espace. Mais, ils ne sont plus majoritaires dans la population active rurale. Ils n'en sont plus les seuls gardiens, mais en sont toujours les usagers principaux.

C'est là que se situe la question actuelle du monde rural et du Pithiverais, de plus en plus marqué par l'évolution des ensembles urbains et lui diffusent des modes de vie et d'organisation sociale souvent très contraignants. Migrations alternantes, vocations récréatives et touristiques ou installation d'habitants qui, après une journée de travail, cherchent le calme et l'agrément de la nature... toute une série d'éléments concourant à renouveler les usages de l'espace rural par nos sociétés.⁵³

L'agriculture a évolué au cours des années ainsi que la dénomination de la profession. Le passage de l'état de *paysan* à l'état d'*agriculteur* a reflété une évolution séculaire : celle du passage d'une France *agricole* de 5 millions de paysans en 1914 à une *puissance agricole* avec seulement 400 000 agriculteurs en 2015.⁵⁴

Le revenu agricole ainsi que sa composition ont connu des fluctuations très liées aux évolutions de la politique agricole commune. Si le revenu moyen par actif a progressé en termes réels depuis cinquante ans, c'est essentiellement du fait de la forte baisse du nombre d'actifs employés dans l'agriculture.

Nous évoquerons tout d'abord la façon dont les agriculteurs évaluent leurs exploitation (revenu, aides d'organismes para agricole). Puis, nous étudierons la question de la projection de l'avenir du métier d'agriculteur à travers différents critères. Enfin, nous dégagerons les différentes représentations que les agriculteurs pensent avoir des populations extérieures.

⁵³ Diagnostic du SCOT en cours, porté par le PBGP, volet agriculture

⁵⁴ Géographie Rurale, La ruralité en France, Yves Jean, Michel Périgord, Armand Colin, Paris, 2009

3.2.1 Les modalités d'évaluation des exploitations

Pour évaluer leurs exploitations, les agriculteurs disposent d'outils mis à leur disposition par les organismes para-agricoles. Cette analyse porte sur l'échantillon des 30 agriculteurs de l'enquête « auto-évaluation de l'activité agricole ».

3.2.1.1 Le revenu

Deux réponses principales ont été apportées :

☞ **L'exploitation agricole dégage assez de revenu :** (28 agriculteurs). Cela dépend de l'objectif que l'exploitant s'est fixé, des années, des prix, des cours donc le revenu est variable.

« Est-ce que l'exploitation dégage assez de revenu ça dépend des années en fonction de ce que l'on s'est fixé, mais nous ça va. » (Entretien n°4 / auto-évaluation)

Les fluctuations des dernières années peuvent avoir entraîné des difficultés sur certaines exploitations.

En effet, après deux années catastrophiques, le revenu des agriculteurs s'est redressé en 2010. Mais certaines exploitations ont toujours des difficultés.

☞ **L'exploitation agricole ne dégage pas assez de revenu :** (2 agriculteurs). Pour eux, « on ne dégage jamais assez de revenu ; on peut toujours faire mieux. »

Au niveau régional, les revenus sont variables en fonction des secteurs de production. Cette disparité de revenus recoupe les variations de cultures et de territoires. Ils oscillaient autour de 30.000 à 40.000 euros par an en moyenne entre 2008 et 2010 dans les régions de grandes cultures (Ile de France, **Centre**, Picardie...) et ils sont proches ou inférieurs à 20.000 euros dans les régions d'élevage (Limousin, Auvergne,...).⁵⁵

Une analyse nationale, menée par des chercheurs de l'INRA, en collaboration avec l'INSEE, montre que la pluriactivité se développe parmi les agriculteurs professionnels. Elle est essentiellement le fait du conjoint et d'autant plus fréquente que le couple est jeune. Parmi les agriculteurs professionnels, il semblerait qu'un foyer sur trois perçoive un revenu d'activité non agricole. Sa part est d'autant plus élevée que le revenu agricole du foyer est modeste.⁵⁶

Ainsi, selon un agriculteur : « la question du revenu est subjective en fonction des souhaits des agriculteurs. Certains agriculteurs ont une deuxième activité comme moi, d'autres, non, et nous, avons aussi le salaire de mon épouse, donc cela varie d'une personne à l'autre. » (Entretien n°3 : auto-évaluation)

L'intensification est un facteur déterminant d'augmentation du revenu agricole. Elle varie fortement au sein de chaque spécialisation et peut compenser dans une certaine mesure un déficit de surface. Les exploitations de surface modérée les plus intensives ont de meilleurs résultats en moyenne que les grandes exploitations les moins intensives.

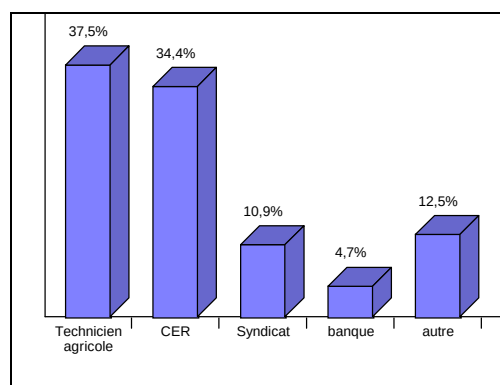
⁵⁵ <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2011/06/30/04016-20110630ARTFIG00560-le-revenu-des-agriculteurs-a-plus-que-double-en-2010.php>

⁵⁶ http://www.inra.fr/les_recherches/exemples_de_recherche/revenus_agriculteurs_pluri_activite_se_developpe

3.2.1.2 Une aide des organismes para agricoles

Divers organismes para-agricoles mettent à disposition des conseillers pour aider les agriculteurs dans la gestion de leurs exploitations. (Gestion des cultures, de la comptabilité, des emprunts...)

Figure 3-7 : Organismes para-agricoles apportant une aide à l'agriculteur



Nb : question à réponses multiples, les agriculteurs pouvaient cocher plusieurs critères.

✂ **Les coopératives agricoles** : 24 agriculteurs bénéficient de l'aide des coopératives agricoles par l'intermédiaire des techniciens agricoles. Cela se traduit par un suivi des cultures, des flashs infos, des rencontres avec les techniciens.

✂ **Le CER France** : 22 agriculteurs bénéficient du suivi de la gestion comptable proposé par le CER France⁵⁷

✂ 8 agriculteurs sollicitent d'autres organismes : par exemple l'Afocg (association de gestion et de comptabilité au service des agriculteurs, artisans, commerçants et associations, ou travaillant avec des négociants), d'autres coopératives agricoles (pour l'achat des portes graines, des légumes...). Quelques interviewés ont cité les organismes bancaires.

3.2.2 La projection de l'avenir du métier

Le territoire du Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais est à dominante céréalière. La question est quelle sera l'évolution de l'agriculture dans les années à venir?

⁵⁷ Le CER France est le 1er réseau associatif de conseil et d'expertise comptable en France au service de 320 000 clients de tous secteurs d'activité : agriculture, artisanat, commerce, services, professions libérales, PME. Avec ses 700 agences implantées sur l'ensemble du territoire national, le CER FRANCE offre une forte proximité géographique et culturelle aux acteurs économiques locaux. La vocation du CER est l'accompagnement des entrepreneurs dans toutes leurs fonctions : managériales, administratives, commerciales, juridiques stratégiques... en intégrant constamment la dimension humaine et le projet personnel de l'entrepreneur. (<http://www.cerfrance.fr/qui-sommes-nous/>)

Figure 3-8 : Domaines d'évolution possible de l'agriculture

	Nb. cit.	Fréq.
Normes à respecter PAC 2013	20	21,1%
augmentation de la taille des exploitations	20	21,1%
regroupement pour l'achat de gros matériels	14	14,7%
manque de lisibilité à court moyen long terme	11	11,6%
moins d'installation de jeunes	8	8,4%
plus respectueux de l'environnement	7	7,4%
diversification des cultures	6	6,3%
plus compétitif	4	4,2%
technologiquement plus avancé	4	4,2%
développement de nouvelles activités	1	1,1%
TOTAL CIT.	95	100%

Nb : question à réponses multiples, les agriculteurs pouvaient cocher plusieurs critères.

La majeure partie de ces agriculteurs (20) pensent que l'agriculture va évoluer en fonction de la nouvelle PAC (réforme en 2013). Cela aura notamment un impact sur la réglementation environnementale. Des incertitudes apparaissent quant aux prix des productions, aux débouchés, au travail. Beaucoup de pratiques sont en passe d'être remises en questions. L'évolution se traduira également par l'augmentation de la taille des exploitations ou le regroupement pour le travail.

3.2.2.1 La PAC 2013

Un agriculteur salarié dit : « *Je préfère de toute façon attendre pour m'installer l'après 2013, après l'évolution de la PAC pour voir et faire ce qu'il faut directement.* » (Entretien n°6 : auto-évaluation)

La réforme de la PAC en 2013 est, en effet, un sujet récurant dans le monde agricole. Comment-va elle évoluer, quelles seront les nouvelles obligations ? Lorsque les agriculteurs évoquent la PAC, cela ne va pas sans l'évolution des pratiques à destination de l'environnement. Comme nous l'avons vu précédemment les questions liées à l'environnement sont liées aux contraintes de la réglementation pour la plupart. Il s'agit d'obligations.

L'agriculture est le secteur économique dans lequel l'intégration communautaire a été la plus poussée. La France défend une série de cinq principes en vue de la PAC de l'après 2013 :

- ☞ définir de nouveaux mécanismes de gestion des marchés agricoles permettant aux agriculteurs de mieux vivre du prix de leurs produits ;
- ☞ localiser dans les territoires une activité agricole de production en réorientant les aides
- ☞ garantir une relation plus équilibrée au sein des filières en sécurisant leur organisation, au regard du droit communautaire,
- ☞ intégrer les exigences environnementales en développant la certification des exploitations pour mettre en œuvre la conditionnalité de l'aide ;
- ☞ concilier efficacité économique et excellence environnementale par une politique de recherche et d'innovation.

L'évolution de la PAC ne va-t-elle pas entraîner une diminution de l'installation des jeunes dans les années à venir ? De même son évolution va-t-elle apporter davantage de contraintes environnementales aux agriculteurs ?

3.2.2.2 *L'augmentation de la taille des exploitations*

Sur le territoire du Pithiverais, nous avons pu voir que les exploitations étaient encore de taille moyenne. 20 agriculteurs pensent toutefois que ces dernières auront tendance à augmenter avec le temps. En effet, une partie des agriculteurs bientôt en âge de partir en retraite n'aura pas de successeur. Il s'agira de reprise pour agrandissement d'exploitations. Actuellement, de moins en moins de jeunes s'installent comme nous l'avons vu.

La plupart des exploitations seront cédées en partie ou totalité à d'autres agriculteurs désirant s'agrandir, ou pour une faible part à de jeunes agriculteurs. Les exploitations auront tendances à être de trois types :

☞ **Exploitations de types « entreprises », agri managers :** plusieurs agriculteurs se regrouperont pour travailler ensemble sur plusieurs centaines d'hectares. Ils effectueront du travail à façon sur d'autres exploitations de tailles plus petites

☞ **Exploitations « patrimoniales » :** agriculteur reprenant les terres à la suite de leurs parents, mais n'étant pas agriculteurs. Ces personnes feront faire le travail par des prestataires (cas précédent)

☞ **Exploitation « intermédiaire » :** agriculteur sur des structures de tailles moyenne. Ceux-ci développeront soit une activité complémentaire sur l'exploitation (tourisme, vente directe...) ou iront travailler à l'extérieur pour un complément de revenu (consultant en agriculture, transport, employé agricole...)

Pour l'une des personnes rencontrées, « *l'agriculture va évoluer. Il existe plusieurs types d'exploitations, les agris managers, les exploitations familiales. Les exploitations auront tendance à se concentrer ou à être réalisées par des entreprises en attendant la reprise d'un membre de la famille. Il y aura également des conflits avec les salariés, ce qui existe déjà dans les autres corps de métiers mais peu en agriculture.* » (Entretien n° 71 : contraintes et potentiels de l'agriculture)

L'augmentation de la taille des exploitations peut-elle conduire au regroupement des exploitants pour l'achat de matériels en commun, l'entraide ? Cette augmentation va-t-elle être en contradiction avec le développement de la compétitivité des exploitations. Le développement des nouvelles technologies sera-t-elle présente ?

3.2.2.3 *Le regroupement pour l'achat de matériel*

Il apparaît que 14 agriculteurs ont formulé la nécessité de se regrouper pour acheter du matériel en commun.

Selon l'un des agriculteurs : « *il y a encore trop peu de structures collectives de Cuma mais cela devra se développer dans les années à venir.* » (Entretien n°65 : contraintes et potentiels de l'agriculture)

Comme nous l'avons vu précédemment (Partie 2 matériel), les Cuma permettent de conserver un tissu agricole vivant, où les agriculteurs se rencontrent entre eux et côtoient d'autres acteurs du territoire. Le travail en copropriété, l'entraide sont également possibles.

3.2.2.4 Une diminution de l'installation des jeunes

Malgré la diminution importante du nombre d'exploitations, la production agricole n'a cessé de croître grâce aux gains de productivité observés, principalement au niveau du facteur travail (Butault, 2004). D'après les estimations de Butault et Delame (2006), le nombre d'exploitations agricoles en France atteindrait 470 000 en 2012, contre 545 000 en 2005.⁵⁸

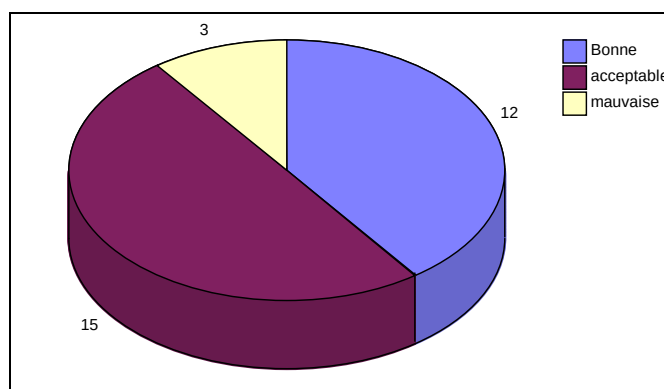
3.2.2.5 Une instabilité du marché en hausse

Sur le territoire les agriculteurs estiment que le manque de lisibilité du marché ira en augmentant dans les années à venir. En effet, les mesures destinées à garantir la stabilité du marché, anciennement disponibles dans le cadre de la PAC, ont été progressivement démantelées. Pourtant, l'instabilité du marché s'accroît. Durant la crise agricole de 2009, il est apparu que les autorités ne disposaient plus des outils nécessaires pour faire face à des crises. Les revenus des agriculteurs ont en moyenne chutés de 12%.⁵⁹

3.2.3 L'avis des agriculteurs sur la perception que la population a de leur métier

Le mot « paysan », comme le mot « paysage », contient le mot « pays ». Ce paysage qui nous entoure a été modelé par les paysans depuis de nombreuses générations. Si les agriculteurs contribuent incontestablement à façonner le milieu, comment pensent-ils que la population se représente leur intervention ?

Figure 3-9 : Idée que les agriculteurs se font de l'opinion de la population sur leur métier



L'image est souvent nuancée :

☞ **D'abord mauvaise mais acceptable dans certains cas** pour 18 agriculteurs. l'aspect négatif est lié à l'irrigation, à la taille de l'exploitation et du matériel ou encore à l'utilisation des produits de traitement.

☞ **D'abord bonne mais avec des variantes selon le territoire** pour 15 agriculteurs. selon eux, il y aurait une fracture entre Pithiviers-Outarville (image négative) et Beaune la Rolande Puiseaux, Bellegarde (image positive).

⁵⁸ http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/agrifra07g.pdf

⁵⁹ http://www.copa-cogeca.be/img/user/file/PAC_BROCHURE/7400%20VERSION%20F2.pdf

3.2.3.1 Une image d'abord mauvaise mais acceptable

➤ L'image négative de la Beauce

Les agriculteurs pensent que les agriculteurs de la Beauce sont perçus comme riches et pollueurs.

Cette image est liée à :

- ✂ Une terre plate couverte de blé, de betteraves, sans arbre et irriguée jour et nuit
- ✂ L'image d'exploitations, regroupées dans les hameaux, avec des matériels importants
- ✂ Le fait de subventionner de grandes exploitations
- ✂ Une pollution par les produits phytosanitaires répandus trop largement

Elle est renforcée par l'impression de richesse provoquée par l'impact visuel des paysages, notamment au moment de la moisson, de l'aspect imposant des bâtiments et des matériels utilisés.

Pour l'un des interviewés : *« la population nous voit dans les champs, avec notre matériel. Nous irriguons, et à côté nous percevons des aides, ou des subventions, ils ne comprennent pas. Nous sommes riches et en plus ont est subventionnés. »* (Entretien n°58 : perception du développement durable)

Le territoire accueille une population de néo-ruraux importante qui ne connaît pas ou mal le monde agricole. Selon un agriculteur *« L'image de l'agriculteur est mauvaise. D'une part parce que l'on irrigue tous ici. D'autre part, on met tous des produits phytosanitaires dans les champs. Alors les gens nous voient comme des pollueurs qui ne font pas attention aux autres. Et puis aussi, le secteur grandit. Il y a des ouvriers et de grosses structures agricoles. Donc pour les gens, les agriculteurs sont fortunés. Donc on est mal vu. »* (Entretien n°6 : auto-évaluation)

Mais, pour certains agriculteurs, l'image de l'agriculture est ternie par une minorité dont les comportements sont peu respectueux de l'environnement : *« Une minorité des agriculteurs détruit l'image de l'agriculture »*. (Entretien n°12 : auto-évaluation).

Ce sont les agriculteurs qui vont rincer, laver leurs pulvérisateur au champ, épandre à outrance ou sans faire attention aux populations voisines.

L'agriculture a connu un développement rapide qui a fait peur à la population. Les différentes crises (vache folle, ESB) ont mis cette corporation en avant alors que durant de nombreuses années elle s'était développée seule.

➤ Les urbains et le rejet de l'agriculture

Quels sont les acteurs en causes dans la diffusion de ces images faussées de l'agriculture ?

Pour les agriculteurs ce sont :

- ✂ Les médias, *« Il y a une désinformation des médias, lors des émissions... certains prônent la décroissance. Les gens qui ne connaissent pas le milieu croient ce qui est dit par les médias. »* (Entretien n°66 : contraintes et potentiels de l'agriculture)
- ✂ les écologistes souvent des urbains,
- ✂ les « bobos », les « bourgeois » aisées, habitants des villes

Les agriculteurs nuancent toutefois leur propos. Ils pensent qu'une autre partie de la population urbaine est attirée par le folklore lié à l'agriculture. C'est l'image d'Epinal du retour aux sources. *« Ceux qui viendront Porte de Versailles devront se rappeler que*

l'agriculture ce n'est ni la nostalgie, ni une activité du passé, ni une simple image d'Épinal. Elle est un de nos actifs stratégiques et un secteur clé pour l'avenir. »⁶⁰

3.2.3.2 Une image bonne mais avec des variantes selon le territoire

Pour 12 agriculteurs du territoire, l'image de la profession est perçue comme correcte grâce à un sentiment d'appartenance au territoire commun, à l'entretien de celui-ci.

L'identité du territoire dépend en grande partie du travail des agriculteurs. Le monde agricole a forgé des spécificités locales et une qualité du cadre de vie à travers le modelage de paysages diversifiés et un modèle de vie où l'agriculture et l'élevage ont une place importante de part :

- ✂ des structures qui ont su maintenir un parcellaire à taille humaine
- ✂ des productions et des produits agricoles reconnus et de qualité
- ✂ un cadre de vie où il fait bon vivre

Cette identité du territoire rural est le lien, le ciment entre les habitants. C'est aussi une identité qui évolue tout au long de l'année au fil des saisons. L'agriculture donne une personnalité au territoire. A travers la volonté de renforcer ces spécificités, les actions agricoles envisagées aident à maintenir des valeurs communes. Elles accentuent l'image d'un territoire innovant, volontaire et tonique.

➤ L'image correcte du Gâtinais

Sur le secteur du Gâtinais il semblerait que les agriculteurs soient mieux perçus que sur le secteur Beauce.

« Je pense que l'image est meilleure à l'Est du Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais plutôt qu'en Beauce. » (Entretien n°4 : perception du développement durable)

Pour un agriculteur : *« J'espère que l'image est excellente, je suis optimiste. Je n'ai pas l'impression que nous sommes d'un autre monde. »* (Entretien n°53 : auto évaluation).

Le territoire dispose de caractéristiques :

- ✂ Milieu plus diversifié : élevages bovins, ovins, caprins. L'élevage est vecteur de communication
- ✂ Agriculteurs intégrés au paysage : participation à son entretien, à la vie locale.

Toutefois, nous retrouvons un discours nuancé : *« Je pense que l'opinion est bonne. Oui, ici nous sommes intégrés au paysage. Les communes sont encore rurales et tout le monde se connaît. Mais elle ne s'améliore pas forcément avec le temps. Parfois à cause d'une minorité d'entre nous. »* (Entretien n°2 : auto-évaluation)

➤ Un monde intégré au territoire

L'agriculture est l'un des secteurs économiques principaux du Pays. Elle contribue fortement à l'économie avec 1 500 emplois directs générés par l'agriculture, soit 6 à 7% de l'emploi total du Pays.

Mais il faut également ajouter les emplois induits par les entreprises agroalimentaires et les autres activités para-agricoles. Ce sont au total 3 250 emplois sur le territoire.

⁶⁰ Michel Bamier

Cela se traduit par des emplois sur les exploitations agricoles (ouvriers, agriculteurs) mais aussi par des emplois induits (organismes para agricoles). Toute une population gravite autour de ce secteur : transports, fret, assurance, banque, groupement agricole, conseil...

« Le monde agricole permet la création d'emploi induits. Il y a plusieurs infrastructures sur le territoire en lien avec le monde agricole. La vie locale est plus active, il y a une meilleure reconnaissance du métier d'agriculteur. » (Entretien 73 : contraintes et potentiels de l'agriculture)

Sur le territoire, les agriculteurs communiquent à leur échelle avec la population. Cela permet de nuancer l'image négative et maintenir des liens avec la population souvent néo-rurale. Cela passe par des échanges entre voisins... les agriculteurs prennent le temps d'expliquer à la population leur métier, leurs actions...

Synthèse :

Selon les agriculteurs, leurs exploitations dégagent globalement un revenu suffisant, variable en fonction des objectifs fixés.

Les techniciens des coopératives agricoles apportent une aide pour le suivi des cultures. Le CER, quant à lui, est l'organisme de conseil pour la gestion comptable de l'exploitation.

Le métier d'agriculteur a considérablement évolué. Alors qu'il était synonyme d'une certaine liberté, il est aujourd'hui dépendant des contraintes administratives liées à la conditionnalité.

A l'avenir, les agriculteurs pensent qu'il y aura d'avantage de contraintes environnementales, de contrôles, de normes à respecter. La fluctuation des prix est également génératrice de stress car ils ne connaissent pas le prix de vente de leurs productions au moment de l'implantation des cultures. Ils sont nombreux à évoquer la perspective d'une augmentation de la taille des exploitations.

Selon, eux, l'activité agricole est diversement perçue par les habitants, selon qu'ils résident en Beauce ou en Gâtinais. Dans le premier cas, elle est synonyme de pollution, irrigation, gros matériel tandis que dans le second, elle est intégrée au paysage, participe à la vie du milieu rural.

3.3 Les questions émergentes

Plusieurs sujets ont été évoqués par tous les agriculteurs durant les entretiens. Ces thèmes récurrents montrent les problématiques ressenties par les agriculteurs : isolement, poids des contraintes, emploi, communication.

3.3.1 L'isolement

3.3.1.1 Les raisons de l'isolement

Beaucoup des agriculteurs ont maintenu des exploitations de taille moyenne (110 ha à 120ha). Ils n'ont, ainsi, pas eu besoin de travailler en commun pour l'achat de matériel. C'est cela qui explique une mentalité relativement individualiste.

Mais cela a aussi eu un impact sur le sentiment d'isolement chez les agriculteurs. En effet, la taille des parcelles augmentant, chacun travaille sur son exploitation. Cela ne facilite pas la communication.

Deux cas d'isolement existent :

☞ **Agriculteur ayant une petite exploitation** : achat de matériel individuellement. Il travaille seul sur son exploitation et ne fait pas appel au travail collectif. Selon l'un des agriculteurs : « *Il y a le revers de la médaille. C'est bien mais parfois on est seul, c'est lourd ça fait beaucoup de pression. A certaines périodes, le travail est dur, ce n'est pas facile psychologiquement pour tout faire.* » (Entretien n°39 : auto-évaluation)

☞ **Agriculteur ayant une grande exploitation** : peu de temps libre, d'où absence de contact avec les autres agriculteurs.

Le fait de travailler seul, entraîne la mécanisation de chaque exploitation. Pour certains, « *Il y a de la sur mécanisation poussée à l'extrême, pas assez de travail en commun. Il faut travailler en commun, on est gagnant.* » (Entretien n°69 : Contraintes et potentiels de l'agriculture)

Les éleveurs, par exemple, surtout installé dans le Gâtinais, travaillent en commun lorsqu'ils en ont besoin.

En Beauce, ils ne travaillent pas ensemble. Dans le cas contraire il y a un sentiment d'échec de leurs parts.

« *Les petites exploitations ne resteront pas. Avant, on vivait sur peu, encore aujourd'hui mais cela a tendance à augmenter. Il y a une vision des agriculteurs assez esseulés il n'y a pas de dialogue avec les voisins il faudrait expliquer ce qu'on fait, les actions, pourquoi.* » (Entretien n°69 : contraintes et potentiels de l'agriculture)

Les remembrements successifs ont contribué à l'agrandissement des parcelles. Cela a également été vecteur d'isolement. Lorsque les agriculteurs travaillent leurs parcelles, ils sont seuls sur de grandes étendues. Avant la taille restreinte de ces dernières favorisait les échanges. Nous pouvons rappeler que l'isolement est un facteur de suicide, mais sujet tabou.

Par exemple, le taux de suicide chez les exploitants agricoles est trois fois plus élevé que chez les cadres.⁶¹

3.3.1.2 La lutte contre l'isolement

Pour essayer lutter contre l'isolement plusieurs propositions ont été évoquées :

✂ **Diversifier les activités** : essayer de mettre en place de nouvelles productions pour palier l'isolement. Pour l'un des agriculteurs cela se traduit par : « *Nous essayons de diversifier les cultures, ainsi nous travaillons avec d'avantage de personnes, nous avons des échanges.* » (entretien n° 16 auto-évaluation)

✂ **Développer la pluriactivité** : avoir une autre activité lorsque cela est possible permet de rencontrer d'autres personnes. Selon l'un des agriculteurs : « *Travailler ailleurs permet de voir autre chose, d'avoir des contacts.* » (Entretien n° 33 : auto-évaluation)

✂ **Séparer travail et loisirs** : essayer de cloisonner les activités liées à l'exploitation agricole et aux activités autres. « *Je suis seul par volonté sur l'exploitation comme ça je gère tout. Mais je fais autre chose le week-end pour couper, sinon je serais toujours sur la ferme.* » (Entretien n° 35 : perception du développement durable)

✂ **Travailler en commun** : Se regrouper pour le travail : CUMA, copropriété, entraide... permet de rencontrer d'autres agriculteurs, de palier à l'isolement. L'un des agriculteurs dit : « *J'ai d'autres activités extérieures, je vois du monde, je suis dans des associations. Je travaille beaucoup avec les autres en CUMA pour le matériel* » (Entretien n°60 : contraintes et potentiels de l'agriculture).

Il faut pour cela une évolution des mentalités. Les agriculteurs qui étaient autrefois la majorité de la population, sont aujourd'hui moins de 5% de la population. C'est une minorité parmi d'autres minorités. Ainsi un sentiment d'isolement est apparu.

3.3.2 Le poids des contraintes

3.3.2.1 Les contraintes environnementales liées à la réglementation

Pour beaucoup d'agriculteurs les contraintes liées à l'environnement, à la PAC sont des facteurs contraignants.

Les contraintes vécues par les agriculteurs, il est vrai, sont nombreuses et variées :

- ✂ Manque de visibilité économique à moyen terme,
- ✂ Excès de réglementations,
- ✂ Rapport de force déséquilibré avec l'aval de la production,
- ✂ Perte de référence vis-à-vis de la société,
- ✂ Monde scientifique contesté et qui ne fait plus rêver,
- ✂ ONG anti-agriculteurs...

Elles amènent les agriculteurs à se poser des questions quant à la poursuite de leur métier, ou à l'installation future de leurs enfants.

⁶¹ Conclusion de la seule enquête officielle qui renseigne sur les suicides d'agriculteurs, réalisée par l'Institut de veille sanitaire (INVS), publiée en 2010 dans la Revue d'épidémiologie et de santé publique.

3.3.2.2 Le pessimisme

Comme nous l'avons vu, les contraintes administratives et environnementales augmentent. Cela augmente le pessimisme des agriculteurs. La notion de liberté tend à disparaître.

« Le métier d'agriculteur n'a plus rien à voir avec avant, je suis de moins en moins motivé et je ne suis pas le seul. Le problème c'est que l'on passe beaucoup trop de temps au bureau. Si c'était à refaire je me poserais la question. Il y a plein de contraintes c'est jamais fini. L'agriculture c'est de pire en pire quand on a fini d'un côté il faut recommencer de l'autre. Je ne communique pas, j'en ai marre de répondre aux questionnaires. On est plus maître de sa ferme. On ne maîtrise plus rien : il y a la PAC, les prix, la météo, la paperasse. » (Entretien n°48 : perception du développement durable)

Cette citation révèle un problème de plus en plus présent : les agriculteurs ont le sentiment de perdre de leur liberté qui rappelle le contribuable à l'un des atouts du métier.

Le discours véhiculé par les médias suit la même orientation. Par conséquent, la population, dans son ensemble, reprend ces images négatives non démenties par la profession agricole.

3.3.3 La cohabitation urbains / ruraux

La cohabitation entre urbains et ruraux peut être difficile. Le territoire est proche de Paris. Il y a une migration des ménages urbains en zones rurales dont le territoire d'étude.

L'insertion dans la vie rurale n'est pas toujours facile. En effet, ces derniers sont habitués aux services proposés en villes (transports, magasins...). Ils peuvent avoir des difficultés à accepter les pratiques agricoles.

Cela peut entraîner des incompréhensions entre les deux populations. Cela se traduit par des conflits lors de la moisson (poussière), des épandages (odeurs), de la circulation (lent, bruit), de l'irrigation (gaspillage)... comme nous l'avons vu précédemment, l'arrivée de nouveaux résidents peut conduire à une augmentation de la pression foncière. (Contraintes et potentiels)

3.3.4 L'emploi et le manque de main d'œuvre

Sur certaines exploitations, un manque de main-d'œuvre est ressenti ou le sera dans quelques temps. Il y a deux raisons principales :

✂ **Les exploitations de tailles moyennes** ne permettent pas d'embaucher un salarié supplémentaire.

Selon l'un des agriculteurs : *« Nous travaillons tous les deux sur la ferme mais s'il y avait une personne de plus, ce serait bien. Nous aurions besoin d'un temps plein en plus pour être moins débordés »*. (Entretien n°16 : auto-évaluation)

✂ **Les départs en retraite des parents : diminuera progressivement leur intervention au quotidien.**

« Mon père va partir en retraite : sur 240ha si je dois travailler seul se sera dur. Alors je ne sais pas, est-ce qu'il faudra embaucher un salarié, ce qui implique lui donner du travail la semaine, même si parfois je n'en ai pas besoin, et il n'est pas là le week-end par exemple »

en moisson. Ou alors je peux aussi travailler tout le temps, en augmentant la taille du matériel, faire d'autres cultures... pour l'instant je ne sais pas mais un salarié ce sera je pense en dernier ressort. » (Entretien n°2 : auto-évaluation)

Le nombre d'agriculteurs diminue ce qui entraîne inexorablement un déficit de main-d'œuvre. Comment y pallier ?

Les agriculteurs ont évoqué divers scénarios pour l'évolution de la main-d'œuvre :

✂ **Main d'œuvre familiale** : après le départ en retraite les parents continuent à travailler.

✂ **Embauche d'un salarié** : le salariat est peu développé comme nous l'avons vu précédemment. La gestion de main d'œuvre extérieure est encore peu développée. Cela oblige à planifier les tâches, et enlève une partie de « liberté », si importante pour les agriculteurs. De plus, c'est une charge économique pour une exploitation.

✂ **Travail en CUMA** : pour les agriculteurs, principalement localisés à l'Est du territoire, le recours à la CUMA est privilégié. Cela permet, d'investir dans du matériel de taille plus importante et plus performant qu'il serait difficile d'acquérir seul.

Un agriculteur a fait le choix de travailler en CUMA : *« J'ai une exploitation de moins de 90 ha. Elle ne permet pas d'investir dans de gros matériels. Grâce à la CUMA, je bénéficie de matériels performants. Le travail est facilité par un groupe soudé. »* (Entretien n°60 : contraintes et potentiels de l'agriculture)

✂ **Travail en co-propriété, entraide** : pour les agriculteurs c'est la possibilité de travailler à 2 ou plus. Il s'agit la plupart du temps de travail entre voisins. Les récoltes se font à plusieurs.

Pour l'un des agriculteurs : *« Nous achetons du matériel, on s'entraide. Cela permet d'avoir du matériel de qualité. Nous réalisons les travaux agricoles ensemble »* (Entretien n°61 : contraintes et potentiels de l'agriculture)

✂ **Travail par Entreprise de Travaux Agricole (ETA)** : certaines exploitations agricoles font appel à l'ETA pour les travaux de l'exploitation. Cela peut se traduire par la récolte de certaines cultures (arrachage des betteraves, moissons), mais également par tout ou parti des travaux culturels de l'exploitation.

Pour l'un des agriculteur : *« la récolte des betteraves est effectuée par une entreprise car le matériel a un coût élevé et cela me dégage du temps. »* (Entretien n°37 : Auto-évaluation)

3.3.5 La communication vers le grand public

3.3.5.1 Les destinataires

Sur le territoire de l'étude les agriculteurs communiquent avec diverses populations non agricoles. Ce sont principalement :

- ✂ la famille, les voisins et les amis pour 21 agriculteurs,
- ✂ lors des manifestations agricoles pour 11 agriculteurs,
- ✂ lors des portes ouvertes des coopératives pour 3 d'entre eux.

Familiale, amicale, villageoise, rurale, à l'origine, la communication agricole va devoir renaître avec l'aide des nouvelles technologies, de l'information et de la

communication. Elle devra associer l'espace global et la relation de proximité ; la communication d'image et les relations humaines.⁶²

3.3.5.2 *L'univers agricole et rural ne communique pas de manière efficace*

Publié dans le livre Blanc en 2006, « la communication agricole vers le grand public », l'agriculture ne communique pas de manière efficace. Plusieurs raisons peuvent expliquer le manque d'efficacité :

✂ La communication de crise, sans anticipation, place l'agriculture sur le plan défensif et donne une image déformée de la réalité comme dans l'affaire de la grippe aviaire, avec des conséquences économiques importantes sur le revenu et l'image des producteurs. En matière de crise, les médias sont considérés comme un « facteur aggravant ».

Le premier communiqué ou article est essentiel. Bien géré, il évite l'effet «tâche d'huile». A contrario, une mauvaise gestion en tout début de crise est difficilement rattrapable. Autre point fondamental : il faut garder le même discours tout au long de la crise, et s'y tenir (ce qui renvoie à l'absolue nécessité d'avoir dès le départ choisi sa ligne de communication).

Dans le secteur agricole et alimentaire, certains thèmes sont potentiellement source de crise :

- Les OGM
- Les farines animales
- Les atteintes à l'environnement
- Les produits phytosanitaires, les fertilisants

✂ Les actions de communication globale ont été trop souvent centrées sur l'événementiel et perçues comme des coups médiatiques sympathiques et sans lendemain comme l'opération de la Grande Moisson des jeunes agriculteur sur les Champs-Élysées.

✂ Beaucoup d'actions, y compris locales, (La Route du Blé en Beauce par exemple pour mais sans les agriculteurs) sont mises en place chaque année sur le territoire sans ligne stratégique, sans coordination et restent sans suite ce qui décourage les agriculteurs à les renouveler ou à s'y impliquer, ce qui pose des problèmes de lisibilité, de visibilité, de légitimité, voire d'acceptabilité par l'opinion.

Nous observons un décalage entre un secteur qui demande beaucoup de savoir faire en matière de gestion (exploitation, culture, administratif, réglementation...) et une gestion de la communication qui reste impensée, incohérente. Les actions sont menées individuellement, ce qui supprime l'effet escompté. Il y a une absence de stratégie commune de la part du monde agricole.

3.3.5.3 *Les outils de communications*

Le monde agricole doit se réapproprier la communication.
Aujourd'hui, « À la télévision la population voit les agriculteurs atypiques, ces sont des stéréotypes. Il y a un déficit d'image. Il faut se réapproprier la communication, la reconstruire. » (Entretien n°73 : contraintes et potentiels de l'agriculture)

⁶² La communication agricole vers le grand public, Livre Blanc, juin 2006

➤ Le fonds de communication agricole

Il a été créé en 1999 par la loi d'orientation.⁶³ Dans l'immédiat, un certain nombre d'études préalables ont permis de faire le bilan de l'existant et de lancer des propositions.

Deux cibles ont été identifiées :

- ✂ les français de plus de 40 ans qui connaissent ou connaissaient l'agriculture,
- ✂ les moins de 40 ans, qui ne la connaissent plus.

Les bilans qui ressortent sont les suivants : le grand public ne comprend pas les « mots » de l'agriculture. Quand l'agriculture parle au grand public, ses portes paroles ne sont pas considérées comme objectifs, enfin, ce secteur apparaît comme extrêmement complexe pour une bonne partie de l'opinion.

Alors sur quoi communiquer ? Plusieurs pistes apparaissent : le bien être, le mode de vie rural, l'esthétique... Or, ce type de contenu de message s'intéresse à la « forme », et non pas au fond : ne faut-il pas communiquer plutôt sur la réalité l'agriculteur lui-même (en évitant de trop insister sur le métier) ? D'autre part, il existe un risque à vouloir trop embellir les choses : il existe un certain nombre de problèmes, liés principalement à l'environnement, qui devront être résolus avant de parler d'une agriculture synonyme de « bien être » par exemple.⁶⁴

➤ La publicité

Quelle est aujourd'hui l'image de l'agriculture que véhicule la publicité ?

	Années 80	Années 90	Années 2000
Image de l'agriculture	Rassurante, De bon sens	Symbole de savoir, Hommes et femmes intégrés à un environnement rassurant	« Has been » Dépassés

Face à cet état de fait, la profession agricole n'a pour l'instant pas réagi, et n'a pas su se construire une image. Ainsi, c'est la filière aval (grandes surfaces) qui s'est approprié l'image rassurante de l'agriculteur, à des fins marketings.

L'agriculture n'a plus d'emblème fédérateur, et n'a pas de rôle reconnu. C'est un secteur plutôt déstructuré, qui a perdu sa légitimité. Pour communiquer efficacement notamment via la publicité, le secteur agricole devra choisir le rôle qu'il souhaite mettre en valeur auprès de la société :

- ✂ social, voire écologique
- ✂ santé publique ?

(Par exemple, les artisans ont choisi : ils communiquent sur leur rôle économique). Il est évident que l'agriculture a aujourd'hui plusieurs rôles à jouer, mais elle doit communiquer seulement sur l'un d'entre eux jugé important, ceci pour véhiculer un message clair et plus facilement identifiable et assimilable par l'opinion publique.

⁶³ Abondé à hauteur de 2 millions d'euros, le fonds dispose désormais d'une structure juridique autour d'un établissement public créé par la loi sur le développement des territoires ruraux pour fonctionner. Mais il est prévu que de nombreuses opérations locales puissent être portées au niveau national.

⁶⁴ Communiquer l'agriculture : un outil pour les agriculteurs, Commission « agriculture et communication », Présidée par Sandrine SIMONNOT et Jean-François COLOMER

Le constat est d'autant plus dur que les indicateurs sont au rouge pour la plupart :

- ✂ la force politique des agriculteurs a largement diminué (au Parlement par exemple),
- ✂ l'électorat agricole diminue relativement au reste des autres professions,
- ✂ les impacts écologiques de l'agriculture sont de plus en plus mis en avant (notamment sur l'eau),
- ✂ les références de la société sont largement urbaines,
- ✂ le rythme de vie de la majorité des gens (rapidité, urgence, RTT) n'est plus celui de l'agriculture (très liée aux rythmes naturels, aux saisons, au climat).⁶⁵

3.3.6 Les organismes agricoles

Certaines actions existent néanmoins, comme l'opération entreprise par la coopérative de Boisseaux. Le but est de ramasser et collecter l'ensemble des déchets jetés dans les champs à proximité des voies de communication par des consommateurs.

Selon l'un des agriculteurs, « Nous les JA nous ne sommes pas assez nombreux pour que la communication ait assez d'impact. On met en place des actions de communication, comme le marché place du Martroi à Orléans mais ce n'est pas assez. »

Aujourd'hui, les agriculteurs ne fabriquent ni ne contrôlent l'image diffusée de leur métier. Il existe sur le territoire des organismes, des syndicats qui le font pour eux. Sur le territoire du Pays BGP, les JA45, la FDSEA, les coopératives sont présentes. Des actions de communications sont mises en place mais encore souvent insuffisantes. (Entretien auto-évaluation de l'activité agricole)

3.3.7 Le débat public

L'assemblée générale de Farre (Forum de l'agriculture raisonnée respectueuse de l'environnement) a décidé de mettre en place une opération de communication qui aura lieu au printemps avec pour thème « Agriculture : le vrai procès ». Ce communiqué a été publié le mercredi 29 juin 2011 à 17h53.

Il s'agit de répondre aux différentes campagnes médiatiques qui accusent l'agriculture de détruire l'environnement, de surexploiter les ressources naturelles, voire de menacer le vivant.

« Cet échange a pour objectif de mettre le monde agricole face à ses accusateurs et d'étayer les faits le plus objectivement possible, annonce Farre. S'inspirant des étapes d'un procès, il se déroulera en trois temps. »

Toutes les étapes seront filmées, retransmises en ligne et les conclusions seront rendues publiques. La chronique de ce « procès » sera même publiée. Afin de recenser les griefs que la société nourrit à l'encontre de l'agriculture, il y aura :

- ✂ 1 : une « consultation publique », via un blog spécifique.
- ✂ 2 : toutes les parties prenantes pourront faire valoir leur point de vue au cours de l'« instruction ».
- ✂ 3 : « une audience et des débats contradictoires » amèneront aux conclusions prononcées par un jury composé d'étudiants et présidé par Erik Orsena.⁶⁶⁶⁷

⁶⁵ SAF agriculteurs de France - Commission communication - 2004 /2005 -

Synthèse :

Les agriculteurs se sentent isolés : l'augmentation de la taille des parcelles et des exploitations entraînant une diminution des échanges.

L'achat de matériels performants ne favorise pas l'entraide entre exploitants et va à l'encontre de « travailler ensemble ». Selon eux, pour éviter ce risque d'isolement il faudrait diversifier les cultures, être pluriactif, séparer travail et loisirs, travailler en commun.

Ils évoquent aussi le problème de main-d'œuvre : il va y avoir un départ en retraite des parents, certaines exploitations ne peuvent pas embaucher de salariés.

Le poids des contraintes conduit à un développement du pessimisme (administratives, réglementaires, prix de vente)

Aujourd'hui, nous observons un décalage dans le temps entre « l'image que l'on se fait de l'agriculture » (qui n'a pas évolué depuis des décennies) et la réalité du métier d'agriculteurs à travers l'évolution de ses techniques. Il y a un manque de reconnaissance. La communication n'est pas fédérée : médias et émissions sur l'agriculture suscitent souvent des réactions agressives. (Pesticides dans les aliments)

Les agriculteurs ont de plus en plus un réflexe défensif.

Il y a un fossé entre les attentes sociétales et le monde agricole.

Il y a un déficit d'information émanant directement des agriculteurs. Les organismes para-agricoles ne communiquent de concert. Les actions sont locales.

La cohabitation urbain-ruraux est ressentie : incompréhension des nonulations.

Nous allons à présent comparer l'opinion des jeunes et de la population du territoire du Pithiverais par rapport au métier d'agriculteur.

⁶⁶ <http://www.lafranceagricole.fr/actualite-agricole/image-de-l-agriculture-farre-souhaite-mettre-en-place-un-proces-equitable-45026.html>

⁶⁷ Vice Président du Réseau FARM, romancier et académicien français

3.4 La perception de l'agriculture par la population

Les métiers de l'agriculture souffrent auprès du grand public d'une faible attractivité et d'une image en décalage avec les réalités du marché. C'est le constat fait par le Baromètre de l'agriculture BVA-Groupe France Agricole de février 2009.

Selon ce sondage, plus de deux français sur trois déclarent n'avoir jamais envisagé travailler dans les secteurs liés au monde agricole. Les métiers liés à la production agricole (culture, élevage, etc.) et ceux de l'agroéquipement (machinisme) sont les moins attractifs, avec respectivement 7% et 1% des suffrages.

Le déficit d'image et de notoriété est plus marqué chez les jeunes : seuls 35% des élèves/étudiants interrogés seraient intéressés pour recevoir des informations sur les métiers et les formations dans les secteurs agricoles, contre 55% dans la population en général. «Globalement, les plus jeunes révèlent une connaissance plus faible des métiers liés au monde agricole, des perceptions plus floues et un désintérêt plus prononcé que les Français en général», commente l'étude.

La fracture constatée n'est pas seulement générationnelle, elle est aussi territoriale. L'intérêt pour les métiers agricoles est plus faible dans les zones urbaines importantes : dans les agglomérations de plus de 100.000 habitants, ils sont 26% à avoir pensé travailler dans un des secteurs du monde agricole (agriculture, services, agroalimentaire, agroéquipement, secteur paysager), contre 33% pour les français en général. Dans ces mêmes villes, ils sont 39% à penser que l'agriculture offre comparativement aux autres secteurs de nombreux emplois salariés, contre 47% sur l'ensemble de la population.

Selon l'étude, «cette faible attractivité contraste avec la réalité du marché et les opportunités qu'offre le monde agricole». Les métiers agricoles représentent près de 900.000 emplois en France. Le machinisme et le matériel agricole plus 40.000 emplois. «Ces secteurs dynamiques sont aujourd'hui en sous-effectif chronique, avec par exemple environ 5.000 emplois non pourvus dans le seul secteur de l'agroéquipement», explique l'étude.

Au vu des résultats de l'enquête, les français semblent mal connaître les formations qui mènent aux métiers de l'agriculture: 78% avouent les ignorer. Moins de 16% des élèves/étudiants déclarent les connaître. Un résultat qui illustre la faiblesse des passerelles entre l'enseignement général, professionnel et agricole.

A peine, un tiers des français évalue correctement le taux d'insertion professionnelle lié aux formations agricoles. A l'issue d'une formation agricole, il dépasse 85% et il est de 95% dans l'enseignement supérieur. «Des niveaux bien supérieurs à ceux de l'enseignement général», rappelle l'étude.

Par ailleurs, les Français restent marqués par une image archaïque de l'agriculture. Plus de 80% des Français mentionnent la biologie et 75% la nutrition comme les compétences nécessaires aux métiers du monde agricole. Moins de la moitié évoquent le marketing (46%) et l'électronique (37%). Parmi les 25-34 ans, ils sont seulement 25% à considérer que les métiers du monde agricole font appel à l'électronique.

Le grand public a souvent une perception déformée de la réalité du métier des agriculteurs. Même les personnes issues du monde rural peuvent mal connaître les évolutions de l'agriculture. Quant à la jeune génération, elle a des difficultés à faire le lien entre les produits issus de la ferme et leur alimentation quotidienne.

Producteurs des denrées alimentaires, les agriculteurs, bien que victimes depuis des années des idées préconçues, sont très souvent soucieux de la santé des consommateurs et donc de la qualité de leurs produits.

Afin de vérifier la nature de l'image de l'agriculture et des agriculteurs auprès de la population en 2011 et au niveau de notre territoire, une étude par questionnaires a été réalisée. Plusieurs critères ont guidé les lieux de diffusion des questionnaires : interroger des jeunes et des adultes, des personnes domiciliées en milieu rural et en milieu urbain. Cette partie présente les résultats de l'enquête. Les caractéristiques des personnes interrogées sont rappelées avant d'aborder les images dominantes.

3.4.1 Les caractéristiques des populations interrogées

Rappelons que les questionnaires ont été distribués auprès de deux populations : les jeunes et la population.

3.4.1.1 Les jeunes

Un écart d'âge important

L'âge des jeunes interrogés est compris entre 14 et 21 ans. 61,1 % sont âgés de 14 à 17 ans.

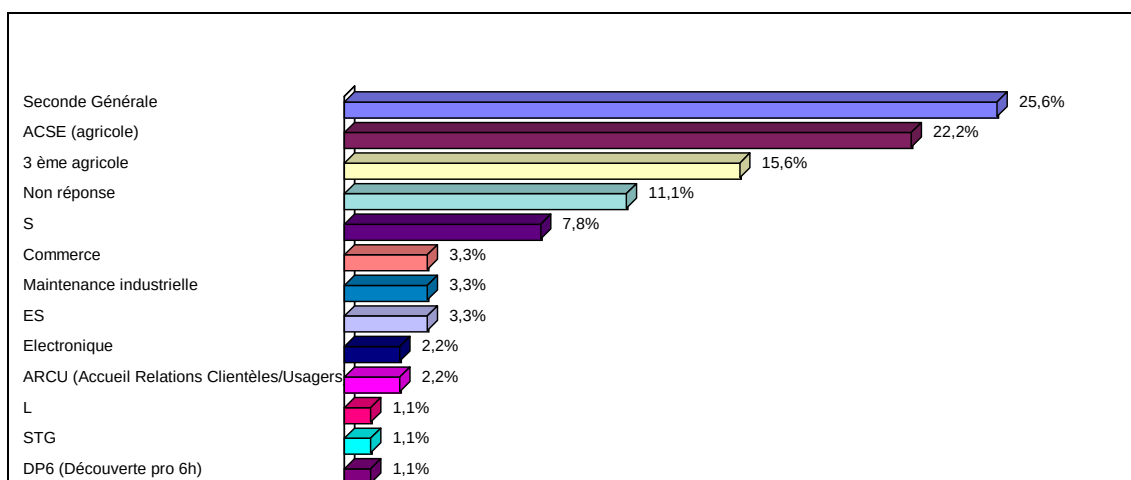
Figure 3-10 : Age des étudiants ayant répondu au questionnaire

	Nb. Cit	Fréq.	Cumulé croissant
14	2	2,20%	2,2%
15	17	18,90%	21,1%
16	25	27,8%	48,9%
17	11	12,20%	61,1%
18	17	18,90%	80,0%
19	13	14,40%	94,4%
20	3	3,30%	97,7%
21 et +	2	2,20%	100%
TOTAL	90	100%	

Nb : la question est à réponse unique d'où un total de 90 réponses.

Le parcours scolaire suivi

Figure 3-11 : Option des parcours scolaires



Les jeunes ayant pour la plupart répondu sont en formation :

- ☞ Générale ou professionnelle pour 51 %
- ☞ Agricole pour 37,8 %

La domiciliation des jeunes

Les principales communes sont : Pithiviers, Malesherbes, Beaune-la-Rolande, Dadonville, Nancray-sur-Rimarde, Orléans), Pithiviers-le-Vieil et Puiseaux. La majeure partie des jeunes soit 63,3 % vivent sur le territoire depuis plus de 10 ans.

3.4.1.2 La population du Pithiverais

L'âge des personnes

78,7 % des personnes ayant participé au questionnaire sont âgées de 36 à + de 55 ans.

Figure 3-12 : l'âge de la population ayant répondu au questionnaire

	Nb. Cit	Fréq.	Cumulé décroissant
Non réponse	1	2,1%	100,0%
- 25 ans	2	4,3%	97,9%
25/35 ans	7	14,9%	93,6%
36/45 ans	14	29,8%	78,7%
46/55 ans	8	17,0%	48,9%
+ 55 ans	15	31,9%	31,9%
TOTAL	47	100%	

La formation de la population

Près de la moitié de la population soit 42,2 % ont suivi une formation initiale.

Figure 3-13 : Formation suivie par la population

	Nb. cit.	Fréq.
Initial	20	42,6%
Continu	15	31,9%
Non réponse	12	25,5%
TOTAL CIT.	47	100%

25,5 % de l'échantillon n'a pas répondu à la question.

L'Etat civil

Figure 3-14 : Etat civil de des personnes questionnées

	Nb. cit.	Fréq.
Célibataire	9	19,1%
en union libre	6	12,8%
marié	29	61,7%
autre	3	6,4%
TOTAL CIT.	47	100%

61,7 % des personnes ayant répondu au questionnaire sont mariés. 6,4 % n'ont pas précisé leur statut.

Figure 3-15 : L'activité professionnelle de la population

Le type de résidence

53,2% des personnes sont originaires du Pithiverais

Figure 3-16 : Le lieu de résidence de la population

	Nb. cit.	Fréq.
Maison	42	89,4%
HLM	1	2,1%
autre	3	6,4%
Non réponse	1	2,1%
TOTAL CIT.	47	100%

Il apparaît également que sur l'ensemble de l'échantillon 89,4 % de la population habitent en maison. Parmi celles-ci 29 sont propriétaires et 12 locataires. 1 habite en HLM et 3 n'ont pas précisé.

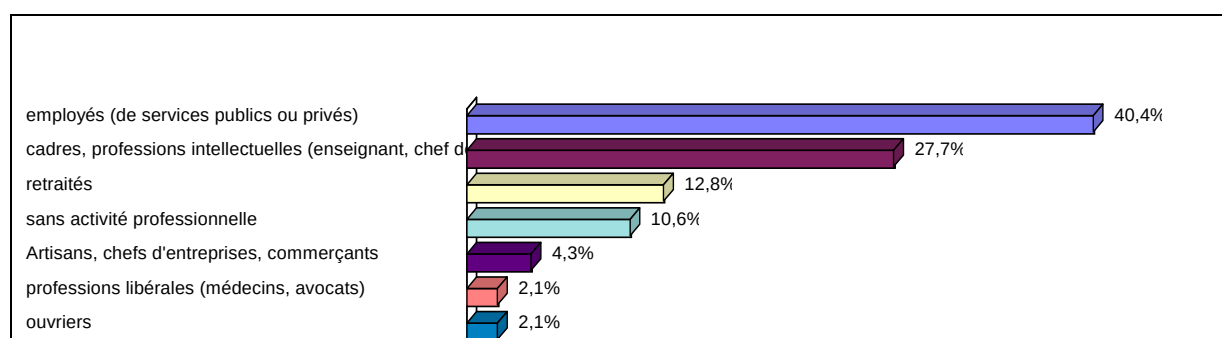
Nous allons à présent nous concentrer sur l'image de l'agriculture. Pour cela nous nous appuierons sur plusieurs thématiques. Tout d'abord, nous mettrons en évidence les liens des deux échantillons avec l'agriculture (amis, famille...), puis nous définirons s'ils connaissent le métier de ces personnes.

Enfin, nous déclinerons d'une part les relations entretenues entre les échantillons et les agriculteurs et d'autre part la perception qu'ils se font des agriculteurs. Les personnes ayant répondu au questionnaire étaient salariés, cadres, ouvriers, retraités.

72,3% des questionnés travaillent sur le Pithiverais, ce qui représente 34 personnes.

La profession

Nous pouvons observer que 40,4 % des personnes ayant répondues sont des employés.



Les ouvriers et les professions libérales représentent chacun 2,1 % de la population enquêtée.

3.4.2 L'opinion des populations

3.4.2.1 Les liens entretenus avec l'agriculture

Quels liens entretiennent les jeunes et la population du Pithiverais avec le monde agricole ? C'est ce que nous allons essayer de définir ici.

Figure 3-17 : Les jeunes et la population entretiennent-ils des liens avec le monde agricole ?

Les Jeunes

	Nb. cit.	Fréq.
Oui	57	64,0%
Non	29	32,6%
Non réponse	3	3,4%
TOTAL CIT.	89	100%

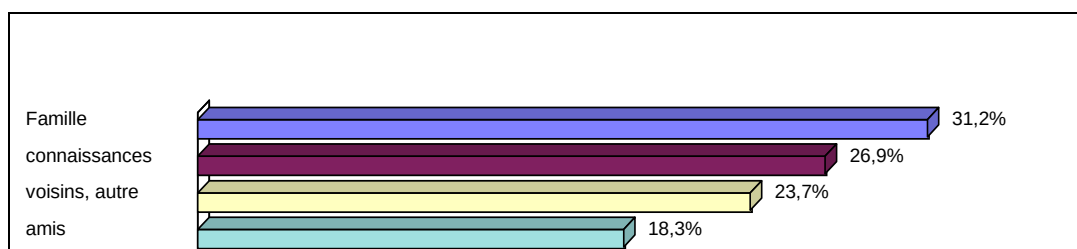
La Population

	Nb. cit.	Fréq.
Oui	35	74,5%
Non	12	25,5%
TOTAL CIT.	47	100%

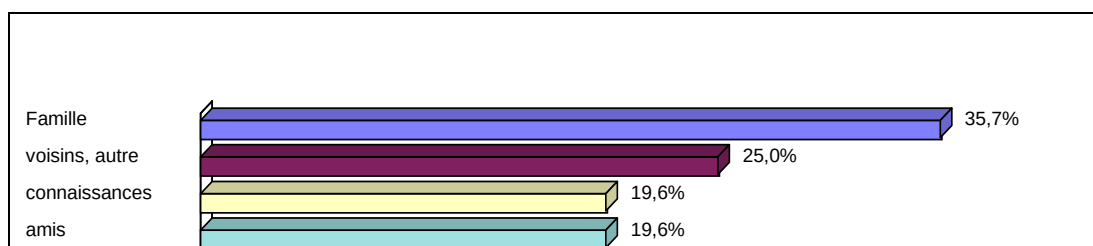
Nous pouvons observer sur le territoire que 64 % des jeunes disent avoir des liens avec les agriculteurs. La population en revanche est à 74,5 % encore attachée au monde agricole. Mais qui sont les personnes avec lesquelles les deux échantillons ont des relations ?

Figure 3-18 : Les liens entretenus entre les jeunes et les agriculteurs

Les Jeunes



La Population



Nous pouvons observer dans les deux cas que les relations sont principalement dues à la famille. En effet, 31,2 % des jeunes et 35,7 % de la population ont coché la case de la famille.

Dans les deux cas, également, le critère des « amis » est le plus faible avec 18,3 % de réponses pour les jeunes et 19,6 % pour la population au même titre que les connaissances.

3.4.2.2 Le métier des actifs agricoles

Le monde agricole regroupe divers métiers. Nous avons alors demandé aux deux échantillons s'ils connaissaient la profession de ces personnes.

Les échantillons connaissent-ils la profession des actifs agricole ?

Figure 3-19 : Connaissez-vous la profession des actifs agricoles

Les jeunes

	Nb. cit.	Fréq.
Oui	54	90,0%
Non	4	6,7%
Non réponse	2	3,3%
TOTAL CIT.	60	100%

La Population

	Nb. cit.	Fréq.
Oui	33	94,3%
Non	1	2,9%
Non réponse	1	2,9%
TOTAL CIT.	35	100%

Cette question est comptabilisée sur le total des personnes ayant répondues « oui » à la question « lien avec l'agriculture ».

Il semble que, dans les deux cas, les jeunes et la population connaissent la profession des actifs agricoles. En effet, 90 % des jeunes et 94,3 % de la population ont répondu « oui » à cette question.

Nous allons à présent définir le métier des différents actifs agricoles.

La profession des actifs agricoles

Figure 3-20 : Le métier des actifs agricoles

Les Jeunes

	Nb. cit.	Fréq.
Agriculteur	48	62,3%
salarié	9	11,7%
saisonnier	5	6,5%
employé d'un organisme agricole	8	10,4%
autre	7	9,1%
TOTAL CIT.	77	100%

La Population

	Nb. cit.	Fréq.
Agriculteur	31	72,1%
salarié	7	16,3%
employé d'un organisme agrico	3	7,0%
autre	2	4,7%
TOTAL CIT.	43	100%

Nous notons que, dans les deux cas présents, le statut « agriculteur » est le plus cité. Cela se traduit par 62,3 % pour les jeunes et 72,3 % pour la population. Nous pouvons également observer que le plus faible taux chez les « jeunes » est « saisonniers » pour 6,5 % et que la population n'en connaît aucun.

3.4.2.3 Les agriculteurs et la double activité

Le taux de double activité sur le territoire

Figure 3-21 : Les agriculteurs et la double activité

	Femme	Homme
Les Jeunes	8,60%	18,20%
La Population	12,50%	25%

Nous pouvons noter que la population connaît peu d'agriculteurs (trices) doubles actifs

L'activité des agriculteurs

Figure 3-22 : Si l'agriculteur est double actif, quel est son autre métier ?

	Jeunes		Population	
	Nb. Cit	Fréq.	Nb. Cit	Fréq.
Artisan, chef d'entreprise, commerçant	3	25,0%	1	11,1%
Employé	1	8,3%	0	0,0%
Ouvrier	5	41,7%	5	55,6%
Profession libérale	0	0,0%	1	11,1%
Cadre, profession intellectuelle	0	0,0%	2	22,2%
Autre (élu)	1	8,3%	0	0,0%
Non réponse	2	16,7%	0	0,0%
TOTAL	12	100%	9	100%

Nous pouvons observer que dans les deux échantillons soit 41,7 % et 55,6 % (jeunes et population), les agriculteurs connus doubles actifs sont des ouvriers.

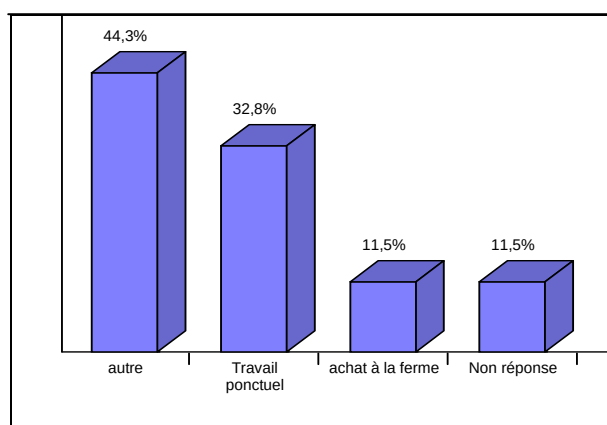
Le plus faible taux chez les jeunes est les employés et les « autre » pour 8,3. La population quant à elle connaît peu d'agriculteur artisan commerçant ou ayant une profession libérale (11,1 %).

3.4.2.4 Les relations des jeunes et de la population avec les agriculteurs

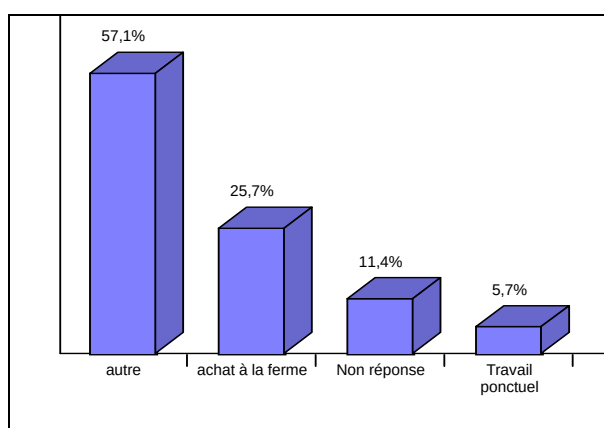
Les personnes disent avoir des relations avec le monde agricoles mais la plupart n'ont pas précisé lesquelles. Pour les autres il s'agit d'achat à la ferme ou de travail ponctuel.

Figure 3-23 : Relation des jeunes et de la population avec les agriculteurs

Les Jeunes



La Population



Dans les deux échantillons, le critère « autre » est le plus cité. Il s'agit pour 44,3% des jeunes et 57,1% de la population de la première considération. Il semble que la question n'est pas été suffisamment bien ciblée.

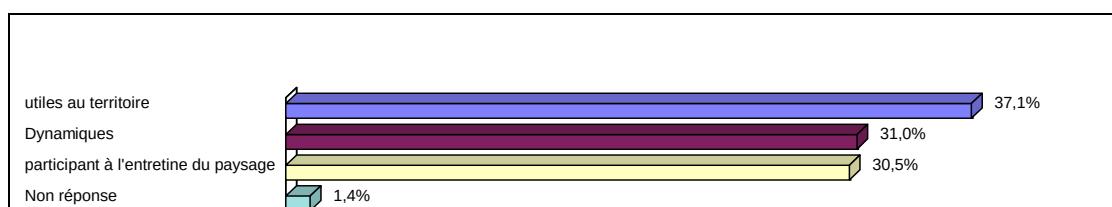
Nous pouvons noter que 32,8 % des jeunes effectuent des travaux saisonniers chez les agriculteurs. A l'opposé, 5,7 % de la population dit y travailler ponctuellement.

3.4.2.5 La perception des agriculteurs

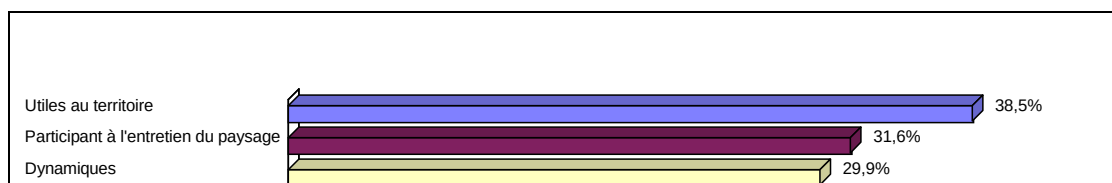
L'image de l'agriculture est variable selon les populations.

Figure 3-24 : La perception des agriculteurs du Pithiverais

Les Jeunes



La Population



Le sentiment des deux échantillons soit 37,1% des jeunes et 38,5 % de la population est que les agriculteurs sont « utiles au territoire ». Cela se traduit par des actions comme l'entretien des haies ou des accotements. Les agriculteurs favorisent également le dynamisme du territoire à travers les actions qu'ils mettent en place.

La différence intervient sur les deux critères suivants.

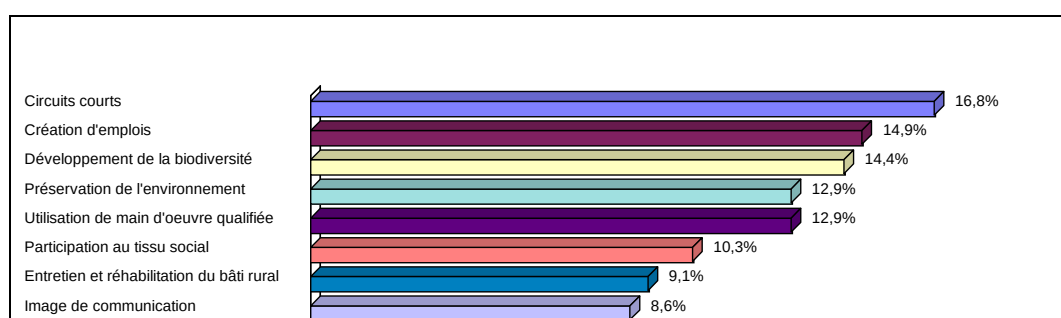
- Les jeunes pensent pour 31% que les agriculteurs sont dynamiques, tandis que
- La population pense pour 31,6% que les agriculteurs participent à l'entretien du paysage.

Nous pouvons noter, néanmoins, que les écarts sont faibles. La différence est également minime dans le troisième rang.

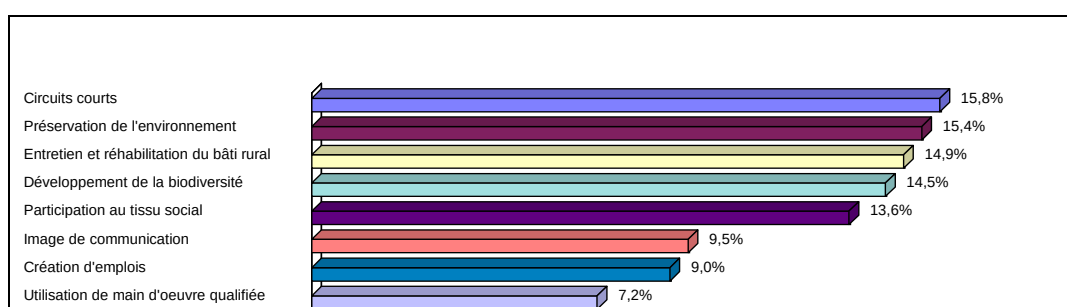
3.4.2.6 L'importance de l'activité agricole sur le territoire du Pithiverais

Figure 3-25 : Importance de l'activité agricole sur le territoire du Pithiverais

Les Jeunes



La Population



Pour les deux échantillons, la principale action mise en place par les agriculteurs est le circuit court. En effet, cela représente 16,8% des réponses des jeunes et 15,8 % pour la population.

A l'opposé, 8,6% des jeunes pensent que les agriculteurs du territoire n'ont pas une image positive et ne communiquent pas assez.

La population quant à elle pense à 7,2 % que l'agriculture n'utilise pas assez de main d'œuvre qualifiée.

Les résultats présentés semblent assez en contradiction de l'image que les agriculteurs avaient d'eux-mêmes.

Pour la population comme pour les jeunes, le monde agricole a 3 fonctions qui reprennent les critères du développement durable.

Figure 3-26 : Tableau récapitulatif de la perception des populations

Economique	Sociale	Environnementale
Produire des biens Alimentaires ou non alimentaires Fournir de l'emploi direct (à l'agriculteur, sa famille, éventuellement des salariés ou des saisonniers) et indirect (dans la filière de transformation et de distribution, dans la production de fournitures pour l'agriculture)	Participer à la vie locale (associative, citoyenne) et à l'animation du milieu rural (fêtes agricoles) Communiquer avec les consommateurs et faire connaître leur métier Vivre de manière harmonieuse avec les habitants du milieu rural non agriculteurs	Gérer la ressource en eau et préserver sa qualité Maintenir un milieu ouvert Entretenir des éléments paysagers : haies, mares, bosquets Respecter des milieux intéressants du point de vue de la biodiversité (tourbières, mosaïque de couverts végétaux,...)

CONCLUSION

Cette nouvelle coopération entre le Portugal et la France a pour thème un problème récurrent dans les deux pays : l'écart entre la réalité et l'image du métier d'agriculteur. La mission a donc consisté à mettre en évidence ces différences en s'immergeant dans les populations agricoles et non agricoles.

La mission consistait à prendre en charge l'ensemble de la partie française de l'étude. J'ai pu participer aux différentes étapes du projet, de son élaboration à la restitution publique des résultats de l'étude. La mission comprenait une phase de terrain très importante (74 entretiens auxquels s'ajoutent de nombreux contacts informels, 150 questionnaires, l'animation de rencontres, etc.) en plus d'un classique travail de recherche documentaire.

La richesse de cette expérience de stage est à la mesure de sa densité.

Une mission riche et enrichissante

Ce stage a été pour moi une expérience très enrichissante pour diverses raisons. Il m'a demandé de m'imprégner totalement du territoire du Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais, tout en gardant une vision globale vis-à-vis de la coopération avec le Portugal. Il a impliqué la mise en œuvre d'une enquête importante comprenant une dimension quantitative et une dimension qualitative. De plus, ce travail a nécessité une prise de recul afin de ne pas être « noyée » par la masse des informations collectées, il m'a mise à l'épreuve en termes de capacité d'organisation et de gestion des contraintes puisque je devais travailler sous la direction de 5 personnes représentant 4 institutions différentes.

Ce stage m'a appris beaucoup de choses, tant sur le plan théorique que méthodologique (apprendre à rédiger des enquêtes, à les analyser) ou encore sur le plan personnel (travail en autonomie, échanges avec de nombreux interlocuteurs,...).

Voici quelques points qui ont été déterminants pour la progression de la mission et qui sont au cœur de mon enrichissement.

➤ Un encadrement pluri-partenaire

Durant ce stage, j'ai pu bénéficier d'un encadrement diversifié pour mener ce vaste projet. Il a fallu travailler de concert avec le Portugal, chef du projet, mais aussi avec ma structure d'accueil, tout en respectant les consignes universitaires.

Le directeur de la coopérative agricole, Monsieur Bartolo a été très présent pour les questions agricoles et pour la réalisation du rapport de stage. J'ai également été suivie par la chef de projet du Pays BGP, Madame Glandut, pour les dossiers, elle-même assurant le lien avec le Portugal. J'ai enfin été guidée par mon tuteur universitaire, Madame Abrioux pour la production de l'analyse quantitative et qualitative des entretiens.

Cette mission impliquait une grande diversité d'interlocuteurs. Cela aurait pu être une contrainte pour le déroulement de la mission (difficultés de communications, demandes contradictoires, divergences dans les attentes ou les pratiques, perte de temps...). Mais cela n'a pas posé de problème. En effet, dès le départ nous avons communiqué par mail avec le Portugal et une rencontre a eu lieu en mai ce qui a suffi pour travailler de concert et trouver les axes thématiques et la méthodologie commune. Aussi, je pense avoir convenablement géré les échanges avec les différents interlocuteurs : montée et descente d'informations, définition du travail, validation des étapes et de la manière de réaliser le travail avant de le mettre en

pratique. Avec les partenaires portugais par exemple, nous avons construit les guides d'entretiens et les questionnaires au terme d'un système de navettes : ils ont défini les grands axes thématiques, j'ai proposé des questions (indicateurs et dimensions), ils les ont adaptées à leur territoire et nous les avons de nouveau modifiées suite aux propositions de M. Bartolo, Mmes Glandut et Abrioux.

➤ **Des contacts et des sources d'informations nombreux**

J'ai pu constituer un fonds documentaire conséquent, grâce aux conseils puis à la mise à disposition d'informations de la part des différents partenaires du projet (coopérative, Pays BGP, association Alliance Conseil, GEETA, JA). Ainsi, il n'y a pas eu de perte de temps dans la recherche de documents sur d'autres supports (Internet).

Toutefois, la difficulté résidait pour moi dans l'utilisation de ces sources : comment produire un document de synthèse utile pour mener la comparaison avec la situation du Portugal à partir de documents de nature et de contenu aussi variés et en un temps record ?

J'ai eu la satisfaction de pouvoir produire un dossier, certainement perfectible, mais qui répond à l'objectif fixé.

Une grande partie du stage (réalisation de l'enquête) m'a amenée à travailler en lien direct avec les différents acteurs du territoire, que ce soit des membres d'institutions, des agriculteurs ou la population. Ce travail a été enrichissant de part les échanges que j'ai pu avoir. Rencontrer les membres d'organismes para agricoles a été valorisant ; réaliser des entretiens avec les agriculteurs m'a beaucoup appris sur leurs savoirs, expériences, points de vue. Ou encore, lors de la distribution des questionnaires dans les lycées, j'ai dû présenter au Conseiller Principal d'Education la mission qui m'avait été confiée. J'ai également présenté ma formation et mon stage devant une classe de BTSA. Cette réciprocité des échanges m'a semblée intéressante : je présentais mon master et ma mission de stage, eux me parlaient de leur formation et de leur vision du monde agricole. Ces échanges ont permis de mieux impliquer les élèves.

La diversité des interlocuteurs a été un point fort du stage. J'ai ainsi pu dialoguer avec des personnes que je n'aurais pas eu l'occasion de connaître sans le stage.

➤ **Un travail autonome**

Cette mission a été menée en autonomie, preuve de confiance de la part de mes tuteurs. Ce qui n'a pas empêché que des points de travaux aient lieu de façon régulière avec les partenaires, comme je l'ai rappelé.

Les partenaires portugais ont définis les premiers des actions concrètes à mettre en œuvre. A moi ensuite de les étudier, de vérifier qu'elles correspondent à nos attentes ou à la configuration du territoire français d'étude, puis d'affiner, de leur proposer des modifications.

Le travail d'enquête en particulier a été mené très librement : je prenais en général des rendez-vous tous les deux jours. Cela dans l'optique d'avoir le temps de traiter les données de la veille. J'ai tenu à mettre en place des entretiens tests pour pouvoir corriger les questions mal comprises.

➤ La mise œuvre de techniques d'enquête

La mise en œuvre de techniques d'enquêtes mixtes, quantitatives et qualitatives, m'a fait découvrir le logiciel « Sphinx », outil performant pour le traitement des informations, mais aussi l'analyse de contenu.

Les entretiens devaient au départ être traités de manière quantitative, comme les partenaires portugais le souhaitaient. Mais nous avons jugé primordial d'insérer une dimension qualitative afin d'exploiter toute la richesse du corpus. Après l'avoir proposé au Portugal, j'ai mis en place les trames incluant un traitement qualitatif. J'ai donc retranscrit en intégralité la partie qualitative des 60 entretiens auprès des agriculteurs (échantillon 1 et 2). C'est à partir de ce corpus textuel que j'ai expérimenté l'analyse de contenu. Elles ont alimenté les parties 2 et surtout 3 de ce rapport. Ces travaux ont été réalisés sous le contrôle de Madame Abrioux.

➤ Une transition vers le monde du travail

Durant ce stage j'ai pu découvrir le monde du travail au sein d'une entreprise dynamique proche de ses adhérents. Les coopératives travaillent pour les agriculteurs, ce qui rend les liens plus forts.

Désirant rester dans le monde agricole, ce stage m'a permis d'acquérir de nouvelles connaissances sur le travail d'une coopérative agricole, son mode de fonctionnement, son organisation.

La suite du projet

Mon stage est achevé mais le projet continue. D'autres étapes avaient été planifiées dans le cadre de l'étude « Nouvelle Image pour Nouveaux Agriculteurs » qui se déroule de 2010 à 2012. Rappelons qu'elle se décline en 5 actions :

- ☞ Action 1 : Etude comparée « Image et réalité du métier d'agriculteur », pour laquelle j'ai été recrutée.
- ☞ Action 2 : Ateliers-forums, mises en débats, contribution à l'étude comparée, auxquels je vais participer
- ☞ Action 3: Portfolio photos/ DVD bilingue, réalisé par le PBGP avec les JA
- ☞ Action 4: Retour sur l'étude de l'expérience "La Route du Blé en Beauce"
- ☞ Action 5: Colloque final en Alentejo, prévu en 2012

Durant les 6 mois de stage le travail a porté sur les actions 1 et 2. Au terme de celui-ci, l'analyse des enquêtes a été transmise aux partenaires français et portugais. Le but est de travailler à partir de ces données pour mettre en place l'action 2 et par la suite de réaliser une comparaison avec l'étude du Portugal.

Toutefois, il a été convenu que je participerais aux actions 2 et 4 au-delà de mon engagement contractuel.

Les 29 et 30 septembre l'atelier d'échange et de réflexion sur les données récoltées durant le stage aura lieu. Des thèmes ont été évoqués pour les ateliers durant le stage. Pour participer à la mise en place de cette journée, je vais retourner sur le territoire du 13 au 20 septembre.

→ Le 29 septembre sera réservé aux ateliers avec les agriculteurs

→ Le 30 septembre permettra de réaliser **l'action 4 de l'étude : Retour sur l'étude de l'expérience "La Route du Blé en Beauce"**. Les partenaires locaux et portugais pourront travailler sur le résultat de la mise en place d'actions et les transposer au Portugal

Au Portugal l'atelier aura probablement lieu fin novembre. Avant cette date il sera difficile aux agriculteurs du Pithiverais de faire le déplacement. C'est en effet, la période de la récolte des betteraves.

Quant aux actions 3 et 5, voici comment elles se déclinent :

→ Action 3: Portfolio photos/ DVD bilingue, réalisé par le PBGP avec les JA

Cette action est en cours de réalisation. Il a été décidé d'effectuer une série de photographies d'une même parcelle de blé à différents stades sur les deux territoires. Cela permettra de comparer l'évolution d'une culture dans deux pays différents. Elle sera ensuite présentée lors du colloque final qui aura lieu en Alentejo en 2012. Quelques unes des photographies déjà réalisées sont incluses dans l'introduction et la conclusion du rapport.

→ Action 5: Colloque final en Alentejo, prévu en 2012

A cette date, nos partenaires portugais auront réalisé un « memento », une analyse de la comparaison des données des deux territoires. Celui-ci sera traduit dans les deux langues : français et portugais. Pour cela, Etienne Anginot, professeur bilingue ayant enseigné au Portugal et ayant réalisé la traduction lors du premier colloque sera sollicité.

Les principales conclusions de l'étude réalisée

Enfin, ce travail représente un enjeu fort pour les Pays ayant passé commande. Comme nous l'avons déjà signalé, le monde agricole est aujourd'hui à une croisée des chemins. Il est alors primordial qu'il ait un maximum de cartes en main afin de choisir la bonne direction. Les agriculteurs sont aujourd'hui en minorité vis-à-vis des autres populations. Toutefois, l'activité agricole a un poids économique important, que ce soit en termes d'emplois, de productions, mais également au niveau de l'environnement, du tissu local, ou encore de l'évolution des paysages. Ce travail permet de mesurer l'écart entre la réalité et l'image de l'agriculture.

Les agriculteurs rencontrés étaient âgés de moins de 25 ans à plus de 55 ans. La plupart travaillent à l'extérieur avant de s'installer. La reprise d'une exploitation est difficile en raison notamment de son coût ; aussi la plupart sont-elles familiales et les parents restent longtemps présents.

Cette situation est à mettre en relation avec le fait que le nombre d'installations est en constante diminution et que le statut JA a été prolongé jusqu'à 40 ans dans le but d'augmenter le nombre d'installations aidées.

Les agriculteurs ont évoqué les nombreuses contraintes, les évolutions du métier, ils ont fait part de leurs craintes ou de leurs espoirs pour l'avenir. Parmi les sujets récurrents, les questions de la transmission de l'exploitation, ou de l'agriculture « biologique » qui fait débat. Certains agriculteurs pensent qu'il est possible de produire mieux en améliorant l'agriculture « conventionnelle ».

Aujourd'hui, être agriculteur est une activité parmi d'autres. Non pas qu'elle soit en tout points semblable aux autres, mais c'est une activité que choisissent de plus en plus des jeunes non issus du milieu agricole (10 à 30 % d'installations hors-cadre familial selon les régions), malgré un déficit d'image. On ne naît pas obligatoirement agriculteur, on le devient. Et cela alors même que les agriculteurs n'ont jamais été aussi peu nombreux. Parallèlement,

l'agriculture devient multifonctionnelle : à côté de sa fonction productive, l'agriculture doit satisfaire des fonctions environnementales et de loisirs.

Le nouveau paradoxe réside dans le fait qu'alors qu'ils n'ont jamais été aussi peu nombreux, les agriculteurs s'investissent dans autant d'activités diversifiées.

Le métier d'exploitant agricole fait appel à de nombreuses compétences, dans des registres très différents, parfois spécifiques à une production (céréalier, arboriculteur, maraîcher, viticulteur, éleveur bovin, berger...).

Ce métier englobe les travaux qui vont de la production à la commercialisation des produits, le tout dans le respect de son environnement. Le petit paysan d'hier est devenu un véritable chef d'entreprise qui doit assurer la rentabilité de son « affaire », en « pilotant » son exploitation à l'aide des dernières technologies de pointe, de la moisson assistée par GPS à la vente de sa récolte de céréales sur les marchés à terme. Être agriculteur nécessite d'avoir des compétences techniques et de gestion.

Il existe aujourd'hui un fossé entre les attentes sociétales et le monde agricole. En particulier dans le domaine environnemental.

Un écart béant demeure entre les efforts fournis par les agriculteurs et les images stéréotypées, voire négatives véhiculées par les médias. Aussi les agriculteurs se placent-ils sur la défensive en raison de ce manque de reconnaissance. Le déficit d'information émanant directement de cette profession n'arrange pas les choses : les organismes para-agricoles ne communiquent pas de manière homogène ou globale ; les actions restent locales.

Mais l'identité du territoire dépend en grande partie du travail des agriculteurs. Le monde agricole a forgé des spécificités locales et une qualité du cadre de vie à travers le modelage de paysages diversifiés et un mode de vie.

Qu'en est-il en Alentejo, leur étude étant légèrement décalée dans le temps, retrouvera-t-on la même analyse ?

L'agriculture n'a pas fini de se transformer, le métier d'agriculteur de se diversifier, l'origine sociale des agriculteurs de se renouveler. Les raisons qui conduisent aujourd'hui un fils ou une fille d'agriculteur à s'installer sont identiques à celles qui conduisent aussi celui dont les parents ne sont pas agriculteurs à s'engager dans ce métier : la réalisation de soi à travers son projet personnel et son projet professionnel.

Le renouvellement des générations est aussi un renouvellement des motivations et des finalités. Avec toujours l'attachement à un cadre de vie particulier : la vie et le travail dans l'espace rural.

Paysan est depuis toujours le premier métier du monde. Il connaît la terre pour y vivre et en vivre. Aujourd'hui, les agriculteurs sont une minorité en nombre, mais restent incontournables sur le territoire.

Ils doivent répondre au triple défi : économique, alimentaire et environnemental.

Pour communiquer sur une agriculture plus conforme aux réalités actuelles, une image de qualité est une piste à explorer. Elle permet de faire le lien entre les produits, les prix et l'impact de l'agriculture sur l'environnement. Sans oublier le rôle et la place des agriculteurs, qui pourront reprendre en main les éléments véhiculés sur leur métier et leur savoir-faire.

Comme l'a dit Georges Bernanos : « On ne subit pas l'avenir, on le fait. »

Quand, comment et à quelle vitesse, les agriculteurs relèveront-ils ce défi ?



LISTE DES TABLEAUX

Figure 1-1 : Diagramme de Gantt	14
Figure 1-2 : Localisation des territoires d'action de Pithiverais et de l'Alentejo.....	15
Figure 1-3 : Carte de l'Alentejo	17
Figure 1-4 : Carte des communautés de communes du Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais .	17
Figure 1-5 : Données chiffrées en année de récolte moyenne.....	21
Figure 1-6 : Les établissements publics et privés en Loiret (45)	25
Figure 2-1: Age des personnes interrogées	30
Figure 2-2 : Chefs d'exploitation et co-exploitants par tranche d'âge.....	31
Figure 2-3 : Formation des personnes interrogées	32
Figure 2-4 : Parcours d'installation des agriculteurs dans le cadre de l'auto-évaluation de l'activité agricole.....	33
Figure 2-5 : Parcours à l'installation.....	33
Figure 2-6 : ancienneté de l'installation sur l'exploitation agricole des jeunes	34
Figure 2-7 : Installation en agriculture en fonction de l'âge	34
Figure 2-8 : Raisons de s'installer en agriculture	35
Figure 2-9 : Atouts du métier	36
Figure 2-10 : Pluri activité en fonction de l'âge.....	37
Figure 2-11 : Part de l'activité extérieure pour les agriculteurs pluriactifs.....	37
2-12 : Nature de l'aide des parents sur l'exploitation	38
Figure 2-13 : Types d'agriculture pratiquée.....	40
Figure 2-14 : Taille de la SAU des exploitations agricoles.....	41
Figure 2-15 : Taille moyenne des parcelles des exploitations agricoles	42
Figure 2-16 : Surface Agricole Utile des exploitations du territoire d'étude.....	43
Figure 2-17 : Types de terres présents sur le territoire d'étude.....	45
Figure 2-18 : Productions agricoles du territoire	46
Figure 2-19 : Surface irriguée par les agriculteurs	48
Figure 2-20 : Irrigation en fonction de la taille de SAU des agriculteurs	49
Figure 2-21 : Caractéristiques des bâtiments	49
Figure 2-22 : Caractéristiques des matériels	50
Figure 2-23 : Présence de salariés sur les exploitations agricoles.....	51
Figure 3-1 : Echelle d'intérêt face à l'environnement.....	53
Figure 3-2 : Raisons d'implication face à l'environnement	54
Figure 3-3 : Actions mises en place sur les exploitations agricoles	55
Figure 3-4 : Moyens d'informations	58
Figure 3-5 : Impact des actions sur la productivité	59
Figure 3-6 : Impact des actions sur la rentabilité	59
Figure 3-7 : Organismes para-agricoles apportant une aide à l'agriculteur	65
Figure 3-8 : Domaines d'évolution possible de l'agriculture.....	66
Figure 3-9 : Idée que les agriculteurs se font de l'opinion de la population sur leur métier....	68
Figure 3-10 : Age des étudiants ayant répondu au questionnaire	81
Figure 3-11 : Option des parcours scolaires.....	82

Figure 3-12 : l'âge de la population ayant répondu au questionnaire	82
Figure 3-13 : Formation suivie par la population.....	83
Figure 3-14 : Etat civil de des personnes questionnées.....	83
Figure 3-15 : L'activité professionnelle de la population	83
Figure 3-16 : Le lieu de résidence de la population	83
Figure 3-17 : Les jeunes et la population entretiennent-ils des liens avec le monde agricole ?	84
Figure 3-18 : Les liens entretenus entre les jeunes et les agriculteurs	85
Figure 3-19 : Connaissez-vous la profession des actifs agricoles	85
Figure 3-20 : Le métier des actifs agricoles	86
Figure 3-21 : Les agriculteurs et la double activité.....	86
Figure 3-22 : Si l'agriculteur est double actif, quel est son autre métier ?.....	87
Figure 3-23 : Relation des jeunes et de la population avec les agriculteurs.....	87
Figure 3-24 : La perception des agriculteurs du Pithiverais.....	88
Figure 3-25 : Importance de l'activité agricole sur le territoire du Pithiverais	89
Figure 3-26 : Tableau récapitulatif de la perception des populations	90

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Webographie	
1	France Nature Environnement, Partout où la nature a besoin de nous, page agriculture, nos objectif http://www.fne.asso.fr/fr/nos-dossiers/Agriculture/
2	L'est éclair, La baisse du nombre d'exploitations agricoles ralentirait d'ici 2020, Publié le mardi 08 mars 2011 http://www.lest-eclair.fr/article/economie/la-baisse-du-nombre-dexploitations-agricolesralentirait-dici-2020
3	AgroParisTech, Les débats de l'Agro, Les Coopératives agricoles en France : rôles et enjeux, Conférence 2005-2006 http://www.agroparistech.fr/etudiants/debats/rubrique.php3?id_rubrique=63
5	Programme LEADER, http://www.una-leader.org/
11	Commission européenne direction générale de l'agriculture, Direction G. Analyses économiques et évaluation, G.1. Analyses et conception d'ensemble, Document de travail de la DG Agriculture, Situation agricole du Portugal http://ec.europa.eu/agriculture/publi/reports/portugal/workdoc_fr.pdf
12	Le Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais, Un territoire pour construire votre avenir, http://www.pays-du-pithiverais.fr/decouvrez-le-pays_fr_01_02.html
13	Le Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais, Schéma de Cohérence Territorial, Diagnostic de territoire, volet démographie, http://www.pays-du-pithiverais.fr/documents_fr_02_09_06.html
14	Institut national de la statistique et des études économiques, Tableaux économiques régionaux de la région Centre : Agriculture, Rédaction achevée en mars 2011, http://www.insee.fr/fr/insee_regions/centre/faitsetchiffres/reg-dep/theme10.pdf
15	Stratégie de développement de l'agriculture et de la forêt en région Centre, session plénière de juin 2006 http://www.regioncentre.fr/jahia/webdav/site/portail/shared/agriculture/docs/sdaf_rc.pdf
16	Le Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais, Schéma de Cohérence Territorial, Diagnostic de territoire, volet agriculture, http://www.pays-du-pithiverais.fr/documents_fr_02_09_06.html
17	Chambre d'Agriculture du Loiret, l'agriculture du Loiret, Le Loiret, des productions diversifiées, de qualité et des paysages attrayants... http://www.loiret.chambagri.fr/index.php?id=875
19	La France Agricole, Une image en décalage avec la réalité du marché (sondage), Publié le jeudi 19 février 2009 - 18h57, http://www.lafranceagricole.fr/actualite-agricole/metiers-lies-a-l-agriculture-une-imageen-decalage-avec-la-realite-du-marche-sondage-906.html
21	Transmission et reprise d'entreprise en région centre : un enjeu majeur des 10 prochaines années, rapport présenté au nom du conseil économique et social régional par Roger AGUITON, http://www.regioncentre.fr/jahia/webdav/site/portail/shared/CESR/Rapports%20et%20c%20communications/Economie,%20emploi/Rapportrepriseentreprise.pdf
22	Agriculture, S'installer comme agriculteur en 2010, Joséfa LOPEZ pour L'entreprise.com, publié le 13/01/2010, http://lentreprise.lexpress.fr/etapes-creation-entreprise/s-installer-comme-agriculteur-en-

	2010_19401.html
24	Institut national de la statistique et des études économiques, Tableaux économiques régionaux de la région Centre : Agriculture, Rédaction achevée en mars 2011, http://www.insee.fr/fr/insee_regions/centre/faitsetchiffres/reg-dep/theme10.pdf
25	Institut national de la statistique et des études économiques, Chefs d'exploitation et coexploitants par tranche d'âge en région Centre, http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=21&ref_id=agrtc1023
26	L'enseignement et la formation agricole en région Centre, Les établissements publics et privés en Loiret (45), http://www.centre.educagri.fr/etablissements/loiret-45.html
35	Chambre d'Agriculture du Loiret, l'agriculture du Loiret, Le Loiret, des productions diversifiées, de qualité et des paysages attrayants... http://www.loiret.chambagri.fr/index.php?id=875
36	Institut national de la statistique et des études économiques, Tableaux économiques régionaux de la région Centre : Agriculture, Rédaction achevée en mars 2011, http://www.insee.fr/fr/insee_regions/centre/faitsetchiffres/reg-dep/theme10.pdf
38	Étude thématique, Observatoire de l'habitat du Loiret, janvier 2011, Les disponibilités foncières des communes desservies par l'A19, http://www.adil45.org/fileadmin/Sites/ADIL_45/obs_de_l_hab/les_disponibilites_foncières_des_communes_desservies_par_l_A19.pdf
39	Le Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais, Schéma de Cohérence Territoriale, Diagnostic de territoire, volet agriculture, http://www.pays-du-pithiverais.fr/documents_fr_02_09_06.html
41	Agreste Centre, informations, N° 2010 INF-26 - D45 - Septembre 2010, L'agriculture du Loiret, http://www.ddsv45.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/Fiche_45_cle8219d8-1.pdf
42	Agreste Centre, informations, N° 2010 INF-26 - D45 - Septembre 2010, L'agriculture du Loiret, http://www.ddsv45.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/Fiche_45_cle8219d8-1.pdf
44	Les Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA), Écrit par Frédéric Renaud, 11-05-2011 http://www.deveniragriculteur.fr/index.php?option=com_content&task=view&id=60&Itemid=41
45	Ministère de l'agriculture, Dossier Politique agricole commune : Cap sur 2013, Respect de l'environnement et bien-être animal : des obligations, 27/09/2010, http://agriculture.gouv.fr/70-respect-de-l-environnement-et
46	Le Sillon, Effluents d'élevage : priorité à la qualité d'épandage, Dominique Maurel, Publié le : 26.11.2010, http://www.lesillon.info/technique/article/date/26/11/2010/effluents-delevage-priorite-ala-qualite-depandage.php
47	Le Système de Conseil Agricole vous informe, n°13(organisé par la Chambre d'Agriculture, en partenariat avec les coopératives de Boisseaux, de Pithiviers, de Puiseaux et de la Caproga). , http://213.246.37.46/ca45/dyn/dossiers_file/105Le_SCA_vous_informe_n13.pdf
49	Adivalor, présentation, 2011, http://www.adivalor.fr/

50	Adivalor, membres http://www.adivalor.fr/filiere/membres_filiere.html
51	Bretagne, agriculture, sol, environnement, Un réseau régional qui s'appuie sur une organisation départementale http://www.asso-base.fr/-Le-reseau-BASE-
52	FAO salle de presse, L'agriculture biologique peut contribuer à la lutte contre la faim Mais il faut utiliser des engrais chimiques pour nourrir le monde 10 décembre 2007, Rome http://www.fao.org/newsroom/fr/news/2007/1000726/index.html
53	Le Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais, Schéma de Cohérence Territorial, Diagnostic de territoire, volet agriculture, http://www.pays-du-pithiverais.fr/documents_fr_02_09_06.html
55	Le Figaro, Le revenu des agriculteurs a plus que doublé en 2010, Par Eric De La Chesnais, Publié le 30/06/2011 à 17:21, http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2011/06/30/04016-20110630ARTFIG00560-lerevenu-des-agriculteurs-a-plus-que-double-en-2010.php
56	INRA, Revenus des foyers d'agriculteurs : la pluriactivité se développe, Fiche de Presse Info. 13/04/2007, http://www.inra.fr/les_recherches/exemples_de_recherche/revenus_agriculteurs_pluri_activite_se_developpe
58	Les exploitations agricoles européennes et françaises Vincent Chatellier, Nathalie Delame, 2007, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/agrifra07g.pdf
59	L'avenir de la PAC après 2013 http://www.copacogeca.be/img/user/file/PAC_BROCHURE/7400%20VERSION%20F2.pdf
62	La communication agricole vers le grand public, Livre Blanc, juin 2006, www.agriculteursdefrance.com/Upload/Commissions/Fichier_106.pdf
64	Communiquer l'agriculture : un outil pour les agriculteurs, Commission « agriculture et communication », Présidée par Sandrine SIMONNOT et Jean-François COLOMER, www.agriculteursdefrance.com/Upload/Commissions/Fichier_80.pdf
65	Communiquer l'agriculture : un outil pour les agriculteurs, Commission « agriculture et communication », Présidée par Sandrine SIMONNOT et Jean-François COLOMER, www.agriculteursdefrance.com/Upload/Commissions/Fichier_80.pdf
66	La France Agricole, Image de l'agriculture, Farre souhaite mettre en place un « procès équitable » Publié le mercredi 29 juin 2011 - 17h53, http://www.lafranceagricole.fr/actualite-agricole/image-de-l-agriculture-farre-souhaitemettre-en-place-un-proces-equitable-45026.html

Bibliographie

HUSSON, J-P., (2008) *Envie de campagnes, Les territoires ruraux français*, Ellipses, Marketing, 207p.

KAYSER B., BRUN A., CAVAILHES J.; LACOMBE P., (1994) *Pour une ruralité choisie*, Datar, De l'aube, 139p.

HERVIEU B., VIARD J., (1996) *Au bonheur des campagnes (et des provinces)*, L'aube, 155p.

JEAN Y., PERIGORD M., (2009) *Géographie rurale, La ruralité en France*, Armand Colin, 126p.

RENARD J., (2005) *Les mutations des campagnes, Paysages et structures agraires dans le monde*, Armand Colin, 214p.

Chambre d'Agriculture du Loiret, (2011) *Guide de l'installation 2011, Demain je m'installe agriculteur dans le Loiret*, Point info installation, 41p.

Chambre d'Agriculture du Loiret, (2011) *Auto Diagnostic, Projet personnalisé de professionnalisation*, Point info installation, 24p.

Chambre d'Agriculture du Loiret, (2011) *Demain se construit aujourd'hui, Mes formations 2010-2011 Loiret*, Point info installation, 44p.

AGRICULTEURS DE FRANCE, (juin 2006) *Livre blanc, La communication agricole vers le grand public*, 22p.

SIMONNOT S., COLOMER J-F., (2004-2005) *Commission « agriculture et communication »*, Agriculteurs de France, 7p.

DESRIERS M., (2007) *L'agriculture française depuis cinquante ans : des petites exploitations familiales aux droits à paiement unique*, L'agriculture, nouveaux défis, 30p.

ABADIE J., *Etre agriculteur aujourd'hui*, Chambre d'Agriculture Midi-Pyrénées

DATAR., (3/09/2003) *Étude prospective de la Datar, Quelle France rurale pour 2020? Contribution à une nouvelle politique de développement rural durable*, Datar, 64p.

BERNARDI V., LEFEBVRE F., (octobre 2002) *Les départs précoces De l'agriculture : Mythe ou réalité ?*, Les cahiers du Cnasea n°2, 33p.

GUILLAUMIN A., BOUSQUET D., VILLARET A., (2002) *Multifonctionnalité de l'agriculture : demandes locales et attitudes des agriculteurs*, Les Cahiers de la multifonctionnalité – n°7, 136p.

Bardon E., (2006) *Communication et Agriculture : « Il manque un espace de médiation entre la sécheresse du réel et le lieu des affects »*, Les actes de la 12ème Université d'Été de l'Innovation rurale. Marciac, Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Association « Cultivons l'Avenir du Pithiverais, (12 janvier 2010) *Paysage agricole du Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais à travers la visite de 4 partenaires du territoire*, 16p.

GAL Beauce Gâtinais en Pithiverais et Terra Dentros, » (Ondreville-sur-Essonne 5 et 6 juin 2008), *Actes du colloque, « Terres de blé - Terras de trigo, Terres de pain – Terras de pão Mémento des thèmes débattus et pistes de travail envisagée*, 47p.

Message de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à l'occasion de la 17ème journée internationale des coopératives, (2011) *Les jeunes - l'avenir de l'entreprise coopérative* », *Les jeunes : un atout pour l'agriculture*
<http://www.copac.coop/idc/2011/2011-fao-fr.pdf>

Barnier M., (25/02/2008), *L'agriculture à Paris : image de nos terroirs, image d'avenir*, Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

7^{ème} université d'été de l'innovation rurale., (août 2001) *L'agriculture peut-elle être bouleversée par la demande sociale ?*, Mission Agrobiosciences, 96p.

9e université d'été de l'innovation rurale., (août 2003), Communauté de Communes Bastides et Vallons, 55p.

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	1
SOMMAIRE.....	2
LISTE DES ABREVIATIONS.....	3
1 Présentation du contexte de stage.....	8
1.1 Un projet lié à un contexte.....	8
1.1.1 Préparation du partenariat.....	8
1.1.1.1 Des thématiques partagées pour une coopération élargie.....	8
1.1.1.2 Définition des modalités de travail.....	9
1.1.2 Le contexte de l'étude.....	10
1.1.2.1 Rendre l'agriculture attractive.....	10
1.1.2.2 Le faible niveau d'installation et de transmission des exploitations.....	10
1.1.2.3 L'ouverture de l'A19 : concurrence accrue pour la destination des terres.....	10
1.1.2.4 L'accès au foncier, quel avenir pour les jeunes ?.....	10
1.1.2.5 L'identité et la diversité agricole au sein de la mondialisation.....	11
1.2 Une mission aux enjeux multiples.....	11
1.2.1 Problématique.....	11
1.2.1.1 La mission.....	11
1.2.1.2 Les enjeux.....	12
1.2.2 L'organisation de la mission.....	13
1.2.2.1 Les axes de travail.....	13
1.2.2.2 Les étapes.....	13
1.2.2.3 Une mission dense.....	14
1.2.3 Une mission de coopération transnationale.....	15
1.2.3.1 L'Alentejo.....	15
1.2.3.2 Le Pithiverais.....	17
1.3 Une structure d'accueil au centre du dispositif et des partenaires à différents niveaux	20
1.3.1 Les coopératives agricoles.....	20
1.3.2 Les autres structures impliquées dans le projet.....	22
1.3.3 Les interlocuteurs et leur rôle respectifs.....	22
1.4 L'organisation du travail et l'analyse des difficultés.....	23
1.4.1 Action 1 : l'étude comparée.....	23
1.4.1.1 Caractérisation du territoire.....	23
1.4.1.2 Comparaison des offre de formation agricole.....	24
1.4.1.3 Le cadre juridique et législatif.....	25
1.4.1.4 Entretiens auprès des agriculteurs et questionnaires.....	25
1.4.2 Action 2 : les ateliers forums.....	27
2 Les agriculteurs et l'agriculture du Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais.....	30

2.1	Le contexte de l'installation en agriculture	30
2.1.1	L'âge des agriculteurs interrogés	30
2.1.2	Les parcours scolaires suivis et les diplômes.....	31
2.1.3	Le contexte de l'installation.....	32
2.1.4	La date de l'installation en agriculture.....	34
2.2	Le rapport à l'exploitation	35
2.2.1	Le choix du métier	35
2.2.2	Les atouts du métier	36
2.2.3	La mono ou la pluriactivité	37
2.2.4	L'implication de la famille.....	38
2.3	Les terres : surface agricole et parcelles	40
2.3.1	Les types d'agriculture du territoire.....	40
2.3.2	La Surface Agricole Utile (SAU).....	41
2.3.3	La taille des parcelles.....	42
2.3.4	Le statut de la Surface Agricole Utile (SAU) : propriété ou location.....	43
2.3.5	La pression foncière	43
2.3.6	Les communes sur lesquelles les parcelles se situent	44
2.4	Les cultures et les types de sol.....	45
2.4.1	Les types de sol	45
2.4.2	Les productions du territoire	46
2.4.3	Le drainage et l'irrigation des cultures	48
2.5	Les moyens : matériels (bâtiments et équipements) et humains (main-d'œuvre)	49
2.5.1	Les bâtiments	49
2.5.2	Le matériel agricole	50
2.5.3	Les Unités de Travail Humain (UTH) et le salariat	51
3	<i>Les résultats de l'enquête</i>	53
3.1	La perception du développement durable par les jeunes agriculteurs	53
3.1.1	Le degré d'implication des agriculteurs.....	53
3.1.1.1	Un positionnement sur une échelle.....	53
3.1.1.2	Pourquoi être concerné par les questions environnementales	54
3.1.2	Les actions mises en place sur les exploitations	55
3.1.2.1	Préoccupations et pratiques environnementales	55
3.1.3	La recherche d'informations	58
3.1.4	L'impact perçu de la productivité et de la rentabilité de l'exploitation.....	59
3.1.5	Les principales préoccupations des agriculteurs.....	60
3.1.5.1	Le registre des Obligations	60
3.1.5.2	Le registre de la politique du « juste milieu »	60
3.1.5.3	Le registre des convaincus.....	61
3.2	L'auto-évaluation de l'activité agricole.....	63
3.2.1	Les modalités d'évaluation des exploitations	64

3.2.1.1	Le revenu	64
3.2.1.2	Une aide des organismes para agricoles	65
3.2.2	La projection de l'avenir du métier.....	65
3.2.2.1	La PAC 2013	66
3.2.2.2	L'augmentation de la taille des exploitations	67
3.2.2.3	Le regroupement pour l'achat de matériel.....	67
3.2.2.4	Une diminution de l'installation des jeunes	68
3.2.2.5	Une instabilité du marché en hausse.....	68
3.2.3	L'avis des agriculteurs sur la perception que la population a de leur métier.....	68
3.2.3.1	Une image d'abord mauvaise mais acceptable	69
3.2.3.2	Une image bonne mais avec des variantes selon le territoire	70
3.3	Les questions émergentes	72
3.3.1	L'isolement	72
3.3.1.1	Les raisons de l'isolement	72
3.3.1.2	La lutte contre l'isolement.....	73
3.3.2	Le poids des contraintes.....	73
3.3.2.1	Les contraintes environnementales liées à la réglementation.....	73
3.3.2.2	Le pessimisme	74
3.3.3	La cohabitation urbains / ruraux	74
3.3.4	L'emploi et le manque de main d'œuvre	74
3.3.5	La communication vers le grand public	75
3.3.5.1	Les destinataires	75
3.3.5.2	L'univers agricole et rural ne communique pas de manière efficace	76
3.3.5.3	Les outils de communications	76
3.3.6	Les organismes agricoles	78
3.3.7	Le débat public.....	78
3.4	La perception de l'agriculture par la population	80
3.4.1	Les caractéristiques des populations interrogées	81
3.4.1.1	Les jeunes	81
3.4.1.2	La population du Pithiverais.....	82
3.4.2	L'opinion des populations.....	84
3.4.2.1	Les liens entretenus avec l'agriculture	84
3.4.2.2	Le métier des actifs agricoles	85
3.4.2.3	Les agriculteurs et la double activité	86
3.4.2.4	Les relations des jeunes et de la population avec les agriculteurs.....	87
3.4.2.5	La perception des agriculteurs.....	88
3.4.2.6	L'importance de l'activité agricole sur le territoire du Pithiverais.....	89
<i>CONCLUSION</i>		91
<i>LISTE DES TABLEAUX</i>		96
<i>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES</i>		98
<i>TABLE DES MATIERES</i>		103